

هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13101 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- VENDREDI 13 MARS 1987

Le lâchage des « contras »

Le démantèlement de la politique américaine d'aide militaire à la guérilla anti-communiste est désormais entamé au Congrès, et on ne voit pas ce que M. Reagan, affaibli comme il l'est, pourrait faire pour s'y opposer.

L'affaire de l'« Irangate » a renforcé le rejet de cette politique. Il est devenu tel aux États-Unis que la Chambre des représentants s'est prononcée, le mercredi 11 mars, en faveur d'un gel des 40 millions de dollars restant à verser aux « combattants de la liberté » sur les 100 millions qui leur avaient été accordés l'année dernière.

En soi, ce vote pourrait ne pas avoir de portée pratique immédiate si le Sénat refusait de le confirmer. De plus, il n'est pas certain qu'il ne trouverait au Congrès la majorité des deux tiers indispensable pour passer outre au veto que M. Reagan ne manquerait pas alors d'opposer. Il n'en reste pas moins qu'en subordonnant le déblocage de ces 40 millions à la présentation, sous six mois, d'un rapport sur l'utilisation de l'ensemble des fonds donnés aux « contras », par quelque canal que ce soit, la Chambre a fait coup double contre la Maison Blanche.

Elle a d'abord braqué les projecteurs sur les soupçons de malversations dans la distribution de ces fonds et sur l'imbriication sociale entre la politique d'aide à la guérilla anti-communiste et le scandale qui frappe en ce moment l'institution présidentielle. Ebranlée par une bataille des idées qui a été conduite à la démission de deux de leurs principaux dirigeants non sommoles, MM. Adolfo Calero et Arturo Cruz, les « contras », à la recherche de réels succès politiques ou militaires, subissent ainsi à leur tour, de la part de l'opinion américaine, un lâchage qui n'épargne pas M. Reagan lui-même.

La Chambre des représentants, en second lieu, a montré que la Maison Blanche n'a désormais aucune chance d'obtenir les 500 millions de dollars qu'elle voudrait faire octroyer aux « contras » pour l'année prochaine. C'est la conséquence de la victoire démocrate aux élections parlementaires de novembre dernier. Une conséquence qui n'aurait pas imaginé tout-à-fait aussi claire dans des délais aussi rapides.

Sur un dossier qui lui tient particulièrement à cœur, M. Reagan n'a donc plus le choix qu'entre perdre en se battant ou perdre sans se battre. Cruel dilemme, au moment où le régime de M. Ortega, quant à lui, marque des points et aura à l'avenir d'autant moins de raisons de se soumettre à des pressions diplomatiques et économiques qu'il a résisté à quatre années de harcèlement militaire.

Une telle issue était inéluctable dès lors que l'Amérique de M. Reagan, en dépit des redondances, n'était pas prête à une intervention directe. Opération qui n'aurait pas été une promenade, contrairement à celle de la Grenade, et que le souvenir toujours vivace du Vietnam rendait de toute façon, très difficile à faire accepter. En se lançant dans une telle aventure les États-Unis auraient, en outre, pris le risque de détériorer gravement leur image dans toute l'Amérique latine.

Reste que les Américains se trouvent aujourd'hui, face à ce conflit, sans politique de repli. L'Europe peut-elle apporter sa contribution à l'apaisement des tensions ? Les fragiles démocraties en place au Salvador, au Honduras et au Guatemala placent en tout cas en sile des espoirs qu'elle serait bien venue de ne pas décevoir.

Une entorse aux « règles » de la cohabitation

Polémique feutrée à Madrid entre M. Mitterrand et M. Chirac

Le sommet franco-espagnol, qui s'est terminé le jeudi 12 mars à Madrid, a été marqué par une polémique feutrée entre M. Mitterrand et M. Chirac. Ce dernier ayant affirmé que la réconciliation avec l'Espagne avait été facilitée par sa politique d'extradition de Basques, le chef de l'Etat a rappelé que cette politique avait commencé avant 1986, et, sans le nommer, que le premier ministre était d'abord hostile à l'entrée de l'Espagne dans la CEE.

MADRID de nos envoyés spéciaux

La cohabitation en matière diplomatique pourrait bien avoir subi, à l'occasion du sommet de Madrid, son premier accroc majeur dans des circonstances d'autant plus paradoxales qu'il ne s'agit aucunement, entre MM. Mitterrand et Chirac, d'un désaccord sur le fond - en l'espèce, l'amélioration des relations franco-espagnoles - mais sur la forme, ou plutôt sur la chronologie de cette amélioration, et donc sur sa véritable paternité.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, le premier ministre, commentant devant les journalistes la première journée de la rencontre, avait certes couvert de fleurs son

collègue socialiste espagnol, M. Gonzalez, « qui a une grande ambition pour son pays », et avec lequel il a noué d'excellentes relations personnelles, où l'idéologie n'a rien à faire.

Mais M. Chirac s'était aussi laissé aller à quelques commentaires acides sur la façon dont l'adhésion de l'Espagne à la CEE a été négociée, « essai-déjà », selon lui, « avec une incroyable légèreté », car « on était pressé d'aboutir à n'importe quel prix pour des raisons politiques », quitte à ne tenir aucun compte des « importantes parts de marché que la France a perdues entre 1981 et 1986 ».

BERNARD BRIGOULEUX et THIERRY MALINIAK (Lire la suite page 4.)

Un progrès vers la libre circulation

La RFA doit ouvrir son marché aux bières européennes

La Cour de justice européenne a condamné, le jeudi 12 mars, la République fédérale d'Allemagne pour ses pratiques protectionnistes sur le marché de la bière. La Grèce l'a été aussi, pour les mêmes raisons, au nom de la « libre circulation » des biens en Europe. S'appuyant sur une « loi de pureté » de 1516, qui interdisait les additifs, les brasseurs de la RFA avaient obtenu une quasi-fermeture de leur marché intérieur. Ils devront y renoncer.



Le jugement rendu par la Cour de justice est symbolique dans la perspective du « grand marché » européen de 1992. Les barrières placées par les différents Etats membres, en particulier celles qui reposent sur les normes, doivent sauter. Quelles que soient les considérations de qualité technique, d'hygiène ou autres, ce qui est jugé conforme en France par les laboratoires qualifiés doit l'être dans les onze autres pays de la Communauté.

La bière était, de ce point de vue, devenue la cible exemplaire d'un protectionnisme qui n'ose pas dire son nom et dont les Allemands abusent (comme par ailleurs les Japonais).

(Lire page 26 les articles de JOSÉE DOYÈRE et de PHILIPPE LEMAITRE.)

Nancy, Raïssa, Imelda et les autres

Ces épouses qui prétendent ne pas nous gouverner

par Jacques Amalric

Les Etats-Unis sont-ils gouvernés par un « dragon » ? La question n'a pas été posée dans un film de science-fiction mais par une remarque récente de M. Howard Baker, le nouveau secrétaire général de la présidence, appelé à la rescousse par M. Reagan pour rendre quelque stabilité à la Maison Blanche. Commentant l'influence croissante prise par Nancy Reagan dans les affaires nationales, il aurait affirmé que la « first lady » pouvait se comporter en véritable « dragon » dès lors qu'elle cherchait à évincer un collaborateur de son mari jugé indigne de confiance.

M. Baker a bien sûr démenti avoir commis un tel crime de lèse-majesté. Il n'en demeure pas moins que la remarque qui lui est prêtée n'a étonné personne à Washington. Au fil des années, Nancy Reagan a joué un rôle de plus en plus actif auprès d'un mari qui n'est jamais passé pour un bourreau de travail et qui n'a pas été épargné par les épreuves depuis qu'il est entré à la Maison Blanche : tentative d'assassinat en 1981, opération d'un cancer en

1985 suivie d'une opération de la prostate et d'innombrables examens médicaux. L'autorité de Nancy s'est encore accrue depuis le début de l'« Irangate », selon tous les témoignages, le « dragon » monte une garde vigilante à la porte du bureau ovale, en interdisant l'accès à la plupart des qu'on mande.

Encore aujourd'hui, de savantes études sont publiées pour connaître par exemple quel fut exactement l'influence d'Eleanor Roosevelt pendant les années du New Deal. Selon tous les témoignages, elle fut loin d'être négligeable sur son mari, cloué par la maladie dans un fauteuil roulant. Ses contacts politiques étaient extrêmement nombreux, ses préoccupations sociales bien connues. Après la mort de Roosevelt, elle rompit pratiquement avec Truman, aidant même au début de son aventure politique

Henry Wallace, ancien secrétaire au commerce, qui fut démissionné en 1946 pour avoir critiqué l'anti-communisme de Roosevelt. Wallace finit d'ailleurs par se présenter contre Truman aux élections présidentielles de 1948 sous l'étiquette de l'éphémère Parti progressiste, qui bénéficiait de l'appui du Parti communiste, mais il fut battu à plate couture.

Autre « first lady » propulsée sur le devant de la scène par la maladie d'un président, la seconde femme de Woodrow Wilson, Edith Galt, épousée en 1915, seize mois après la mort de la première. Pendant plus d'un an, après l'accident cardiaque de Wilson survenu en 1919 au cours d'un voyage sur la côte ouest, M^{me} Wilson devait régner sur la Maison Blanche, bien que, selon la plupart des historiens, Wilson ait conservé toutes ses capacités mentales. Mais elle ne put rien, bien sûr, pour empêcher la vague isolationniste de porter les républicains au pouvoir lors des élections de 1920 et de balayer l'ébauche de système de sécurité collective que Wilson avait tenté de mettre en place.

(Lire la suite page 2.)

Le Vatican et la bioéthique

La fécondation in vitro en débat

L'« instruction » du Vatican sur la procréation artificielle suscite un débat dans les milieux médicaux et catholiques. La condamnation de la fécondation in vitro est au centre de la controverse. Nous publions page 10 deux « points de vue ».

Le Père Charles Lefèvre, professeur d'éthique médicale à l'Institut catholique de Lille, exprime la déception de certains théologiens après ce « désaveu ». Quant au professeur Georges David, président de la Fédération des centres d'étude et de conservation du sperme, il rappelle que les techniques en cause permettent de lutter contre le drame des stérilités.

Enquête sur une génération

Rétrospective 1968

Nostalgie, nostalgie : ceux qui avaient vingt ans en mai 68 sont aujourd'hui des femmes et des hommes au faite de leur maturité, qui contemplant avec une curiosité teintée d'amusement les mouvements désordonnés et les folles espérances de leur jeunesse.

Les uns sont retournés à l'anonymat d'une vie personnelle et professionnelle sans histoire, d'autres, membres de cabinets ministériels, avocats, hauts fonctionnaires, sont demeurés des vedettes et des leaders, d'autres encore n'ont pas supporté que les lendemains ne chantent plus et ont choisi la mort.

Les explications générales de ce mouvement n'ont certes pas manqué : politologues, historiens, sociologues ont rivalisé d'ingéniosité. Génération, le livre que publient cette semaine Hervé Hamon et Patrick Rotman, ne propose, lui, aucune interprétation globale. Fidèles à une méthode, les deux journalistes ont interrogé une centaine d'anciens protagonistes du mouvement de mai. Ils ne leur ont pas seulement demandé ce qu'ils avaient fait alors, mais quel avait été le cheminement qui les avait conduits sur cette scène.

Hamon et Rotman ont peint un portrait collectif plein de vie et de mouvement. Leur tableau ne rassemble pas pour autant toute une génération. Ces militants - précisément parce qu'ils étaient militants - n'ont vécu qu'un aspect - le politique - de ces « golden sixties », dont Michel Winock a décrit les multiples et surprenantes facettes (Les Années 60, publiées par le Monde).

D'autre part, comme le souligne Jean-Pierre Rioux, les auteurs ont fait porter leur éclairage trop exclusivement sur les membres ou ex-membres de l'Union des étudiants communistes, laissant par trop dans l'ombre l'apport de la mouvance du PSU et des chrétiens de gauche. D'autant que, comme le disent Luc Ferry et Alain Renaut (68-86, itinéraires de l'individu, aux éditions Gallimard), ce courant de pensée a eu plus d'influence sur l'évolution des idées qu'un marxisme vieillissant.

Il n'importe : Hamon et Rotman voulaient tourner le film d'une génération qui s'émouvait d'A bout de souffle en rêvant à Potemkine, et ils ont réussi.

PIERRE LEPAPE.

(Lire page 16 les articles de JEAN-PIERRE RIOUX et de MICHEL CONTAT.)

Le Monde DES LIVRES

- Patricia Highsmith, la reine noire ;
 - Louis Scutenaire, le misanthrope bienveillant ;
 - Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech ;
 - La chronique de Nicole Zand.
- (Pages 13 à 20)

VIENT DE PARAÎTRE

Jean Martin

L'aventure coloniale de la France

Collection dirigée par Bernard Lauzanne

Quatre volumes seront consacrés, dans une continuité chronologique, aux rapports entre la France, sous ses divers régimes, et les peuples d'outre-mer :

- I L'Empire renaissant (1789-1871) par Jean Martin. 178 F.
- II L'Empire triomphant (1871-1936) par Gilbert Comte. A paraître en octobre 87.
- III L'Empire écartelé (1936-1945) par Paul-Marie de la Gorce. A paraître en 1988.
- IV L'Empire embrasé (1945-1962) par Jean Panchais. A paraître en 1988.

denoël Histoire de l'Empire français

Etranger

RFA : le nouveau gouvernement du chancelier Kohl
Une influence accrue des libérauxBONN
de notre correspondant

Le président du Parti chrétien-démocrate M. Helmut Kohl, a été reconduit comme prévu, le mercredi 11 mars, par le Bundestag à la tête du gouvernement ouest-allemand pour les quatre années à venir. Le nouveau cabinet, dont la composition a été rendue publique le même jour, ne comporte pas de changements par rapport au précédent. Le Parti libéral, qui avait vu son poids relatif renforcé lors des élections du 23 janvier dernier, a reçu un portefeuille supplémentaire, celui de l'éducation.

La principale surprise de la journée a été la faible score réalisé par le chancelier Kohl lors du vote à bulletin secret au Bundestag qui lui a accordé seulement quatre voix de plus que la majorité requise, 15 voix lui ont manqué sur les bancs des trois partis de la coalition. Même en 1982, après le renversement d'alliance des libéraux dont une partie avait voté contre lui, il avait obtenu son élection avec 7 voix de majorité.

Ce résultat, qui a aussitôt été mis à profit par l'opposition social-démocrate pour dénoncer la faiblesse du chancelier, est le plus sou-

vent attribué au mécontentement d'une partie de la majorité devant la composition du nouveau gouvernement. Plutôt que de procéder à un remaniement en profondeur - qu'ils ont préféré garder en réserve pour dans deux ans, à mi-chemin de la législature - les dirigeants de la majorité ont préféré se livrer à une chirurgie douce pour tenir compte du nouveau rapport de forces entre les partis de la coalition et faire rentrer quelques femmes supplémentaires au niveau des secrétariats d'Etat.

Les affaires étrangères

Le changement le plus notable concerne le ministère des affaires interallemandes, qui est attribué à M^{me} Dorothea Wilms. Proche du chancelier, M^{me} Wilms, jusqu'à ministre de l'éducation, n'a aucun lien avec les associations de réfugiés de l'Est, contrairement à une tradition bien établie au Parti chrétien-démocrate. Son prédécesseur, M. Heinrich Windelen, qui n'appartenait pas au nouveau gouvernement, avait ainsi longtemps été l'un des principaux porte-parole de ces organisations, dont certaines ont mené la vie dure au chancelier au cours des

quatre années passées, lui reprochant une politique trop conciliante à l'égard de la RDA et des pays de l'Est en général.

Cette nomination va en outre de pair avec un renforcement de l'influence du Parti libéral sur le ministère des affaires étrangères, au grand dam de l'aile dure de la CDU et de la CSU bavaroise. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, dispose cette fois de deux secrétaires d'Etat de son propre parti. Ancien secrétaire général du FDP, M^{me} Irmingard Adam-Schwartz se verra occuper des

affaires européennes à la place d'un chrétien-démocrate, M. Lutz Stavenhagen, parti renforcer la chancellerie comme secrétaire d'Etat chargé des relations avec les Lander. Le second secrétaire d'Etat, chargé des relations avec le tiers-monde, a été confié à M. Helmut Schäfer, un libéral de gauche, qui remplace à ce poste M. Jürgen Möllemann, homme lige de M. Genscher. M. Möllemann, qui avait vu sa carrière politique compromise en 1984, après qu'il eut été accusé de mélanges ses responsabilités gouvernementales et ses affaires financières, est

La nouvelle équipe

Voici la composition du nouveau gouvernement :

Ministre sans portefeuille à la chancellerie : M. Wolfgang Schäfer (CDU) ; Affaires étrangères : M. Hans-Dietrich Genscher (FDP) ; Intérieur : M. Friedrich Zimmermann (CSU) ; Justice : M. Hans Engelhard (FDP) ; Finances : M. Gerhard Stoltenberg (CDU) ; Economie : M. Martin Bangemann (FDP) ; Agriculture et forêts : M. Ignaz Kisch (CSU) ; Relations inter-allemandes : M^{me} Dorothea Wilms (CDU) ; Travail et affaires sociales : M. Norbert Blum (CDU) ; Défense : M. Manfred Wörner (CDU) ; Jeunesse, famille, femmes et santé : M^{me} Rita Süsmuth (CDU) ; Transport : M. Jürgen Warnke (CSU) ; Protection de l'environnement : M. Walter Wallmann (CDU) ; Postes et télécommunications : M. Christian Schwarz-Schilling (CDU) ; Construction : M. Oskar Schneider (CSU) ; Recherche et technologie : M. Heinz Riesenhuber (CDU) ; Formation professionnelle : M. Jürgen Möllemann (FDP) ; Coopération économique : M. Hans Klein (CSU).

URSS

Brigade des mœurs... pour les étrangers

Moscou. — La police moscovite vient de mettre sur pied une unité spéciale chargée de combattre la prostitution, le trafic de devises et le marché noir entre citoyens soviétiques et ressortissants étrangers, a révélé le mensuel des jeunes communistes *Smena*. Selon la revue, M. G. Alexeev, chef adjoint de la police criminelle de Moscou, a annoncé la création « à Moscou d'une unité spéciale de la milice, ayant pour tâche de lutter contre les délits visant les ressortissants étrangers ou commis par ceux-ci ».

Dans un article consacré à la recrudescence de la prostitution — un sujet tabou il y a quelques mois encore, — *Smena* reconnaît implicitement que les résidences des étrangers vivant à Moscou font l'objet d'une étroite surveillance policière : en un an, la police a dressé une liste de sept cent vingt-cinq femmes soviétiques qui avaient « passé la nuit ou tantôt de la faire » dans des immeubles réservés aux étrangers. — (AFP).

[Pratiquant tous les étrangers résidents à Moscou dans des immeubles spéciaux — couramment appelés « flats », — dont l'accès est limité en permanence par des miliciens spécialisés.]

HENRI DE BRESSON.

Ces épouses qui prétendent ne pas nous gouverner

(Suite de la première page.)

A l'exception peut-être d'Eleanor Roosevelt, tous les « dragons » de la Maison Blanche ont toujours vigoureusement nié s'être substitués à leur mari. Constitution oblige ! Néanmoins Reagan n'a pas manqué à la règle. A-t-elle convaincu alors que de nombreux observateurs n'hésitent plus à s'interroger ouvertement sur ce qu'ils appellent pudiquement les « trous de mémoire » du président ? L'histoire contemporaine compte, hors des Etats-Unis, bien d'autres « dragons » dont les démentis sont encore moins convaincants que ceux de leur concubins américains. Certains ont bien fini, mais la plupart ont survécu comme la réputation, l'exil, voire la prison pour citer la plus connue d'entre elles, Jiang Qing, la veuve de Mao, condamnée à mort, « avec sursis », en 1981 pour « crimes contre-révolutionnaires » commis à la tête de la « bande des quatre » pendant la révolution culturelle. Jiang Qing, « la mauvaise concubine impériale », pour reprendre la tradition chinoise, a été graciée depuis, mais elle est toujours détenue. Ah ! que n'a-t-elle tenu compte des avertissements lancés par le bureau politique du Parti communiste en 1939, lors de son mariage avec Mao, lui demandant de ne pas se mêler de politique. Les prudes révolutionnaires se méfiaient alors non d'un éventuel coup d'Etat, mais de la starlette qui avait défini la chronique mondiale de Shanghai des années 30.

Autre épouse d'un chef d'Etat à avoir connu la prison : la seconde femme de Peron, l'ancienne danseuse folklorique Isabelle Martinez, dont le dictateur avait fait la connaissance à Panama en 1956, lors d'un premier exil, et qu'il avait épousée en 1961. Mais c'est pour des raisons politiques qu'Isabelle fut emprisonnée en 1976, après avoir dirigé pendant deux ans l'Argentine : vice-présidente en titre, elle avait succédé à Peron à la mort

de ce dernier en 1974. Libérée en 1981, Isabelle vit toujours en Argentine mais a dû s'engager à ne plus avoir de responsabilité dans un parti politique.

C'est une promesse que la femme précédente de Peron, la fameuse Evita, n'aurait sans doute jamais pu tenir si la maladie ne l'avait emportée en 1952. Car le cas Evita est autrement fascinant que celui d'Isabelle, femme sans grande envergure, longtemps manipulée par un ancien caporal de l'armée, devenu secrétaire de Peron, passionné de spiritisme et de conservatismes, José Lopez Rega. Evita, la speakerine de condition modeste, qui maniait à merveille le populisme, le dévouement et l'arrivisme, reste encore aujourd'hui le symbole d'un péronisme dont rien ne dit que l'Argentine soit enfin guérie. Passionaria affichant ses bons sentiments et cachant ses innombrables manœuvres de fourrière, elle fut un rouage essentiel de la « machine » Peron, contribuant de tous ses efforts à la déification du héros des « descendants ». Et pour cela, elle ne reculait devant aucune audience comme en témoignent sa profession de foi : « Si Dieu m'a fait naître une fois, Peron, lui, me fait naître tous les jours ».

L'année 1986 a mis en relief deux autres « dragons », puisqu'elle leur a valu l'exil : Imelda Marcos et Michèle Duvalier. Bien qu'elle ne soit toujours définie comme l'innocente « femme et mère du peuple philippin », M^{me} Marcos est un rôle bien connu. Cette ancienne reine de beauté aimait autant le pouvoir que les richesses et se servit abondamment en tant que gouverneur du grand Manille. Son influence sur son mari, depuis longtemps en lutte contre la maladie, est aussi notoire que le sont ses milliers de paires de chaussures ; elle aurait même envisagé de le renverser.

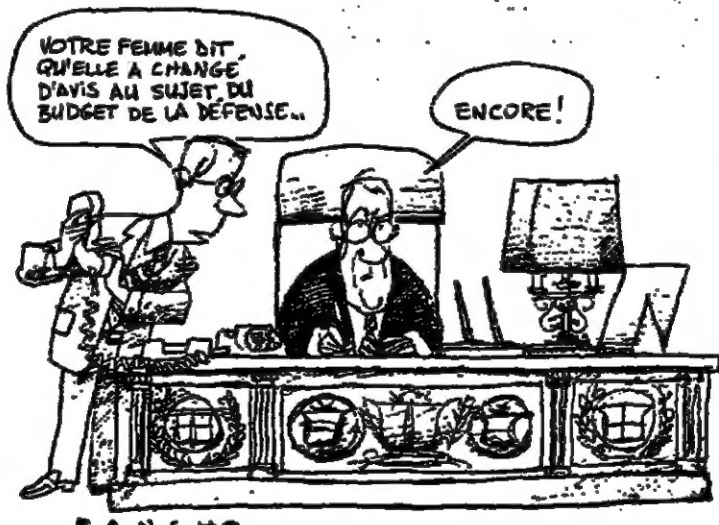
Et que dire de Michèle Duvalier, ex-Bennet, épouse devant l'Eternel

de « Baby Doc » ? Si ce n'est que sans son époux le benêt Jean-Claude aurait peut-être jeté le gant plus tôt pour se consacrer, dans un pays doté de meilleures routes, à son culte des voitures de sport. Dure au gain, peu regardant à la dépense, Michèle Duvalier s'est attiré d'autant plus de haine qu'elle est mulâtre, c'est-à-dire membre d'une minorité contre laquelle il a toujours été payant en Haïti de déjouer le mécontentement populaire. « Papa Doc », le tyran de père de Jean-Claude, en avait quelque chose, lui qui a tant exploité le filon. Pas étonnant dans ces conditions que sa veuve ait tenté de s'opposer à la « mégalomanie » de

dollars. Quant à Michèle, elle expliquait qu'elle n'a pas si longtemps à Europe 1 que, si elle participait effectivement aux réunions du conseil des ministres, « c'était en tant qu'observateur », et qu'elle a « toujours laissé la politique à son mari, parce qu'il la faisait mieux que tout autre ».

Deux « dragons » répudiés

Les « dragons » ne risquent pas que l'exil lorsque leurs maris finissent mal. Elles peuvent aussi être



Jean-Claude. Mais c'est Michèle qui l'emporta finalement, pour le plus grand bénéfice de sa famille, à laquelle elle fit accorder nombre de prébendes. Comme les Marcos, réfugiés à Honolulu, le couple Duvalier, toujours installé près de Grosse, se bat déjà devant plusieurs tribunaux pour conserver son trésor de guerre, évalué entre 150 et 900 millions de

répudiées. On en compte deux célèbres : la deuxième femme de Bourguiba et la troisième de Tito. La rupture officielle Bourguiba-Wassila Ben Amar remonte à l'année dernière, mais depuis pas mal de temps déjà celle que les Tunisiens appellent « Wassila » avait de plus en plus de mal à maintenir son empire sur le palais de Carthage et à résister à

l'offensive lancée par la mise du président, M^{me} Salda Sassi, pour prendre soin du président. La preuve : le divorce a été prononcé aux torts de Wassila, accusée d'avoir violé la Constitution en proposant dès 1982 d'en réviser l'article qui prévoit qu'en cas de décès du président c'est le premier ministre qui lui succède. Sans doute pour décourager les prétendants, dont les rivalités et les jeux de cour empochent depuis des années la vie politique, « Wassila » avait proposé une élection au suffrage universel.

Les raisons de la rupture entre Tito et sa femme Jovanka sont beaucoup plus mystérieuses. Toujours est-il que la séparation eut lieu en 1977, trois ans avant la longue agonie de Tito, et que Jovanka conserva toujours une villa de fonction et tous les autres avantages de la haute nomenclature. Ce qui ne l'a pas empêché récemment de réclamer des droits d'auteur à deux maisons qui ont édité après le mort de Tito deux recueils de textes et de discours. L'affaire, qui n'est toujours pas réglée, l'oppose également à deux fils de Tito nés de deux mariages précédents.

Ménages chez les Soviétiques

Jovanka Broz Tito, qui ne paraît d'ailleurs pas avoir joué un vrai rôle politique, resta une exception dans le monde communiste si on prend soin d'ajouter le cas de la femme du président roumain Ceausescu, Elena, véritable numéro 2 du régime puisqu'elle est membre du bureau politique, secrétaire du parti chargé des cadres, ministre de la science et de la technologie et premier vice-premier ministre. Faut-il préciser que « la femme la plus juste du monde », pour reprendre l'expression de rigueur à Bucarest, a droit

à la manifestation d'un véritable culte à chacun de ses anniversaires ?

Rien de tel dans les autres pays communistes, qui professent pourtant l'égalité des sexes. En particulier en URSS, où aucune femme de dirigeant, depuis la timide Kroupskaja, la femme de Lénine, qui finit ses jours en craignant d'être assassinée par Staline, n'a véritablement joué de rôle. Celle de Staline a préféré se suicider à moins qu'on ne l'y ait aidée. Quant aux compagnes de Khrouchchev et de Brejnev, elles sont toujours restées dans l'ombre, préférant jouer les « babouchkas » que les femmes d'influence ; quant à celles d'Andropov et de Tchernomkine, la maladie de leur mari ne leur a même pas laissé le temps de se faire connaître.

Voilà pourquoi le cas de Raïssa Gorbatcheva est intéressant. Contrairement à ce que l'on croit généralement en Occident, l'élégante M^{me} Gorbatcheva ne constitue pas forcément un « plus » pour le secrétaire général. Si les femmes sont vraiment le seul ciment de la société et de la famille russe, il est de tradition qu'elles restent dans la coulisse. Il est encore plus impensable qu'elles s'accrochent jamais au sommet du pouvoir. Là encore, l'exception confirme la règle : la seule femme à avoir été membre du bureau politique est Ekaterina Fourtseva, protégée de Khrouchchev et longtemps ministre de la culture. Et encore a-t-elle mal fini : accusée d'avoir fait construire une datcha aux frais de l'Etat, elle est morte subitement en 1974 ; elle se serait suicidée.

JACQUES AMALRIC.

SALON GRAND PUBLIC DE LA CREATION DANS LA MAISON
42.93.07.60

habiter 87 du 7 au 15 mars

MEUBLES
LUMINAIRES
TEXTILES
TAPIS
ARTS DE LA TABLE
BAINS ET CUISINES
TERRASSES ET JARDINS

LA CREATION

S'ACHETE à la villette

la villette la grande halle

« Danielle, Bernadette, Françoise et les autres »
Mesdames « les femmes de... »

« Les épouses, on ne les sort que dans les périodes de pointe », affirme M^{me} Bernadette Chirac. Est-ce si sûr ? A voir l'empressement avec lequel les médias dévoilent la vie familiale des hommes politiques et la borne grâce avec laquelle ces derniers s'y prêtent, « les femmes de... » existent et veulent le faire savoir. Marie-Thérèse Guichard, journaliste au Point, vient de leur consacrer un ouvrage intitulé *Danielle, Bernadette, Françoise et les autres*. Entre le célèbre « Lili », la femme de Valéry, on rentre à Paris ! » que M. Georges Marchais lançait à sa femme quelques semaines avant la rupture du programme commun de la gauche en 1977, et l'actrice d'une Nancy Reagan, toute une garde-robe de conditions s'offre aux épouses, à charge pour chacune de trouver celle qui l'habille le mieux.

Certaines se plaignent de la vie impossible qu'elles mènent au côté d'un mari perpétuellement en campagne. Mais « le député, souligne l'auteur, ne pouvant pas ne pas presser, en passant la baguette ou doit, qu'elles commencent en réalité un ménage à

trois avec la politique », d'autant que toutes aient « intuitivement » deviné les querelles hors du commun de l'élu de leur cœur.

Une fois leur époux pris dans les mailles du filet des mandats électoraux et (ou) des portefeuilles ministériels, que font-elles ? Elles ont le choix entre s'engager elles-mêmes dans le combat politique, comme le fit M^{me} Anne d'Ornano, maire de Desvignes, ou Marie-Thérèse François-Poncet, conseillère municipale d'Agde ; faire de la politique en tandem avec leur époux, telles M^{me} Monique Lang et Béatrice Séguin ; ou disposer de leur propre carte de visite : ainsi Lucie Faure fut-elle directrice Rétroaire de La Net et M^{me} Elisabeth Bedinger est-elle écrivain.

La présence simplement silencieuse dans l'ombre du grand homme n'est plus de mise. « Les femmes de... » sont sur le scène publique. Certaines par obligation : après avoir joué les « VIP de leurs maris » durant la campagne, elles ont dû satisfaire aux demandes des électeurs. « J'ai fini par admettre que cela faisait

partie de notre fonction, explique M^{me} Nisa Chevènement. On est de toute façon, qui que l'on soit, contraint de répondre à une image. » Pour d'autres, l'alternance fut un détonateur : ainsi M^{me} Christine Juppé s'est-elle intéressée aux activités du Club 89 au lendemain de la défaite de 1981, et M^{me} France Léotard est-elle alors devenue « libérale ». Enfin, certaines, conscientes de labourer sans cesse la terre d'élection de leur époux, ont couché, comme M^{me} Françoise-Poncet, « recueillir les dividendes de [leur] travail ».

Au fond d'elles-mêmes, ces épouses savent bien que ce désintéressement de ce qui prend tant de place dans la vie de leur mari, c'est accepter d'en sortir. D'autres ont espéré « remplacer le « cher disparu » ou à défaut valoir sur son héritage politique », souvent sans succès. M^{me} Jeanette Thorax-Vermeersch et M^{me} Abelin en savent quelque chose... — V. D.

* Danielle, Bernadette, Françoise et les autres, de Marie-Thérèse Guichard, Editions Belfond, 295 pages, 96 F.

Europe

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Premier ministre sortant, M. Garret FitzGerald démissionne de son poste de leader du Fine Gael

DUBLIN
de notre correspondant

Le premier ministre sortant, M. Garret FitzGerald, a annoncé mercredi 11 mars, de façon dramatique, sa décision de démissionner de son poste de leader de la formation centriste Fine Gael. La décision de M. FitzGerald, au lendemain de la reprise du pouvoir par le parti Fianna Fail de M. Charles Haughey, était attendue et a bouleversé les Irlandais. Malgré la lourde défaite de son parti au scrutin du 17 février - 19 sièges perdus sur 70 - M. FitzGerald s'était vu renouveler la confiance de ses collègues, qui désiraient le voir rester à son poste.

M. FitzGerald, âgé de soixante et un ans, a déclaré que sa décision était prise dans l'intérêt de la formation Fine Gael et qu'il était temps qu'il quitte le poste de chef du parti.

Le monde politique, au nord et au sud de l'île, surpris lui aussi par la décision soudaine de M. FitzGerald, lui a rendu hommage. Le nouveau premier ministre, M. Haughey, a remercié son prédécesseur « du long et fidèle mandat qu'il a rempli au service de l'Irlande en tant que ministre des affaires étrangères, premier ministre et leader de la formation Fine Gael ».

Le successeur de M. FitzGerald sera choisi parmi les députés du parti lors d'une réunion, le 21 mars. Parmi les principaux candidats : l'ancien ministre des affaires étrangères et leader adjoint, M. Peter Barry, l'ancien ministre de l'industrie et du commerce, M. Michael Noonan et les deux favoris, MM. Alan Dukes et John Bruton, tous deux jeunes et dynamiques technocrates venus au parti Fine Gael durant l'époque de M. FitzGerald.

JOE MULHOLLAND.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Les deux responsables de la « section de jazz » condamnés à des peines de prison

M. Karel Šrp, président de la section de jazz de l'Union des musiciens de Prague, a été condamné, le mercredi 11 mars, à seize mois de prison, et M. Vladimír Koutný, secrétaire de la section, à dix mois, à l'issue d'un procès de deux jours. Les trois autres membres du comité de la section ont été condamnés à des peines de prison avec sursis.

Le procureur, qui avait requis des peines beaucoup plus lourdes, a immédiatement fait appel. Les condamnés ont huit jours pour interjeter appel; ils n'ont pas encore fait connaître leurs intentions. Pour suivre pour « activités économiques illégales » et donc passibles de peines de six mois à huit ans de prison; les cinq animateurs de la section de jazz étaient également accusés de « vol».

■ Rectificatif. — M. Josef Šegan n'a pas, contrairement à ce que nous indiquions dans notre édition du 11 mars, chanté l'hymne national tchèque à son arrivée en gare de Moscou lors de sa libération. Le dissident juif soviétique avait en revanche exprimé sa joie en entonnant le Shalom aleichem, chant de bienvenue de la tradition juive.

l'air endormi des biens socialistes » ; mais cette charge avait été abandonnée.

En rendant le verdict d'un procès dont les autorités ont nié catégoriquement le caractère politique, le juge s'est déclaré convaincu que les prévenus étaient des experts en leur domaine et avaient pris leurs activités au sérieux. « Le travail pour promouvoir la culture est louable, mais il lui faut un cadre légal, afin que les valeurs sociales ne soient pas oubliées », a-t-il ajouté. M. Karel Šrp a répondu dans une ultime intervention : « Notre organisation était culturelle et humanitaire. Nous avons fait ce que la nation voulait. Nous avons toujours respecté la Constitution tchécoslovaque et les principes de l'Acte final d'Helinski ».

« Ce verdict, qu'on pourrait qualifier de « modéré », si on accepte d'entrer dans la logique de la justice tchécoslovaque, permet aux autorités de Prague de ne pas désavouer ceux qui se sont acharnés contre les animateurs de la section de jazz, dont les activités indépendantes irritaient, tout en évitant de provoquer l'opinion internationale par une condamnation trop sévère. »

Asie

Dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est

Irritation croissante des autorités envers la presse étrangère

Le conseil législatif de Hongkong a adopté, le mercredi 11 mars, une loi très controversée prévoyant des peines pouvant aller jusqu'à deux ans de détention et une amende de 100 000 dollars de Hongkong (75 000 F) pour tout journaliste jugé coupable d'avoir publié « de fausses informations provoquant des troubles de l'ordre public, inquiétant l'opinion publique, ou risquant de le faire ».

Les organisations de presse ont annoncé leur intention de combattre ce texte qui concerne tous les médias y compris le gouvernement qu'elle a jugé « diffamatoire », tout en affirmant qu'elle demeurerait prête comme par le passé à publier le point de vue des autorités.

KUALA-LUMPUR
de notre envoyé spécial

La presse internationale connaît quelques déboires supplémentaires dans la région. Alors qu'aux Philippines les libertés ont été rétablies depuis la chute des Marcos, certains autres États non communistes de la région, la Malaisie, l'Indonésie et Singapour, manifestent une irritation croissante à l'égard de la presse étrangère.

L'affaire qui fait couler le plus d'encre a récemment opposé la presse de Singapour à l'édition asiatique du Wall Street Journal. A la mi-février, les autorités de Singapour ont, en effet, décidé de réduire sur leur territoire à quatre cents exemplaires la diffusion de ce quotidien dont la circulation s'élevait auparavant à cinq mille exemplaires.

A la suite d'un article sur la Bourse locale publié en décembre, le journal a été accusé d'« intervention dans les affaires intérieures » de la petite République. La direction a refusé la publication d'une réponse

aux gouvernements qu'elle a jugé « diffamatoire », tout en affirmant qu'elle demeurerait prête comme par le passé à publier le point de vue des autorités.

Cette affaire n'est pas sans précédent. Pour avoir refusé de publier une lettre de l'attaché de presse du premier ministre de Singapour, qui protestait contre l'importance accordée à l'opposition locale dans ses colonnes, l'hebdomadaire américain Time a vu en octobre sa diffusion locale réduite de 18 000 à 2 000 exemplaires.

En Indonésie, le 24 février, la Far Eastern Economic Review, un hebdomadaire de Hongkong qui fait autorité en Asie, a été saisi. Aucune version officielle n'a été avancée, mais le numéro interdit comprenait un article sur les activités financières des enfants du président Suharto.

L'an dernier déjà, un article sur le même sujet, publié à la « une » d'un quotidien de Sydney, avait provoqué une crise entre l'Indonésie et l'Australie. Les journalistes australiens, qui suivaient à l'époque une tournée

pris les agences internationales opérant à Hongkong, et dans lequel beaucoup voient le résultat de pressions de Pékin destinées à brider l'une des presses les plus libres de toute l'Asie, dans la perspective du transfert de souveraineté restituant la colonie à la Chine populaire en 1997.

Un correspondant de l'édition asiatique du Wall Street Journal avait été de son côté expulsé par Kuala Lumpur, mais cette décision avait été cassée par un tribunal local, l'intéressé n'ayant pas eu l'occasion de s'expliquer. Simultanément, les autorités avaient levé l'interdiction de trois mois prononcée contre cette même édition du Wall Street Journal.

La liberté de la presse connaît encore de sérieuses entraves en Asie du Sud-Est. Les régimes communistes d'Indochine n'accroissent qu'au compte-gouttes des visas aux journalistes étrangers. Ces derniers, pour se rendre en Birmanie, doivent se contenter d'un visa touristique de huit jours qui ne leur donne pas pour autant l'autorisation de faire leur métier. L'accès à la plupart des autres pays de la région est pratiquement libre. Mais, à l'exception des Philippines et de la Thaïlande, la presse locale est tenue en laisse, et ce qu'écrivent les journalistes étrangers est également suivi de près par les autorités.

J.-C. POMONTI.

Un arsenal local

En Malaisie, le Parlement a adopté début décembre des amendements à une loi datant de 1972, qui permet la condamnation à des peines allant jusqu'à quatorze ans de prison de toute personne coupable de divulguer ou de posséder sans autorisation un large échantillon de documents jugés « confidentiels » par l'administration. Le vote a eu lieu à une large majorité, en dépit des protestations de deux anciens premiers ministres, de journalistes et d'universitaires, ainsi que du barreau.

Comme Singapour, la Malaisie entend ainsi se doter d'un arsenal légal face à la presse internationale. Auparavant, un journaliste américain avait été condamné à la suite d'un article sur les relations entre la Chine et la Malaisie.

VIETNAM

La visite de M. Chevardnadze

Hanoï réitère son approbation de la normalisation sino-soviétique

Hanoï. — Le Vietnam et l'URSS ont sur la question du Cambodge « une seule position », a déclaré, le mercredi 11 mars, M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères, à l'issue de trois heures d'entrevue avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, arrivé le jour même à Hanoï pour une visite officielle de deux jours.

A propos de la Chine, dont les relations avec Hanoï restent tendues depuis le conflit sino-vietnamien de février-mars 1979, MM. Thach et Chevardnadze ont affirmé, selon l'agence vietnamienne VNA, que « la normalisation et l'amélioration des relations entre, d'une part, le Vietnam et l'URSS, d'autre part, la Chine populaire sont une contribution importante à l'assainissement du climat en Asie et dans le Pacifique ». La déclaration des deux ministres semble indiquer que Hanoï soutient officiellement le rapprochement entre Moscou et Pékin, qui s'est renforcé depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mikhaïl Gorbatchev.

A la question de savoir si le retrait vietnamien du Cambodge avait été abordé au cours de ses entretiens avec M. Chevardnadze, M. Thach s'est contenté de répondre : « Ce n'est pas la question essentielle ».

Le chef de la diplomatie soviétique devait quitter vendredi Hanoï, dernière étape de sa tournée asiatique, après deux jours d'entretiens avec les autorités vietnamiennes. — (AFP.)

BANGLADESH

Sanglants affrontements à l'université de Dacca

Dacca (Reuters). — La police a occupé, ce mercredi 11 mars, l'université de Dacca, un bastion de l'opposition étudiante, utilisant des gaz lacrymogènes afin de briser une manifestation contre le gouvernement.

Cinquante étudiants au moins ont été arrêtés et plus d'une centaine blessés lors des violentes charges de la police, selon des témoins, qui affirment également que l'intervention musclée de la police a provoqué des scènes de panique.

La police a, d'ailleurs, de son côté, qu'elle avait occupé le campus à la suite d'une manifestation de protestation contre la mort de trois étudiants tués par l'explosion d'une bombe.

Deux d'entre eux ont succombé mardi à leurs blessures. Le troisième, un dirigeant étudiant, avait été tué sur le coup. Six autres étudiants ont été grièvement blessés par l'explosion.

Proche-Orient

ISRAËL

Une commission de deux membres est chargée d'enquêter sur les dessous de l'affaire Pollard

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Israël a jeté du lest. Après huit heures de débat, le cabinet « restreint » — où siègent cinq ministres du Likoud et cinq travaillistes — a décidé à l'unanimité, le mercredi 11 mars, de créer une commission de deux membres chargée d'enquêter sur les dessous de l'affaire Pollard, l'espion pro-Israélien condamné la semaine dernière à Washington à la prison à perpétuité.

C'est un ministre du Likoud, M. Moshe Nissim (finances), qui soumit l'idée d'une telle commission et proposa les noms de deux personnalités incontestées, un ancien chef d'état-major de l'armée, le général Zvi Tzur, et un ancien président de la Cour suprême, le juge Moshe Landau. Le premier a donné son accord, le second a demandé un délai de réflexion de vingt-quatre heures. Ils devront remettre leurs conclusions au gouvernement dans « six à huit semaines », estime-t-on. Le cabinet restreint a aussi promis d'« assister » la sous-commission parlementaire du renseignement que préside M. Abba Eban et qui mène une enquête parallèle. M. Itzhak Rabin, ministre de la défense, devait être, jeudi, le premier haut responsable à venir s'expliquer devant elle.

L'ouverture d'une enquête constitue un indéniable revers pour le premier ministre, M. Itzhak Shamir. N'avait-il pas dénoncé à l'envi comme « hystérique » et « ridicule » une telle idée ? Son alléger d'hier était de bonne guerre. Sa

reculade d'aujourd'hui n'en est que plus visible. On comprend d'autant moins son attitude qu'il était ministre du cabinet de dimanche dernier, la majorité de ses collègues ayant alors souhaité une enquête. A moins qu'en une manœuvre subtile M. Shamir ait délibérément affecté une intranquillité de principe en sachant qu'il lui faudrait composer, et dans le seul but de faire ressortir, à l'intention des Américains, l'importance de sa concession.

Un geste de bonne volonté

Car le revirement israélien vise d'abord à apaiser l'irritation suscitée à Washington par la manière plutôt cavalière avec laquelle l'affaire Pollard fut traitée à Jérusalem. Ce geste de bonne volonté sera apprécié de l'administration Reagan. Il n'empêchera pas la justice américaine d'inculper prochainement les trois protagonistes israéliens éparpillés jusqu'ici. L'armée s'efforce, elle, de limiter les dégâts. Selon son porte-parole, le général Ephraïm Lapid, elle fait son possible pour prouver son innocence aux Américains et insiste sur le caractère « marginal » du rôle joué par le recruteur de Pollard, le colonel Aviem Sella, promu il y a deux semaines commandant de la base aérienne de Tel-Nof.

La création d'une commission d'enquête, réclamée par d'influents députés de tous bords, traduit aussi un certain agacement de la classe politique envers l'équipe dirigeante

Shamir-Pérez-Rabin. Tout se passe comme si, à la faveur de l'affaire Pollard, nombre d'élus avaient voulu signifier leur mauvaise humeur à une « troïka » trop encline au secret et au fait accompli. Il est frappant de constater, avec le recul, que les trois gros scandales récents impliquant les services de renseignements — l'affaire du Shin Bet, l'affaire Pollard et l'« Irangate » — se sont développés simultanément entre 1984 et 1986 sous le règne du trio.

Quels seront les pouvoirs de la commission d'enquête ? A la différence des « commissions judiciaires » — du type de celles qui enquêtent par exemple sur les massacres de Sabra et Chatila ou sur le trach boursier —, les recommandations de celle-ci n'auront pas force de loi. Elle ne pourra contraindre des responsables à comparaître devant elle ou à témoigner sous serment. (La commission de la Knesset souffre aussi des mêmes limites.) Le pouvoir pourra néanmoins difficilement ignorer ses conclusions.

« L'état d'Israël n'a rien à voir avec la famille Pollard », déclarait mardi M. Shamir. Un problème humain et moral se pose peut-être, mais ce n'est pas le nôtre. Le public israélien ne partage pas ce point de vue. Il commence à exprimer sa solidarité avec le couple américain. Une récente interview télévisée où M. Pollard disait son sentiment d'avoir été « traité » par Israël a sans doute contribué à développer cette mauvaise conscience. Le Comité de citoyens pour Pollard a décidé d'aider le couple. Il aurait déjà collecté 200 000 dollars.

J.-P. LANGELLIER.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75227 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. MONDIPUB (1) 45-23-06-81
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Gérant :

André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Foccart (1969-1982)

André Lévy (1982-1985)

Directeur de la société :

cent ans à compter

du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wauters.

Rédacteur en chef :

Daniel Veret.

Correspondant en chef :

Claude Sela.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

RP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

POUR PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 932 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LE MONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde US\$ 705-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde

c/o Speedprint, 45-45 33 rd street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New York, N.Y. postmaster : send address change to Le Monde c/o Speedprint U.S.A.,

P.O.C., 45-45 33 rd street, L.I.C., N.Y. 11104.

LE DROIT DE COMPRENDRE

Le droit de comprendre, c'est
savoir utiliser facilement
les outils de gestion essentiels
à la réussite universitaire
du professionnel
Indispensables aux besoins
de chacun, les 30 articles de la
série sont présentés de façon
simple et claire par
des professeurs spécialisés
de l'École Polytechnique.



LES-PRECIS-DALLOZ - ACCESSIBLES - COMPLETS - INDISPENSABLES

Diplomatie

Le sommet franco-espagnol

Polémique feutrée à Madrid

(Suite de la première page.)

Que M. Chirac ait pris soin de préciser qu'il n'avait jamais lui-même demandé une renégociation « globale » de cette adhésion n'était rien à la vue de son propos à l'égard de ses prédécesseurs de Mitterrand et à l'égard du président de la République.

ports Est-Ouest après les propositions de M. Gorbatchev. S'agissant des problèmes communautaires qui ont occupé une bonne partie des entretiens du président du gouvernement espagnol tant avec M. Mitterrand qu'avec M. Chirac, on s'accorde, des deux côtés, à considérer que l'augmentation des res-

sources budgétaires de la Communauté doit aller de pair avec une plus grande rigueur dans la gestion. Mais l'Espagne insiste plus particulièrement sur la nécessité de donner davantage d'importance aux régions en difficulté.

M. Gonzalez a rappelé à cet égard que pour Madrid (et les autres capitales méditerranéennes) l'établissement progressif d'un marché unique européen devrait s'accompagner d'une réduction des inégalités sociales entre pays de la CEE. Ce qui suppose, a précisé le chef du gouvernement espagnol, une répartition plus harmonieuse des ressources de la Communauté. A Madrid, on considère notamment que la politique agricole commune est aujourd'hui trop coûteuse et qu'une partie des ressources qui y sont consacrées pourrait être plus utilement à des aides aux zones moins développées.

On imagine bien à Madrid que M. Mitterrand ne laisserait pas ces propos sans réplique, d'autant plus que le président de la République semble actuellement soucieux de réaffirmer sa prééminence dans le domaine de la politique étrangère, comme en témoignent les propos qu'il a tenus mardi devant l'Association de la presse diplomatique. Cela n'a pas manqué, et, jeudi matin, au cours d'une interview accordée à Europe 1, M. Mitterrand a voulu remettre les choses au point.

Tout en se défendant de polémique, il a rappelé que la décision « difficile » d'extrader des terroristes présumés basques avait été prise avant 1986 et a ajouté à propos de l'entrée de l'Espagne dans la CEE : « Il y avait toute une campagne de l'opposition du moment, avant 1986, qui demandait qu'il n'y ait pas d'entrée de l'Espagne et qui demandait même un référendum (...). J'ai dû m'opposer à cette campagne et accepter l'idée que cette entrée de l'Espagne, pouvait mécontenter certaines catégories d'intérêts français, ne voudrait pas de difficultés de politique intérieure. »

La première partie du sommet franco-espagnol, mercredi après-midi, avait été consacrée à deux grands dossiers internationaux plus qu'aux questions bilatérales : la construction européenne et les rap-

ports Est-Ouest après les propositions de M. Gorbatchev. S'agissant des problèmes communautaires qui ont occupé une bonne partie des entretiens du président du gouvernement espagnol tant avec M. Mitterrand qu'avec M. Chirac, on s'accorde, des deux côtés, à considérer que l'augmentation des res-

sources budgétaires de la Communauté doit aller de pair avec une plus grande rigueur dans la gestion. Mais l'Espagne insiste plus particulièrement sur la nécessité de donner davantage d'importance aux régions en difficulté.

M. Gonzalez a rappelé à cet égard que pour Madrid (et les autres capitales méditerranéennes) l'établissement progressif d'un marché unique européen devrait s'accompagner d'une réduction des inégalités sociales entre pays de la CEE. Ce qui suppose, a précisé le chef du gouvernement espagnol, une répartition plus harmonieuse des ressources de la Communauté. A Madrid, on considère notamment que la politique agricole commune est aujourd'hui trop coûteuse et qu'une partie des ressources qui y sont consacrées pourrait être plus utilement à des aides aux zones moins développées.

Un rapprochement semble relativement difficile sur ce point : du côté français, on soulignait, à l'issue des entretiens de mercredi, que les « intérêts objectifs » des deux pays, étaient différents, la France devant tenir compte des difficultés d'adaptation spécifiques de son secteur agricole. Quant aux relations bilatérales, que M. Mitterrand avait, pour sa part, réservées à jeudi, elles ont été abordées dès leur premier entretien par MM. Gonzalez et Chirac.

« Un point de départ »

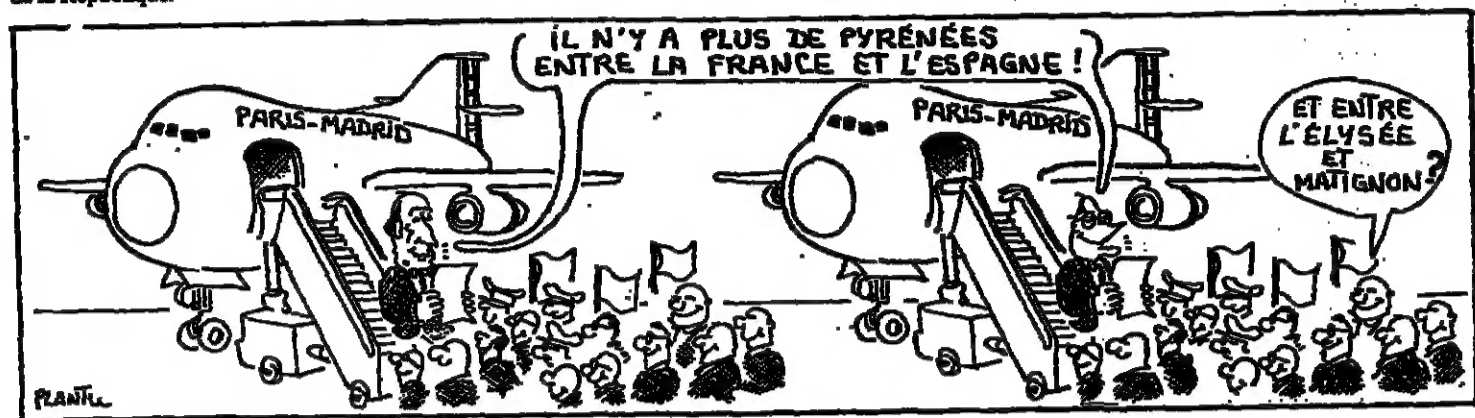
Les deux hommes ont noté avec satisfaction que la « phase conflictuelle » semblait avoir pris fin et que les problèmes bilatéraux subsistant étaient purement techniques. Pour les résoudre, ils se sont prononcés en faveur de la création d'un ensemble de « commissions mixtes » sectorielles (agriculture, pêche et industrie, par exemple). Ces commissions

prendraient en quelque sorte la suite des séminaires ministériels dont la réunion avait précédé celle de ce premier sommet.

A propos des relations Est-Ouest, les dirigeants français et espagnols ont pu retirer de leurs entretiens la conviction qu'ils étaient sur la même longueur d'ondes, y compris en ce

RFA, la Grande-Bretagne, l'Italie et les trois pays du Benelux) lors de leur réunion de Rome en 1984. Entre-temps, les Espagnols ont confirmé avec éclat leur fidélité à l'OTAN.

La matinée de jeudi devait être essentiellement consacrée à la suite de l'examen des relations bilatérales



qui concerne la nécessité de ne pas négliger, dans l'appréciation du futur équilibre des forces, les armes nucléaires à court et à très court portée, ni les mesures de contrôle. M. Gonzalez a déclaré à M. Chirac qu'il considérerait l'offre du nucléaire des soviétiques sur le démantèlement des armes nucléaires « comme une proposition positive et un point de départ ».

Mais M. Chirac a également indiqué à son collègue espagnol qu'il était résolu à l'adhésion de Madrid à l'Union de l'Europe occidentale. L'UEO, seule organisation européenne habilitée à traiter des questions de défense, se montre elle-même ces derniers temps de plus en plus favorable à son propre élargissement, notamment par rapport aux réticences qui s'étaient manifestées chez certains de ses sept membres (la France, la

et, en particulier, de certains domaines de coopération technique, commerciale ou militaire, notamment la question de l'achat éventuel par l'Espagne du nouvel avion Rafale de Dassault (mais Madrid est par ailleurs intéressé par le projet d'avion de combat européen) et du char AMX-30 qui est en concurrence avec le Leopard et avec un modèle de blindé italien.

Dans le domaine de la coopération culturelle, plusieurs projets ont été ou vont être examinés plus en détail. Une série de grandes expositions sur l'Espagne devraient être organisées en 1988, en particulier au Centre Pompidou et à la Bibliothèque nationale, et un accord de coproduction cinématographique franco-espagnole a été signé à Cannes, lors du quarantième festival.

BERNARD BRIGOULEUX et THIERRY MALINBAK.

La négociation d'un retrait soviétique en Afghanistan

M. Shultz estime que les positions de Kaboul et d'Islamabad demeurent « très éloignées »

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a estimé, le mercredi 11 mars, que le Pakistan et l'Afghanistan avaient des positions toujours très éloignées dans la négociation d'un retrait militaire soviétique d'Afghanistan. Devant une sous-commission de la Chambre des représentants à Washington, M. Shultz a déclaré qu'il y a eu quelques « légers mouvements » à propos du calendrier de retrait des quelque cent vingt mille soldats soviétiques présents en Afghanistan, au cours de la dernière session des négociations à Genève (le Monde du 12 mars). Mais, a-t-il ajouté, les positions des deux parties « sont

toujours très éloignées en termes concrets ».

Entre-temps, trois fonctionnaires afghans, détenus au Pakistan, ont été échangés contre trois employés consulaires pakistanais emprisonnés à Kaboul, a annoncé mercredi Radio-Kaboul. Les trois Afghans, deux responsables commerciaux et un banquier, arrêtés le 23 juin pour activités anti-pakistantaises, ont été remis à l'ambassade afghane à Islamabad. Les trois Pakistanais libérés — étaient des employés du consulat de Kandahar — avaient été arrêtés il y a deux ans pour « espionnage ». (AFP.)

M. Mitterrand :

la politique instituée par mes soins

« Je ne participerai pas à un débat polémique, surtout pas avec le premier ministre », a déclaré, jeudi 12 mars, M. François Mitterrand, interrogé sur Europe 1 par Jean-Pierre Elkabbach. Bien qu'il n'ait pas entendu directement les propos tenus, pendant la nuit précédente, par le premier ministre, le chef de l'Etat y a répondu sur deux thèmes : les expulsions de Basques et la négociation pour l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun.

M. Mitterrand a rappelé que c'est sous le gouvernement Fabius que les premières expulsions vers l'Espagne ont eu lieu. « Ce qui est le plus difficile, c'est de commencer, a-t-il dit. C'est très bien que l'on ait continué, et l'on prend — j'en suis sûr — toutes les précautions », qu'exige la justice.

M. Mitterrand a souligné que l'entrée de l'Espagne dans la Communauté, avant les élections législatives du 16 mars, avait fait l'objet de « rudes négociations ». « A l'époque, il y avait une campagne » contre l'entrée de l'Espagne, a-t-il rappelé, en expliquant que certains (il s'agit du RPR et de M. Chirac) se proposaient de renégocier, après leur arrivée au pouvoir, les modalités de cette adhésion. « J'ai dû m'opposer à cette campagne, a-t-il ajouté. Depuis cette époque, il n'y a pas eu renégociation de quel que soit. Le gouvernement, au regard de la politique initiée par mes soins a bien fait son travail. Ce qui a été décidé sous le gouvernement Fabius n'a pas été remis en cause par le gouvernement suivant. Le bon sens finalement l'a emporté sur les passions. »

Le chef de l'Etat a encore déclaré : « Ce ne sont pas les péripéties de la vie politique intérieure qui doivent contrarier les intérêts permanents que le président de la République française a pour tâche essentielle de mener à bien. » A propos des réserves qu'il exprime

parfois sur les projets du gouvernement, au cours des conseils des ministres ou lors de ses tête-à-tête avec M. Chirac, il a ajouté : « On aurait peut-être pu m'écouter davantage. Presque tous les projets de loi sur lesquels j'ai émis de sérieuses réserves ont été retirés. »

Les positions antérieures de M. Chirac

S'il est exact, comme il l'a rappelé à Madrid, que M. Chirac n'a pas demandé la révision « globale » du traité d'adhésion de l'Espagne à la CEE une fois ce traité signé, il n'en a pas moins réitéré à plusieurs reprises, avant mars 1986, la révision de certaines conditions. Le premier ministre n'a plus jamais présenté de telles demandes depuis qu'il est à Matignon.

Avant la conclusion du traité d'adhésion, il avait en revanche pris position à plusieurs reprises contre l'entrée de l'Espagne dans la CEE, notamment le 7 mars 1985, dans un discours prononcé au Salon de l'Agriculture de Paris. L'élargissement de la Communauté à l'Espagne, avait-il alors affirmé, « n'est pas supportable pour l'agriculture française en raison de ses conséquences techniques, commerciales et financières (...). Dans l'hypothèse où le conseil des ministres de la Communauté arriverait à un accord sur l'élargissement pour le 1^{er} janvier 1986, ce qui est l'objectif de M. Mitterrand, et dans l'hypothèse où il y aurait alternance, la nouvelle majorité serait fondée à renégocier cet accord ». (Le Monde des 10 et 11 mars 1985).

Nouvel essai nucléaire soviétique

L'Union soviétique a procédé, le jeudi 12 mars, à un essai nucléaire « destiné à améliorer l'armement militaire », a annoncé l'agence Tass. L'explosion, d'une puissance de 20 kilotonnes (la puissance de la bombe d'Hiroshima), s'est produite à 2 heures GMT sur le site de la région de Semipalatinsk (Kazakhstan). Il s'agit du deuxième essai après celui du 26 février, qui avait marqué la fin du moratoire unilatéral que Moscou observait depuis août 1985.

Après avoir, les Etats-Unis avaient accusé l'URSS d'avoir laissé échapper des particules radioactives dans l'atmosphère lors de cet essai de février. Mardi, le président Reagan avait reproché à Moscou de « laisser échapper régulièrement dans l'atmosphère des débris nucléaires au-delà des frontières de l'URSS ». Il avait cependant ajouté que ces particules « ne posent pas de risque calculable pour la santé, la sécurité et l'environnement ».

Cette accusation était formulée dans le rapport annuel de la Maison Blanche sur le non-respect par l'URSS des accords de limitation

d'armements, un rapport dans lequel M. Reagan a expliqué à nouveau son inquiétude sur le fait que l'URSS pourrait préparer le déploiement d'un réseau de défenses anti-missile couvrant l'ensemble de son territoire, en violation du traité ABM limitant ces systèmes d'armes.

Les Etats-Unis avaient déjà dénoncé par le passé la construction du radar géant de Krasnoyarsk, qui, selon M. Reagan, a été terminé entièrement en 1986. Le président américain affirme dans ce rapport que Moscou n'a pris aucune mesure pour répondre aux accusations américaines de violations du traité ABM. (AFP.)

« M. Wiltzer (UDF) : « Colombes » ou « pigeon » ? — M. Pierre-André Wiltzer, député (app. UDF) de l'Essonne et proche de M. Raymond Barre, évoque les propositions de M. Gorbatchev sur les armes nucléaires intermédiaires dans une interview publiée par Paris-Match datée du 20 mars.

Interrogé sur le fait de savoir si les berriettes sont des « faucons » face aux « colombes chiraco-mitterrandiennes », M. Wiltzer répond : « C'est très bien d'être une colombe. Mais encore faut-il qu'elle ne se transforme pas en pigeon (...). La stratégie internationale est cruelle. Face aux Soviétiques qui ne sont pas des colombes, sachons être les faucons qui violent loin. »

A propos des « remontrances » adressées, à l'intérieur de la majorité, aux berriettes, M. Wiltzer affirme : « Il y a dans l'actuelle majorité, et même au gouvernement, des gens qui sont plutôt mal placés pour donner des leçons de loyalisme. »

PARIBAS CASSE L'INGÉNIERIE !

SOFRESID-HEURTEY

N° 2 de l'ingénierie française (sidérurgie, offshore, chimie, pétrole, mines) a perdu 40% de ses ingénieurs, cadres, techniciens et employés en trois ans.

SOFRESID EN DANGER

Après l'annonce d'un quatrième plan de licenciement et l'asphyxie financière provoquée par un plan de restructuration imposé par Paribas.

LE COMITÉ D'ENTREPRISE DEMANDE AUX ACTIONNAIRES

PARIBAS, DENAIN NORD-EST LONGWY, ELF TOTAL, SACHLOR

- L'arrêt des licenciements et des pertes de savoir-faire ;
- Le soutien financier de l'entreprise avec l'apport de 200 millions de francs ;
- Le complément de charge de travail, soit 200 000 heures pour 1987 ;
- La relance des investissements industriels.

Le Comité d'entreprise estime que les pouvoirs publics ont la responsabilité d'assurer la pérennité de l'ingénierie SOFRESID dont la vocation est la modernisation industrielle.

Profitez de cette chance exceptionnelle, apprenez le CHINOIS EN CHINE dans une grande université de Pékin, Shanghai, Canton. Année : 28.000 F ; semestre : 15.500 F + droits d'inscription. Logement compris. Déplacements et services de 10 à 40 ans. Doc. contre 3 timbres. 37, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly. 47.45.08.19 ou 47.22.94.94.

QUE CHOISIR ? MARS 87

ENQUÊTE SANTÉ : soupçons sur l'aluminium

Diplomatie

Le ministre chinois des affaires étrangères à Varsovie

M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, a entamé, mardi 10 mars, une visite officielle de deux jours en Pologne, durant l'occasion de la presse polonaise de se féliciter de la « normalisation » des rapports entre Varsovie et Pékin, qui ont repris leur cours en septembre dernier (après un quart de siècle de gel), avec la visite à Pékin du général Jaruzelski.

Le ministre chinois, qui venait de Tchécoslavie, doit ensuite se rendre en Hongrie et en Bulgarie, puis dans trois pays d'Europe de l'Ouest, l'Italie, la RFA et la Suisse.

[Dans le contexte de la crise politique en cours à Pékin, le chef suprême du régime chinois, M. Deng Xiaoping, avait récemment évoqué, le 15 janvier, la situation en Pologne, présentant comme un exemple à suivre l'instauration de « l'état de guerre » dans ce pays en décembre 1981. Les dirigeants polonais, avait-il dit, « y ont eu recours et ont maîtrisé la situation. Cela montre que, sans la dictature, cela ne marche pas. Les institutions de dictature, il ne faut pas s'en débarrasser, il faut les appliquer à temps ». C'est après ce constat que le régime de Pékin a opéré une brusque retourné à une plus grande orthodoxie dans le sillon de la « dictature de prolétariat » (Le Monde du 27 février).]

Ouverture d'un consulat polonais à Lvov

Un consulat polonais sera prochainement ouvert dans la ville de Lvov — la Lwów d'avant guerre, annexée par l'URSS en 1939, aux termes de l'accord germano-soviétique, et restée soviétique après la fixation des nouvelles frontières de la Pologne après le second conflit mondial.

Le porte-parole du gouvernement polonais, M. Urban, annonçant, mardi 10 mars, l'ouverture prochaine de ce consulat, y a vu une illustration de « l'établissement dans tous les domaines des contacts entre la Pologne et l'URSS ».

Une importante minorité polonaise ou d'origine polonaise, évaluée à environ deux millions de personnes, vit toujours en URSS, bien que ce sujet ne soit pratiquement jamais évoqué. A deux reprises — dans l'immédiat après-guerre, puis dans les années qui ont suivi 1956 — plusieurs centaines de milliers de Polonais avaient été autorisés à quitter l'URSS. La ville de Lvov (Lwów en ukrainien, Lemberg en allemand) a été, notamment au dix-neuvième siècle, alors même que l'état polonais n'existait plus, l'un des principaux centres de la culture polonaise.

■ M. Jean-Bernard Raimond en Jordanie. — Le ministre français des affaires étrangères se rendra, du 19 au 24 mars, en visite officielle en Jordanie, à Oman et dans les Emirats arabes unis, à l'occasion, mercredi 11 mars, le Quid d'Ora.

■ Mini-sommet africain au Caire sur le Tchad. — Les chefs d'Etat du Congo, du Zaïre, de Zambie, de Djibouti, de Sierra Leone, d'Ouganda et d'Egypte, ainsi que des délégations du Mali et d'Algérie, réunis au Caire, dans le cadre du bureau de coordination de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), ont adopté, le mercredi 11 mars, un communiqué traitant le Tchad et la Libye « à régler le conflit qui les oppose par des négociations », sur la base, notamment, des principes de la charte de l'OUA concernant l'intégrité des frontières. — (Corresp.)

LIVRES
POLONAIS
et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. 43-28-51-09

Comment le cerveau construit
notre monde sensible

LES 5 SENS

SCIENCE
VIE

Afrique

Le conflit du Sahara occidental

Sur le « mur » marocain en attendant les blindés du Polisario

MAHABES et FARSAIA
de notre envoyé spécial

Le Front Polisario a-t-il changé de tactique, au Sahara occidental, passant des opérations de simple harcèlement contre le « mur » à des attaques frontales avec des blindés ? La question se pose depuis son attaque du 25 février, dans une région qui lui est favorable en raison de la configuration du terrain — des lits d'oued permettant d'échapper en partie aux radars du système de défense marocain — et à cause de la proximité de l'Algérie d'où il part et où il se replie.

Nous nous sommes rendus, le mardi 10 mars, dans cette zone considérée comme la plus sensible depuis quinze jours, là où le « mur » marocain fait un coude, au sud de Mahabès, aux confins algéro-mauritaniens. Un hélicoptère nous a déposés à 5 kilomètres du « mur », dans un poste de commandement où étaient regroupés plusieurs colonels responsables des sous-secteurs de Mahabès et de Farsia, ceux-là mêmes qui ont repoussé l'attaque du 25 février, puis deux offensives moins importantes et, surtout, sans effet de surprise, les 6 et 9 mars.

L'un de ces officiers a été légèrement blessé au combat vingt-quatre heures avant notre arrivée. C'est lui qui nous conduit en jeep au Point 211, où, lundi, à l'aube, « les blindés algériens du Polisario se sont frottés au « mur » avant de rebrousser chemin ». Au départ, le détachement semblait vide, mais quand nous arrivons sur le « mur », plus d'une dizaine de chars surgissent de leurs caches et convergent en silence des rangs de poussière vers le Point 211. « Voilà, dit le colonel, j'ai ordonné ce mouvement au moment où nous sommes partis, j'ai voulu vous montrer ce qui se passe dès qu'une présence ennemie est détectée. Nous sommes prêts à la riposte en quelques minutes ».

La colonne blindée du Polisario était estimée, avant le début des récentes opérations, au cours desquelles elle a subi de lourdes pertes, à une cinquantaine de chars soviétiques modèle T-55 et à quelque soixante BMP, simple russe des engins de transport blindés. Il s'agit de véhicules montés sur chenilles, armés d'un canon et de mitrailleuses servis par une quinzaine d'hommes bien protégés. Les chars T-55 tirent au canon en restant à l'arrière du commandement, les BMP se lancent à l'assaut accompagnés de troupes sur des engins légers.

Six BMP pris à l'ennemi se trouvent près du poste de commandement où nous sommes regroupés : deux entièrement détruits, quatre intacts. Les chars T-55 étaient trop éloignés pour qu'on puisse les neutraliser, d'autant que la proximité de la frontière algérienne rend difficile les évolutions de l'aviation lancée dans les opérations de poursuite. Les colonels avec lesquels nous déjeunons dans ce PC sont fatigués mais très calmes. Ils ne cherchent pas à dissimuler qu'il y a eu des pertes de leur côté — « des chars de char, ça fait toujours mal » — mais tiennent pour imaginaires les bilans avancés par le Polisario.

S'agissant de la grande offensive du mois dernier, ce qu'ils confient évasivement correspond aux estimations d'une source indépendante : quelque trente morts et soixante blessés du côté marocain. Ils admettent qu'il y a eu des « disparus » le 25 février, mais pas lors des opérations suivantes. Les « shows » de prise.

■ **RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE** : une arme au domicile de Winnie Mandela. — L'épouse du chef « historique » de l'ANC (Congrès national africain) a déclaré, le mercredi 11 mars, que le pistolet Scorpion, de fabrication soviétique, trouvé par la police à son domicile de Soweto, dans la banlieue de Johannesburg, y avait été caché à son insu. A la fin du mois dernier, la police avait perquisitionné, en son absence, au domicile de Mme Winnie Mandela, et sa fille, Zinde, avait été retenue quelques heures par la police. Mme Mandela a, d'autre part, indiqué que, dans la nuit du 2 au 3 mars, sa maison a été criblée de balles au cours d'une attaque. Trente-deux impacts ont été relevés sur la façade. Mme Mandela a mis en cause un mystérieux groupe de Soweto connu sous le nom de « Makabess », qui serait soutenu par les autorités sud-africaines pour combattre les militants anti-apartheid. — (AFP.)

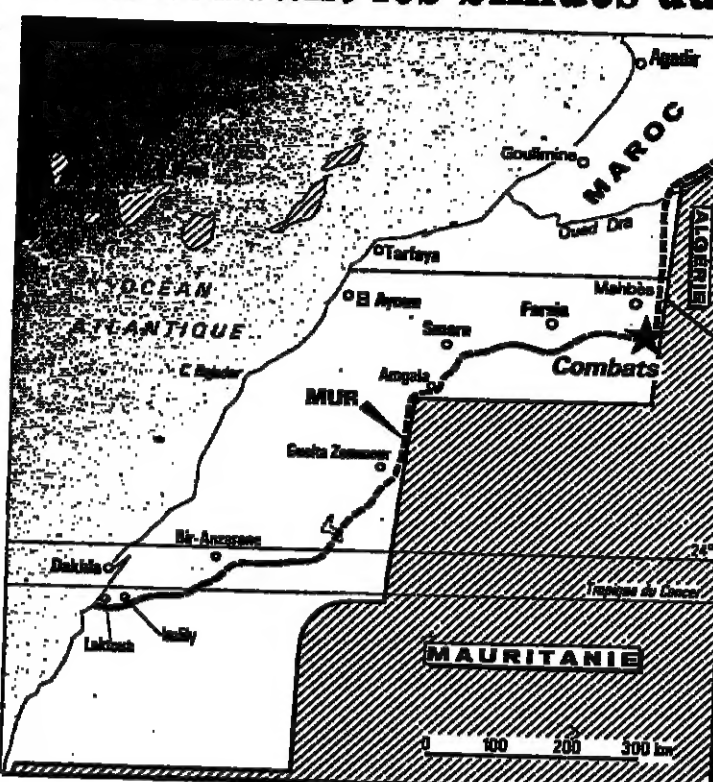
sonniers marocains par le Polisario ne leur paraissent pas une preuve : « Bien sûr, depuis le début de la guerre, l'ennemi a sans doute pris quelques dizaines de nos chars. Il s'en sert pour grossir les rangs quand il veut faire de la propagande après une opération ».

Nos hôtes préfèrent parfois garder le silence plutôt que de mentir. Il leur suffit de démontrer qu'il leur est possible de nous amener à l'improviste là où nous le désirons et que le calme et la discipline règnent partout. « Le mur n'est pas conçu pour être un obstacle infranchissable, nous disent-ils. Il sert à détecter l'ennemi et à empêcher de s'installer ».

Les gardiens du « mur » n'ont pas participé aux opérations de « ratis-sage » lancées à l'avant. Il s'agit d'autres unités, appuyées par l'aviation basée à l'arrière. Il y a des hélicoptères assez nombreux à Mahabès, des Mirage sur la piste de Goulime, mais les autorités civiles et militaires rencontrées en ces endroits affichent la plus grande sérénité.

Le bruit des Mirage partant en mission couvre parfois la voix du général Benmami quand il nous reçoit dans son PC d'El-Ayoun. Le commandant en chef de la zone sud estime qu'on ne peut rien reprocher à ses hommes au sujet des événements du 25 février : « Nous avons appris que les blindés ennemis partaient du sud de Tindouf vers minuit. Ils ont attaqué un point d'appui à 6 heures. Nos renforts, partis de Mahabès et de Farsia, sont arrivés à 7 heures et ont rétabli la situation à 9 heures. Nous avons détruit à cet endroit quatre BMP et six Jeeps avec leurs occupants, soit une soixantaine de personnes ».

Comme beaucoup de responsables politiques à Rabat, le général Benmami pense que le Polisario, puissamment armé par l'Algérie, a attaqué dans



cette région pour retarder la construction d'un nouveau « mur » qui lui interdirait l'accès au littoral atlantique. L'affaire est d'importance, car les accords de pêche entre l'Espagne et le Maroc vont être renoués cet été, dans un cadre communautaire puisque l'Espagne fait maintenant partie du Marché commun européen. Rabat veut que la sécurité soit totale entre le port de Dakhla et la Mauritanie quand les nouveaux accords entreraient en vigueur.

Le commandant en chef ne cache pas que des combats ont eu lieu aussi au sud de Bir-Anzarn le 24 février et le 3 mars. Sans vouloir indiquer avec précision le tracé du sixième mur, il dément les affirmations du Polisario selon lesquelles il aurait dû renouer à son entreprise. « Le nouveau « mur » a déjà 120 kilomètres de long, et il continue de progresser, nous assure-t-il. Sur les 260 000 kilomètres carrés que comptent les provinces sahariennes, il ne nous reste plus qu'à sécuriser 20 000 kilo-

mètres carrés entre la Mauritanie et l'Algérie, à l'Est, et 48 000 kilomètres au sud. Chaque année, nous attaquons un nouveau marocain ».

A Rabat, des responsables civils expliquent que le Maroc veut laisser une sorte de *no man's land* autour de la Mauritanie pour ne pas embarrasser davantage ce pays dont la souveraineté est constamment violée par les incursions du Polisario. Le général Benmami nous a donné sans ambages son point de vue de militaire : « Ma mission est de sécuriser tout ce territoire. Mon objectif est donc de tout boucler un jour ».

L'armée marocaine paraît avoir suffisamment le contrôle de la situation aux confins algéro-mauritaniens pour maintenir dans le sud du territoire les effectifs qui ont commencé la construction du nouveau « mur ». Mais jamais, depuis l'édification du grand ouvrage de défense marocain, la situation n'avait été aussi tendue avec l'Algérie, que Rabat accuse de rechercher une dangereuse escalade pour « remettre en selle un Polisario à bout de souffle ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

■ Le roi Fahd à Alger et à Rabat. — Le roi Fahd d'Arabie saoudite devait quitter Alger le jeudi 12 mars, après une visite officielle de vingt-quatre heures. Il devait initialement rester plus longtemps, mais il a écourté son séjour pour aller, au Maroc, avant de se rendre à Paris et à Londres. Les Saoudiens s'intéressent à l'initiative algérienne de réunification des Palestiniens. Ils souhaitent aussi de nouvelles démarches diplomatiques de l'Algérie auprès de l'Irak et de l'Iran. Le soutien financier du royaume wahabite au Maroc est par ailleurs considérable. Le roi Fahd devait proposer une bonne office entre l'Algérie et le Maroc au moment où les armes parlent au Sahara occidental. — (Corresp.)

UN RÉSEAU LOCAL QUI VOUS OBLIGE À TOUT REMPLACER
EST UN FAUX.

Réseau local
Datapoint
10 ANS D'EXPÉRIENCE. DES ANNÉES D'AVANCE. TEL. 01 46 82 91 24

Politique

La cohabitation
le jour et la nuit

La cohabitation, à Paris et à Madrid, c'est le jour et la nuit. Jusqu'à 1 heure du matin, jusqu'à ce moment fatidique de la nuit du mercredi 11 mars au jeudi 12, M. Mitterrand et M. Chirac semblaient partir pour célébrer le premier anniversaire de leur coexistence institutionnelle avec force embrassades.

De conseil des ministres en conseil des ministres, la célébration s'annonçait magnifique. Le 4 mars, M. Chirac murmurait : « Il a raison, il a raison » — malgré le colère rentrée de M. Giraud, son ministre de la défense — en écoutant le président de la République exposer aux ministres de son gouvernement la position française sur les propositions de désarmement en Europe émises par M. Gorbatchev.

Le mercredi suivant, M. Mitterrand trousseait un petit compliment de sa façon sur l'excellence du projet de loi qui prévoit d'aggraver les peines encourues par les automobilistes en état d'ivresse. Il approuvait, aussi, le texte gouvernemental sur l'autorité parentale conjointe, présenté par le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, M. Melchior. Il y ajoutait une réflexion d'intérêt général et permanent : « L'objectif, c'est que l'enfant soit, autant que possible, en dehors des déchirements. »

Ce même mercredi, à minuit moins le quart, le président de la République et le premier ministre se séparaient, à Madrid, toujours dans le même état d'esprit, au terme d'un dîner où ils venaient de « célébrer la réussite d'une politique » franco-espagnole, selon l'expression employée par

M. Mitterrand. Le tout dans le plus parfaite convivialité.

Patras ! A 1 heure du matin, le premier ministre brait cette belle harmonie (lire page 4). Les socialistes, selon lui, ont négocié « avec une incroyable légèreté » l'adhésion de l'Espagne à la Communauté européenne. Après avoir ainsi retrouvé le ton de sa campagne électorale de 1985, M. Chirac revendiquait dans la foulée la paternité des expulsions de Basques vers l'Espagne.

Douce
violence

Cartes, le président de la République se garde de polémiquer avec le premier ministre. Du moins l'affirme-t-il. Il n'est pas question qu'il abandonne une parcelle de son oratoire présidentiel dans des débats qui ressemblent à des empoignades de politique intérieure. Il est aussi du plus mauvais effet de régler ses comptes à Madrid, exerce que l'on réserve d'ordinaire au territoire national, et même au huis clos des tête-à-tête entre le premier ministre et le chef de l'Etat.

A l'évidence, M. Mitterrand s'est fait une douce violence. Interrogé par Europe 1, il a répondu point par point au chef du gouvernement sur le ton d'un échange poli mais sans concessions. N'a-t-il pas eu raison, souligne-t-il, de s'opposer à la campagne que développait M. Chirac avant le 16 mars 1986 contre l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ? N'a-t-il pas eu raison contre ce même M. Chirac qui promettait à la

même époque de renégocier les modalités de l'adhésion espagnole ? « Le bon sens, finalement, l'a emporté sur les passions », souligne le président avec détachement. Ainsi, si l'on interprète correctement le propos présidentiel, M. Chirac, le passionné, aurait défendu dans le passé des thèses insensées.

Ai-je eu tort, dit en substance le chef de l'Etat, d'inaugurer les expulsions de Basques, alors même que M. Chirac continuait à grand train et qu'il a bien raison ? « Ce qui est le plus difficile, c'est de commencer », note-t-il avec perfidie.

Le jour, tout va bien : le nuit, rien ne va plus. Ainsi la cohabitation s'avance-t-elle, cahin-caha, de l'ombre à la lumière et vice-versa, vers l'affrontement inévitable de l'élection présidentielle. Lorsque M. Mitterrand « gliffa l'occurrence de sa politique étrangère et militaire », il est aussitôt soupçonné de double jeu, d'endosser le costume du président et celui du candidat.

Pierre Charpy qui, dans le Lettre de la Nation, bulletin quotidien du RPR, formule cette accusation, nourrit habituellement les mêmes craintes lorsque M. Mitterrand, au contraire, s'oppose au gouvernement. Double jeu, double rôle : pas du tout, affirme le chef de l'Etat. « Je suis président de la République, je ne suis pas candidat à la présidence de la République », a-t-il dit à Madrid. Il ajoute, à l'intention sans doute de M. Chirac qui n'en peut mais : « Je suis le seul dans ce cas. Qu'y puis-je ? »

J.-Y. L.

M. Raymond Barre en Guyane

Eviter les « querelles subalternes et médiocres »

CAYENNE
de notre envoyé spécial

En Guyane, où il a séjourné le mercredi 11 et le jeudi 12 mars, pour la deuxième étape de son tour « des départements français d'Amérique », M. Raymond Barre s'est arrêté à Kourou, où il a visité la base de lancement.

Manifestement impressionné par la visite qu'il venait d'effectuer, le député de Lyon a mis en parallèle, au cours d'une réception chaleureuse à la mairie de Kourou, la grandeur des réalisations du centre spatial avec la petitesse de certaines préoccupations politiques.

« Ici, a-t-il déclaré, c'est très réconfortant. On voit qu'il y a des problèmes et on les traite. Je souhaite qu'en Guyane comme partout en France se fasse le rassemblement des volontés pour surmonter les querelles subalternes et médiocres. Une société qui doit se développer et qui doit construire son avenir ne peut se faire qu'en se fondant sur le respect des uns et des autres, le pluralisme, l'accord profond sur un certain nombre de choses essentielles qui concernent le progrès économique, social et humain. »

Relevant que les départements d'outre-mer apportent « une contribution de premier plan » à la France, M. Barre a ensuite insisté sur la nécessité pour ceux-ci de s'adapter aux réalités nouvelles. « Je souhaite, a-t-il lancé, que la France et les départements d'outre-mer unissent leurs efforts à l'approche du vingt et unième siècle. Si nous agissons ainsi, la France retrouvera, j'en suis sûr, son influence et sa prospérité en Europe et dans le monde. »

Ce rassemblement des volontés, M. Barre s'est efforcé de le susciter sur place à la faveur de nombreux entretiens particuliers, aussi bien

avec les responsables socio-économiques ou l'évêque du diocèse qu'avec le président socialiste du conseil général et député de Guyane, M. Elie Castor.

Boycottage
du RPR

Avec le RPR, ce ne fut pas simple. L'autre député du département, M. Paulin Bruné, a repoussé toute proposition de rencontre avec M. Barre. Ce refus a surpris dans la mesure où M. Bernard Foss, ministre des départements d'outre-mer, avait, lundi à Cayenne, déclaré se réjouir de voir que « M. Raymond Barre faisait sur tous ces dossiers la même analyse » que lui.

En Guyane comme à la Martinique, ce boycottage de la visite de M. Barre par le RPR a provoqué de sérieuses tensions au sein de ce mouvement. Maire RPR de Saint-Laurent-du-Maroni, M. Léon Bertrand, par ailleurs le suppléant de M. Bruné, a regretté publiquement devant M. Barre cette hostilité.

M. Barre, comme l'avait fait quelques jours auparavant M. Foss, a pu

visiter l'un des quatre grands camps de toile dressés par l'armée française pour accueillir les réfugiés du Suriname, chassés par la guerre civile. Aux neuf mille habitants de Saint-Laurent, sont venus, ces derniers mois, s'ajouter sept mille sept cent trente Surinamiens d'après les chiffres officiels, plus de onze mille selon la municipalité locale ; sans que le mouvement ait pu être véritablement enravé ces derniers semaines. Au contraire puisque de nouveaux réfugiés arrivent maintenant directement de la capitale, Paramaribo.

« Le gouvernement français », a déclaré M. Barre, respecte, ce que je comprends, une attitude conforme aux traditions de la France. La tradition humanitaire, qui est le traitement digne des populations déplacées. La tradition diplomatique, qui est la neutralité et la non-ingérence. « Mais il faut, a-t-il aussitôt ajouté, que ces personnes déplacées puissent retourner chez elles afin que les Guyanais puissent se consacrer à leurs tâches. »

DANIEL CARTON.

L'« option zéro » est dangereuse
estime l'ancien premier ministre

Interrogé mercredi 11 mars sur RFO-Guyane, M. Raymond Barre a livré pour la première fois son sentiment sur le débat engagé depuis quelques jours sur les euro-missiles et la stratégie de défense européenne. Alors qu'il n'avait pas encore eu, selon ses dires, connaissance de toutes dernières déclarations du président de la République, l'ancien premier ministre a réaffirmé, en ces termes, une position qui n'a pas varié :

« Le désarmement, a-t-il déclaré, est une question très complexe. Quel est l'avis humanitaire raisonnable qui ne voudrait pas le désarmement ? Personnellement, je consi-

dère que l'« option zéro » est dangereuse. Elle dépossède l'Europe des moyens indispensables pour assurer le couplage de sa défense avec celle des Etats-Unis. » En conclusion, M. Barre a souligné que « l'on ne se réjouisse pas trop vite de l'option zéro. »

« Aujourd'hui, a-t-il indiqué, face à ce qui peut se produire, il faut beaucoup de prudence et de vigilance. Ce qui est important pour la France, c'est de ne pas baisser sa garde. Personne ne peut envisager que nos propres forces nucléaires de dissuasion soient rendues en question. Cela ne regarde personne. Cela ne regarde que nous-mêmes. »

M. Hernu réservé sur la proposition
de M. Gorbatchev

M. Charles Hernu, député socialiste du Rhône, ancien ministre de la défense, observe, dans une interview à Jours de France, une attitude prudente face aux propositions soviétiques de désarmement nucléaire car « il ne faut pas avoir la mémoire courte », et il rappelle que Khrouchtchev, en arrivant au pouvoir, avait lui aussi proposé de telles mesures, mais « on a vu à quel mur il s'est heurté. »

Selon M. Hernu, « si les trois conditions d'un retrait équilibré, simultané et contrôlé ne sont pas réunies, alors cette proposition sera seulement de la propagande ». A

propos de l'option zéro, l'ancien ministre rappelle que, en matière de forces classiques et conventionnelles, « les Soviétiques ont sur les Européens une supériorité absolue dans un rapport de sept à un ». Il estime qu'« il n'y a pas de défense européenne, que cela est une légende. »

Favorable au « pilier franco-allemand », il ajoute : « Il faut que nos deux pays, qui sont le pilier stratégique-militaire de l'Europe, s'entendent. Si l'on se met à avoir des points de vue différents, alors nous ferons le jeu des Soviétiques. »

La campagne du PS dans les universités

« Dites donc, M. Jospin ! »

La Sorbonne s'est donnée, le 11 mars, un petit air de « questions du mercredi » au Palais Bourbon.

« L'homme du président », alias M. Lionel Jospin, faisait face à plusieurs centaines d'étudiants réunis dans l'amphithéâtre Richelieu. Sur le thème imaginaire « Dites-nous donc, monsieur le premier secrétaire du PS, ils étaient venus, à l'invitation de la section socialiste du Mouvement de la jeunesse socialiste pour « cuisiner Lionel ». Gentils mais mordants.

Peu de questions sur l'armée, le service militaire et les immigrés. Et surtout, un lancement légitime pour montrer qu'on ne s'en laisse pas compter : mais que faites-vous aux temps chauds de la vague rose ? Avec détermination, l'ex-professeur a charmé, fait rire ou rendu perplexe son auditoire.

La cohabitation ? « Je ne suis pas sûr que le jugement des Français sera positif en 1988 », a-t-il dit, bien sûr, que le candidat socialiste soit le président sortant. « Le libéralisme ? Je pense libérés à libéralisme qui est une doctrine historiquement dépassée. » Le droit de vote des immigrés ? « Nous avons hésité politiquement » devant la poussée de l'extrême droite en 1983-1984. Les incendies criminels dans des logements parisiens d'immigrés ? « Je suis sûr à fait prêt pour qu'une initiative soit prise afin qu'une enquête sérieuse et sévère soit menée. »

Le service militaire à six mois ? « Nous ne l'appliquons pas » si le PS revient au pouvoir. « On s'en rend compte, aux affaires, qu'on ne pouvait former des hommes en un temps si court ». Le mariage télévisuel Berlusconi-Herganz ? « D'abord, j'espère qu'ils n'auront pas d'enfants... Je n'ai pas été enthousiaste de la mère (Berlusconi) ». J'ai de la désaffection,

comme beaucoup, pour le père », qui, selon M. Jospin, finira bien par commander.

L'avenir de l'Université ? « Il faut réfléchir en termes de capacité d'auto-organisation des établissements, accorder une place beaucoup plus grande à la recherche, établir des passerelles entre grandes écoles et universités. »

Pas de tout convaincu, une étudiante en histoire l'apostropha : « J'ai l'impression, en vous écoutant, que vous n'avez jamais été au pouvoir ! » Et de reprocher aux socialistes d'avoir, pendant cinq ans, menagé la chèvre et le chou. La sille est ravie. Les étudiants socialistes se pincent les lèvres. N'écoutez que son courage et sa témérité, Isabelle Thomas, éphémère égarée du mouvement de décembre applaudit... les mains dans le dos, au premier rang.

A l'évidence ces jeunes-là veulent des gages sérieux sur toutes les questions de société avant de glisser leur bulletin dans l'urne.

O. B.

« M. Jospin a du mal à voir M. Rocard », M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, interrogé par l'hebdomadaire « tousousin Courrier Sud », a proposé des nominations provinciales de M. Michel Rocard, affirme-t-il, voir « amical ». « Mais j'ai du mal à voir [Michel Rocard] tellement il se promène », ajoute-t-il.

Les tournées de la « pré-campagne présidentielle » de M. Rocard ont été partiellement écartées par des négociations pour parvenir à une motion de confiance avant le congrès de Lille socialiste du mois d'avril. M. Jospin s'est pas contre le principe de ces tournées (que le député des Yvelines effectue région par région), à condition qu'elles se situent clairement dans le cadre du parti, que les premiers socialistes, fédéraux soient présents en temps voulu, etc.

CROISIERE TELERAMA
EN MEDITERRANEE

VIVEZ DIX JOURNEES INOUBLIABLES
PREPAREES PAR L'EQUIPE DE TELERAMA
Demandez à recevoir la documentation
détaillée de ce grand voyage.

Du 30 avril au 9 mai, embarquez pour
une croisière absolument originale.
VENISE, DUBROVNIK, EPIDAURO,
ATHENES, LES METEORES, EPESE,
RHODES, GENES: des escales dont les
noms seuls font rêver.

Vous naviguerez à bord d'une des plus
modernes et des plus confortables
unités de la Méditerranée, le DANAE de
la Costa.

HISTOIRE, MUSIQUE, CINEMA, THEATRE, CHANSON

Rencontrez les journalistes et les personnalités qui animeront
ces vacances: Jacques LACARRIERE, L'ORCHESTRE D'
AUVERGNE, Jean-Pierre ARMENGAUD, Maria PAPALIOU,
Jacques WEBER, Angélique IONATOS, Paolo CONTE,
Bernard ROUX, Jean BELOT, Jacques BERGOT, Philippe
BOITEL, Michèle GAZIER, Claude LE BIAN,
Monique LEFEBVRE, Alain REMOND...

Pour recevoir immédiatement le programme complet de cette
croisière unique organisée par Telerama et Procure-Voyages

TELEPHONEZ AU
(1) 45.48.63.30

ou renvoyez le coupon ci-dessous à
PROCURE VOYAGES
4, rue Madame 75006 PARIS

CROISIERE TELERAMA

Demande de renseignements

Je désire recevoir une documentation complète sur la croisière organisée par Telerama
en Méditerranée.

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TELEPHONE

Lc. 1409

Politique

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Nouvelle-Calédonie

Matignon répond aux indépendantistes

Le cabinet du premier ministre a fait diffuser, le mercredi 11 mars, le contenu des réponses adressées le 2 mars par M. Maurice Ulrich, directeur de cabinet de M. Jacques Chirac, à chacun des trois présidents de région indépendantistes de Nouvelle-Calédonie, MM. Jean-Marie Tjibaou (Nord), Léopold Jorjé (Centre) et Yvénès Yéwéné (Des Loyautés).

Dans une longue lettre adressée le 16 février au premier ministre, ces trois présidents de région accusaient le gouvernement de conduire dans le territoire « une politique réactionnaire, au sens propre du terme, revancharde et partisane » (le Monde du 18 février).

M. Ulrich observe que « l'action conduite vise en priorité à assurer l'amélioration des conditions de vie des Calédoniens, en particulier de ceux qui se trouvent en brousse ou dans les îles, et elle sera poursuivie ».

Dans une note d'observation sur la réponse adressée aux présidents de région FLNKS, le cabinet du premier ministre précise que l'annulation et le règlement d'office des dettes « sont justifiés par les caractéristiques disproportionnées des recettes attendues par rapport au crédit disponible ».

D'autre part, selon l'Éléphant Matignon, « les trois régions FLNKS connaissent (...) des difficultés réelles à assurer une gestion satisfaisante de leurs budgets ».

On fait encore observer dans l'entourage de M. Chirac que, en contradiction avec les allégations des présidents indépendantistes, les communes de leurs trois régions « reçoivent 65 % des subventions d'équipement alors qu'elles ne représentent que 40 % de la population du territoire ».

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au Palais de l'Élysée, le mercredi 11 mars 1987. À l'issue du conseil, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

● LETTRE RECTIFICATIVE AU PROJET DE LOI SUR L'ÉPARGNE

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres un projet de lettre rectificative au projet de loi sur l'épargne.

Cette lettre contient des mesures techniques de nature financière et fiscale qui renforcent l'objectif de développement de l'épargne que le gouvernement s'est fixé.

1) Les prêts de titres. — Le régime fiscal des prêts de titres est organisé de telle façon que ces opérations soient neutres au regard de l'imposition des plus-values. Cette mesure facilitera le fonctionnement du marché à terme des instruments financiers et la gestion de la trésorerie des entreprises.

2) Le marché à terme des instruments financiers (MATIF). — En tenant compte de l'expérience tirée des premiers mois d'activité du

MATIF, le projet modifie la qualification des personnes habilitées à concourir à l'activité de celui-ci. Il améliore la sécurité d'ensemble des opérations en précisant la situation juridique des dépôts effectués en couverture des positions prises sur le marché.

3) Le régime d'imposition des opérations réalisées sur le MATIF. — En ce qui concerne les entreprises, le projet définit le régime fiscal des profits et pertes réalisés sur le MATIF. Il permet notamment de tenir compte des gains et des pertes latentes constatés à la clôture de l'exercice et de préciser le régime fiscal des positions symétriques. La solution proposée est comparable à celle retenue dans les pays étrangers.

En ce qui concerne les particuliers, le projet a pour objet :

— d'étendre la taxation au taux de 16 % aux opérations faisant référence à un indice lié au marché des actions ;

— de simplifier le régime du prélèvement libératoire pour les opérations soumises au taux de 33 % ;

— d'offrir aux particuliers intervenant à titre professionnel la faculté d'opter pour une imposition à l'impôt sur le revenu sous le régime des bénéfices industriels et commerciaux ;

4) La réforme de l'organisation des caisses d'épargne. — Une étape supplémentaire est franchie dans la voie de la banalisation des activités des caisses d'épargne en leur permettant d'octroyer des prêts aux personnes morales, notamment aux petites et moyennes entreprises. Cette plus grande liberté d'emploi sera accompagnée d'une fiscalisation progressive du réseau à compter du 1^{er} janvier 1988.

En outre, des mesures sont prises pour faciliter les regroupements des caisses d'épargne en permettant le maintien temporaire du mandat des

membres des conseils consultatifs et des conseils d'orientation et de surveillance.

5) La commission de l'actuaire des sociétés. — Le projet ouvre aux sociétés anonymes, lorsqu'elles ne souhaitent pas recourir au régime des titres nominatifs, la possibilité de prévoir dans leurs statuts le droit pour leurs dirigeants de demander à des intermédiaires habilités à cet effet la liste de leurs actionnaires. Il institue en outre de nouveaux seuils à partir desquels les détenteurs de titres doivent se déclarer auprès des sociétés.

6) Le droit de timbre sur les pouvoirs pour la représentation aux assemblées générales. — Chaque pouvoir est actuellement soumis à un droit de timbre de 30 francs. Ce droit est généralement acquitté par la société. Afin de tenir compte du nombre considérable de pouvoirs auquel sont susceptibles de donner lieu les assemblées générales des sociétés privées, il est proposé de réduire le montant de ce droit à 5 francs.

● RELÈVEMENT DES PEINES PRÉVUES À L'ARTICLE L 1^{er} DU CODE DE LA ROUTE

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relevant les peines prévues par l'article L 1^{er} du code de la route.

Les accidents de la route ont provoqué la mort de 10 447 personnes en 1985 et celle de 10 961 personnes en 1986. Or, près de 40 % des 250 000 accidents corporels recensés en 1985 sont la conséquence d'une absorption excessive d'alcool. Compte tenu de cette progression inquiétante, il apparaît nécessaire de réprimer plus sévèrement les agissements des conducteurs de véhicules qui mettent en danger la vie d'autrui par une consommation exagérée de boissons alcooliques.

Le projet de loi tend à aggraver les peines prévues par l'article L 1^{er} du code de la route en portant à deux ans d'emprisonnement et à 30 000 francs d'amende le maximum des peines encourues par ceux qui auront conduit un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique ou en état d'ivresse manifeste. Ce renforcement des peines concerne également les conducteurs qui auront refusé de se soumettre aux opérations de dépistage de l'imprégnation alcoolique.

Ces dispositions sont de nature à permettre une répression plus efficace de l'abus de consommation d'alcool au volant, qui constitue une violation délibérée des règles de sécurité sur les routes et qui est à l'origine de trop nombreux drames humains, personnels et familiaux. (Lire la suite page 8.)

● LE SERVICE NATIONAL DANS LA POLICE

Le ministre délégué chargé de la sécurité a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au service national dans la police.

Ce projet de loi fixe à 10 % de l'effectif du personnel des services actifs le nombre des jeunes gens qui peuvent accomplir leur service national dans la police. Il définit l'étendue et la nature de leurs droits et obligations, ainsi que leur régime disciplinaire et leur statut au regard des dispositions du code de justice militaire.

En matière de sécurité sociale, d'aide sociale et de réparation des dommages subis dans le service, le projet étend aux policiers auxiliaires le régime actuellement en vigueur pour les appelés accomplissant leur service militaire.

Enfin, il ouvre aux appelés la possibilité d'une prolongation du service actif au-delà de la durée légale, pour une période de quatre à douze mois.

● L'EXERCICE DE L'AUTORITÉ PARENTALE

Le secrétaire d'État chargé des droits de l'homme a présenté au conseil des ministres un projet de loi favorisant l'exercice de l'autorité parentale par les parents divorcés et les parents naturels.

Dans le cas du divorce, le projet prévoit que le juge aux affaires matrimoniales pourra décider que l'autorité parentale sera exercée conjointement par les deux parents.

Dans le cas de la filiation naturelle, lorsque les deux parents auront reconnu l'enfant, ils pourront exercer en commun l'autorité parentale à la suite d'une déclaration conjointe devant le juge des tutelles. En outre, le juge aux affaires matrimoniales pourra donner au parent qui n'a pas l'exercice de l'autorité parentale un droit de visite et de surveillance. (Lire la suite page 10.)

Mesures d'ordre individuel

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

— Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Gabriel Paillet, inspecteur général des finances, est nommé président du conseil d'administration du Consortium français de participations bancaires ;

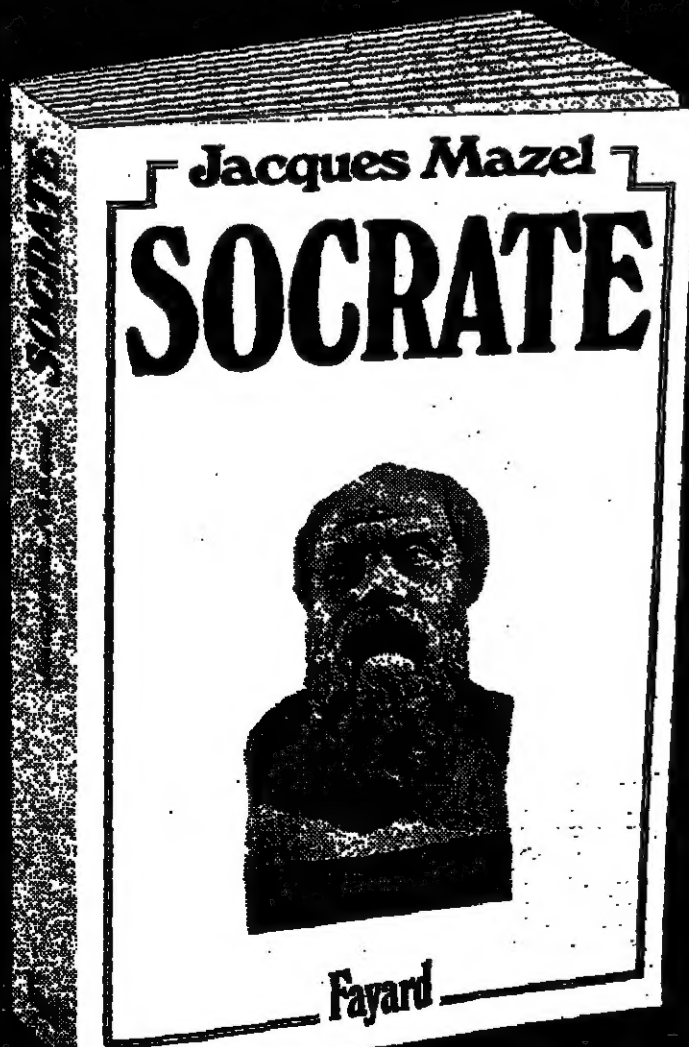
— Sur proposition du ministre de l'industrie, des P et T et du tourisme, M. Bernard Pache, ingénieur en chef des mines, est nommé président du conseil d'administration des Charbonnages de France ;

— Sur proposition du secrétaire d'État aux anciens combattants, il est mis fin aux fonctions exercées par M. Serge Berceuil en qualité de directeur des statuts et de l'information historique.

DISSIDENT avant tout

Jacques Mazel montre bien comment Socrate agit par le retrait, le suspens, la distance. Dissident avant tout. Et presque mystique... Un panorama vivant du siècle de Périclès.

Roger - Pol Droit - Le Monde



160 F
568 p.

FAYARD

DECAPEUR THERMIQUE BLACK & DECKER



Ne grattez plus le week-end, décapez !



Oublié pour l'éternité le grattage des portes et fenêtres avec une spatule. Abolies à jamais les produits chimiques qui vous rongent la peau mais pas la peinture.

Le décapeur thermique Black & Decker, lui, s'attaque directement aux peintures et aux vernis, proprement, rapidement, sans flamme et sans danger. Sous l'action du souffle à haute température, les matières cloquent, ramolissent et se détachent facilement de leur support, sans brûler.

Quel changement ! En deux temps, trois mouvements, la surface à décapier est impeccable et immédiatement prête à recevoir un nouveau décor. Sans fatigue et sans énerverment.

Et grâce au décapeur thermique Black & Decker, vous avez encore tout le temps de profiter de votre week-end.

BLACK & DECKER™

RIEN N'EST TROP DUR

Société

JUSTICE

Les « rendez-vous » de M. Jean-Pierre Michau à Rio-de-Janeiro

M. Arnaldo Campana, protecteur de M. Yves Chalié et la mafia franco-brésilienne du vidéo-poker

L'arrivée du juge d'instruction Jean-Pierre Michau, dans la matinée du mercredi 11 mars, à Rio-de-Janeiro, a été entourée d'un luxe de précautions et de mesures de sécurité. M. Michau ayant voyagé à l'écart des autres passagers et évité les contrôles de douane et de police. Accueilli par le consul

général de France, M. Michau devait entendre, jeudi, dans les locaux de la police civile de Rio, M. Arnaldo Campana, ancien chef de cette police, soupçonné d'avoir apporté, de Paris à Rio, le « vrai faux » passeport établi par la DST pour M. Yves Chalié, principal accusé et accusateur dans l'affaire

du Carrefour du développement. D'autres « rendez-vous » — quatre au total — étaient sur l'agenda brésilien du juge, qui, accompagné d'un inspecteur de la police judiciaire, semble aussi s'intéresser au « milieu » corse qui accablait et aidait M. Chalié à Rio.

« Les policiers brésiliens ont été très coopératifs », assure-t-on du côté français.

Les jeux clandestins

Au même moment, M. Campana attendait dans une salle du palais de justice son audition par le juge brésilien chargé d'instruire les poursuites engagées contre lui pour « enrichissement illicite » et « usage de faux ». Jusqu'à présent, l'ancien chef de la police civile de Rio-de-Janeiro n'a eu affaire qu'à ses pairs. Au Brésil, les instructions criminelles sont rendues, en effet, dans un premier temps, par la police, qui dispose d'un délai de trente jours renouvelable aussi souvent que nécessaire. Le dossier passe ensuite entre les mains d'un magistrat, qui ouvre une instruction judiciaire.

Mercredi, c'était au tour de la justice d'entrer en action, et, plus précisément, du juge de la vingt et unième chambre criminelle, M. Nelson da Silva. On a vu arriver dans la salle d'attente du magistrat un accusé en pleine forme, bien bronzé, habillé avec recherche. Il était accompagné d'un de ses associés dans la firme Terrarum, l'avocat brésilien Glaucio Regis Jorge Ribeiro. L'attente a été longue.

Le juge a reçu d'abord un député de l'Assemblée législative de Rio-de-Janeiro, M. Alcides da Fonseca, auteur des premières dénonciations contre M. Campana.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Le juge d'instruction, Jean-Pierre Michau, a passé sa première journée à Rio-de-Janeiro à jouer l'homme invisible avec la presse. A l'aéroport, où il est arrivé un peu avant 6 heures du matin, il a tenté de semer les journalistes qui l'attendaient en évitant la sortie habituelle des passagers : la manœuvre aurait réussi s'il n'avait été surpris par un photographe de l'Agence France-Presse. Partout où le magistrat est allé, il est entré et sorti, à la dérobée, en utilisant divers stratagèmes. « Mais comment est-il ce juge ? », demandaient les collègues brésiliens, désespérés, au notant fébrilement le portrait-robot qui leur était donné : « taille moyenne, un début d'embouppement, les temps déformés, des lunettes, un costume bleu pâle et une grosse serviette noire ».

Disputant la vedette avec la marine marchande en grève, l'armée dans les raffineries de pétrole paralysées par leur personnel et la filière brésilienne du trafic de cocaïne organisée par des employés de la Panam, le magistrat français a créé la suspense toute la journée en fuyant les flashs et en réservant à quelques journalistes privilégiés les explications sur son emploi du temps. Il est accompagné, pendant son séjour, qui doit se terminer vendredi, de M. Jean-Pierre Steiner, inspecteur principal

En attendant cette audition, M. Michau a passé l'après-midi de mercredi avec le directeur de la police fédérale, M. Romeu Tuma, venu de Brasília pour l'occasion. Le juge a remis à son interlocuteur brésilien une traduction des dépositions faites par Yves Chalié à Paris. Les deux hommes ont confronté ensuite leurs dossiers respectifs : entrées et sorties de Chalié du territoire brésilien, conditions de son séjour, etc. La police a enregistré l'entrée du fugitif sous sa véritable identité, sa sortie, par Foz de Iguaçu, vers le Paraguay et son retour par le même chemin, mais elle n'a aucune trace de son départ définitif du Brésil.

Au tribunal
de ParisEdouard
de Faucigny-Lucinge
et ses trois complices
inculpés

Les quatre jeunes gens qui projetaient d'enlever la fille de M. Serge Gainsbourg, arrêtés dans la nuit du 8 au 9 mars, après un échange de coups de feu avec des policiers, ont été inculpés, mercredi 11 mars, de tentatives d'homicides volontaires sur agents de la force publique, infractions à la législation sur les armes et les munitions et vols par M. Jean-Louis Mazzière, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Laurent Communier, vingt et un ans, qui a choisi pour avocat M. Philippe Lemaire et M. Véro Tuffat ; Philippe Lachavanne, vingt ans, et Christelle Roggès, vingt ans, qui avaient pour avocat M. Xavier Hatin, ont été amenés au cabinet du magistrat instructeur, lequel s'est ensuite rendu dans la soirée à l'hôpital Marie-Lannelongue pour signifier ces inculpations au quatrième, Edouard de Faucigny-Lucinge, vingt et un ans, blessé par une balle au pectoral lors de la fusillade.

L'information judiciaire ouverte par M. Mazzière ne vise pas le projet d'enlèvement de Charlotte Gainsbourg, l'infraction ne pouvant être caractérisée que par un « commencement d'exécution », interprété d'une manière très restrictive par la jurisprudence.

De la même manière, il n'est pas certain que les constitutions de partie civile annoncées par M. Serge Gainsbourg et M. Jane Birkin aient une chance d'aboutir.

Au tribunal
de Paris« Le Figaro » condamné
pour accusations
mensongères envers
M^{me} Laurent Fabius

La société éditrice du Figaro et le journaliste Georges Sufferi ont été condamnés, le mercredi 11 mars, par la première chambre du tribunal civil de Paris à verser conjointement le franc symbolique de dommages-intérêts que M^{me} Françoise Castro, épouse de M. Laurent Fabius, demandait en réparation du préjudice causé par la publication le 28 juin 1986 dans le Figaro-Magazine d'un article intitulé « Ils ont détourné des fonds publics pour financer le PS ».

L'article mentionnait notamment une subvention de 50 000 francs qui aurait été accordée par l'ONASEC à l'Espèce 89, « curieuse association dirigée par M. Maurice Benassy, et M^{me} Françoise Castro », avant de faire un parallèle avec l'affaire du Carrefour du développement pour déduire que des associations étaient utilisées pour financer « discrètement » d'autres organismes en relation avec le Parti socialiste.

Le tribunal, présidé par M. Jean-Michel Guin, relève, dans son jugement, que cette subvention, octroyée en réalité par le ministre des rapatriés, « n'a pas provoqué, à ce jour, l'ouverture d'une quelconque procédure pénale ». Aussi, les magistrats estiment que c'est « de manière fautive et mensongère » que le journaliste a accusé M^{me} Castro d'avoir détourné des fonds publics.

M. Georges Sufferi a dépassé la limite du droit reconnu à tout journaliste de critiquer les modalités de toute subvention publique », ajoute le tribunal, en considérant qu'il s'agit d'une faute « quasi délictuelle ».

M. P.

Un projet de loi sur les policiers auxiliaires
10 000 appelés du contingent
dans la police nationale

Dix mille appels du contingent pourront accomplir leur service national dans la police si le projet de loi présenté, mercredi 11 mars, au conseil des ministres par M. Robert Padoa-Schioppa, ministre délégué chargé de la sécurité, est voté. Ce projet fixe, en effet, à 10 % de l'effectif du personnel des services actifs de la police nationale — 109 992 fonctionnaires au 1^{er} janvier 1987 — le nombre de jeunes gens qui pourront accéder à cette forme du service national.

● HENDAYE : expulsion d'un Basque espagnol. — Un Basque espagnol réfugié en France a été expulsé, le mercredi 11 mars, par la police de l'air et des frontières selon la procédure d'urgence absolue : il s'agit de Francisco Iord-Mugica, trente et un ans, qui demeurait à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques) depuis plusieurs années. C'est le Père de Carlos Iord, qui s'était présenté à la présidence du gouvernement basque espagnol sous l'étiquette Harri Batasuna, alors qu'il est actuellement emprisonné en Espagne dans l'attente d'un jugement.

● Le second meurtrier du Père Fressoz arrêté. — Moins d'un mois après l'assassinat du vicaire de Verrès-Arvey (Savoie), le Père Jean Fressoz, les deux auteurs du crime, deux vagabonds originaires du Pas-de-Calais, sont sous les verrous : en effet, Francis Watteaux, vingt-huit ans, vient d'être arrêté à Firminy (Loire), son complice Michel Valet, trente-deux ans, ayant été interpellé le 4 mars dernier à Saint-Etienne. Comme Michel Valet, Francis Watteaux a été inculpé d'assassinat dans la soirée du mercredi 11 mars.

● Inculpation pour homicide involontaire à l'hôpital de La Rochelle. — Le chef du service de réanimation de l'hôpital de La Rochelle (Charente-Maritime), le Docteur Patrick Haglund, vient d'être inculpé d'homicide involontaire après la décès d'une jeune fille de quinze ans, Dominique Guillon, victime d'un accident de la route le 15 août 1986. Les parents de la victime avaient déposé une plainte contre X quelques semaines après l'accident, estimant que leur fille n'avait pas reçu tous les soins qu'elle était en droit d'attendre. A la suite d'une première rapport d'experts, le juge d'instruction a décidé d'inculper le docteur Haglund. Ce dernier a demandé une contre-expertise.

Les « câbles » d'Action directe
348 adresses

Trois cent quarante-huit, pas une de plus. C'est le total des adresses relevées par la branche internationaliste d'Action directe. Après les quatre arrestations de Vitry-aux-Loges (Seine), la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne s'est lancée dans le travail de l'identification qui fait sa réputation, épiluchant les carnets, dépliant les listes, classant la masse de papiers saisis dans le repaire de ces archivistes méticuleux que sont les membres d'Action directe.

C'est en faisant l'addition des noms de sociétés et des noms de personnes notés, en vrac, par Action directe que les policiers arrivent à ce total de 348. « Un inventaire fatidique », confie un enquêteur, mêlant les câbles notés par commodité, par exemple celles de journaux, dont le Monde. Ces listes ont été constituées à partir d'annuaires — Bottin administratif et Bottin mondain, Who's Who, annuaires militaires, etc. — et ne sont pas

toujours à jour, fonctions ou coordonnées étant parfois périmées. Une constatation cependant : l'armée, l'industrie, le travail, dans l'industrie de l'armement l'emportant sur toute autre catégorie. Sur cet « annuaire » de 348 références, les quatre membres du noyau dur d'Action directe n'avaient toutefois entamé que « sept à huit » repérages afin de localiser des « câbles ». Selon les enquêteurs, il s'agit uniquement de personnes, souvent inconnues du grand public, idées, peu ou prou, à l'industrie de l'armement. Ainsi, le président-directeur général de la société Alkan, appartenant au groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, y figure en bonne place. « N'en déplaise aux hommes politiques, commente un enquêteur, ils les intrusèrent pas et ne faisaient que de la réputation dans ces listes. »

E. P.

Après l'enlèvement de deux directeurs
et d'un comptableUn hôtel corse va fermer ses portes
pendant la prochaine saison estivaleAJACCIO
de notre correspondant

Parce qu'elle avait pratiquement cessé de maîtriser la direction de son hôtel-club de San Bastiano, situé à 27 kilomètres au nord d'Ajaccio sur les rives du golfe de Sagone, la Compagnie générale de tourisme hôtelier a décidé que l'établissement ne rouvrirait pas ses portes cette année. La réouverture était fixée au 20 avril et la fermeture fin septembre. Pendant cette période, l'hôtel, ouvert depuis 1976 et qui compte deux cents chambres, et occupe cent quinze personnes, devait recevoir environ cinquante mille touristes.

L'année dernière, le directeur, M. Jean-Marie Brunier, avait précédemment quitté l'île quelques jours avant l'ouverture. Cette année, son successeur, M. Antonmarchi, a été enlevé le 29 janvier et son comptable, M. Patrick Déhon, le 20 février, par des hommes armés et portant cagoules. Tous deux ont été relâchés par la suite et M. Déhon, qui a quitté la Corse, a affirmé avoir été molesté, et son médecin lui a prescrit une incapacité de travail d'un mois.

Ces faits ont entraîné l'ouverture de deux enquêtes, l'une tendant à établir les faits en vue des procédures habituelles, l'autre visant à déterminer les conditions dans lesquelles l'ex-FLNC aurait indirectement participé, à cette occasion, un « impôt révolutionnaire ». Selon les

enquêteurs qui ont saisi les pièces comptables, des sommes auraient été versées à des tiers ou à des sociétés sous couvert de règlement de services ou de fournitures.

Ces pièces ont été saisies, le mercredi 11 mars, au cours d'une vaste opération menée par le colonel Spillman, commandant la légion de gendarmerie de Corse qui a mis en œuvre cent dix gendarmes et policiers ainsi qu'un hélicoptère, une vedette et d'autres moyens maritimes. L'établissement dans l'attente d'être fouillé dans l'espoir d'y découvrir d'éventuelles caches d'armes, mais les perquisitions n'ont pas donné de résultat.

Une seule réaction à cette opération a été signalée. La protestation du Syndicat des travailleurs corses, d'obédience nationaliste, seule organisation syndicale de l'établissement. Les délégués du STC devaient être reçus jeudi, à Marseille, par M. Michel Anne, président de la compagnie à qui ils avaient demandé audience au lendemain de la réunion du conseil d'administration du 9 mars dont ils ignoraient toutefois la décision.

L'affaire du San Bastiano ne semble pas devoir en rester là, d'autant que c'est la première fois que pourrait être établie la perception de l'impôt révolutionnaire par l'ex-FLNC au sujet de laquelle les victimes ont toujours observé le plus total silence.

PAUL SILVANI

La conduite en état d'ivresse
sera sanctionnée par des peines aggravées

Le conseil des ministres a approuvé, le 11 mars, un projet de loi présenté par le garde des sceaux, aggravant les peines prévues pour conduite en état d'ivresse, même si aucun accident n'en est résulté. Les peines de prison, actuellement d'un mois à un an, seront portées à deux mois à deux ans. Les amendes, de 500 F à 20 000 F, varient de 2 000 F

à 30 000 F. Cette sévérité nouvelle à l'égard des conducteurs ayant plus de 0,5 g d'alcool dans le sang a été inspirée par l'accident qui a coûté en juin 1986 la vie à un jeune homme, Caroline Collier, dont le véhicule avait été percute à 150 km à l'heure par un automobiliste en état d'ivresse (le Monde du 12 décembre 1986).

POINT DE VUE

Une fermeté attendue

par M^{re} Henri Fabre-Luce (*)

Nous assistons, depuis quelques mois, à une évolution sans précédent de l'opinion publique et, par répercussion, du monde judiciaire, devant le phénomène, enfin mesuré à sa juste gravité, de la délinquance routière.

Paradoxalement, c'est le fait que jusqu'alors très courants parmi les juridictions françaises, un tribunal correctionnel ait osé ordonner la peine de prison infligée à l'auteur d'un homicide commis par excès de vitesse et alcoolisme, qui a servi, à l'issue d'un procès largement répercuté par les médias, de détonateur à une brusque réaction d'indignation presque unanime.

On n'avait sans doute pas prévu assez d'attention aux signes avant-coureurs d'une prise de conscience qui favorisait le travail de sensibilisation accompli depuis quelques années (et d'abord dans l'indifférence quasi générale, il faut le dire) par des associations ayant décidé de ne pas se résigner à la « fatalité routière ». Signes avant-coureurs qui s'étaient manifestés jusqu'au sein de l'institution judiciaire : anticipation de quelques jours la réaction critique du garde des Sceaux sur le jugement de Nan-

terre, un haut magistrat s'excusait, lors de l'audience solennelle de rentrée de la cour de Rouen : « Je ne tiens pas à dire que la vie est beaucoup moins grave que la loi l'autorise ou d'une bouteille d'alcool au supermarché du coin ? N'attendons pas une énième circulaire pour réagir, pour prendre des décisions à la mesure de l'écoulement routier, qui fait honte au peuple de France. »

A Orléans, à Meaux, à Nantes, les juridictions de jugement faisaient déjà preuve, contre les chauffards, de la fermeté que l'opinion attendait. L'affaire Collier a contribué à précipiter cette évolution. D'une part, depuis la décision, si unanimement considérée comme excessive-ment indulgente, il ne se passe pas de semaine sans que nous soyons informés de la nouvelle sévérité de telle ou telle juridiction. De son côté, le ministre de la Justice débore un projet de loi qui aggrave les sanctions applicables à la simple conduite en état d'ivresse, sans qu'un accident se soit produit. Saluons, au passage, cette volonté, parfois mal comprise, de rappeler que des comportements dangereux doivent être sévèrement réprimés, indépendamment des conséquences produites et précisément pour éviter celles-ci. Mieux vaut prévenir que

guérir, comme le dit la sagesse populaire.

Il convient pourtant de s'interroger sur la polarisation dont fait l'objet l'alcoolisme. Un autre paradoxe de l'affaire Collier est que la vitesse était en cause tout autant, sinon plus, selon la responsabilité même, que l'alcool. Or, ce dernier facteur est quasiment seul concerné, tant par le projet gouvernemental que par la jurisprudence nouvelle ci-dessus évoquée. Tout se passe comme si était ainsi offert à l'opinion un bouc émissaire unique des drames de la route. Est-ce parce que la distanciation est plus aisée sur ce terrain pour nos gouvernants et pour nos juges ?

Il n'en demeure pas moins que s'il s'agit de distinguer entre infractions méritant l'indulgence ou la sévérité, mieux vaudrait séparer les simples maladroites de l'ensemble des violations déviées de règles de sécurité : alcool mais aussi vitesse, non-respect de la signalisation, mauvais entretien des véhicules, etc. On pourrait alors réserver le terme d'accident à une catégorie bien délimitée de drames routiers, et adapter pour l'ensemble des autres une politique pénale réellement dissuasive.

(*) Avocat.

Les formes
du plaisir musical

LES 5 SENS

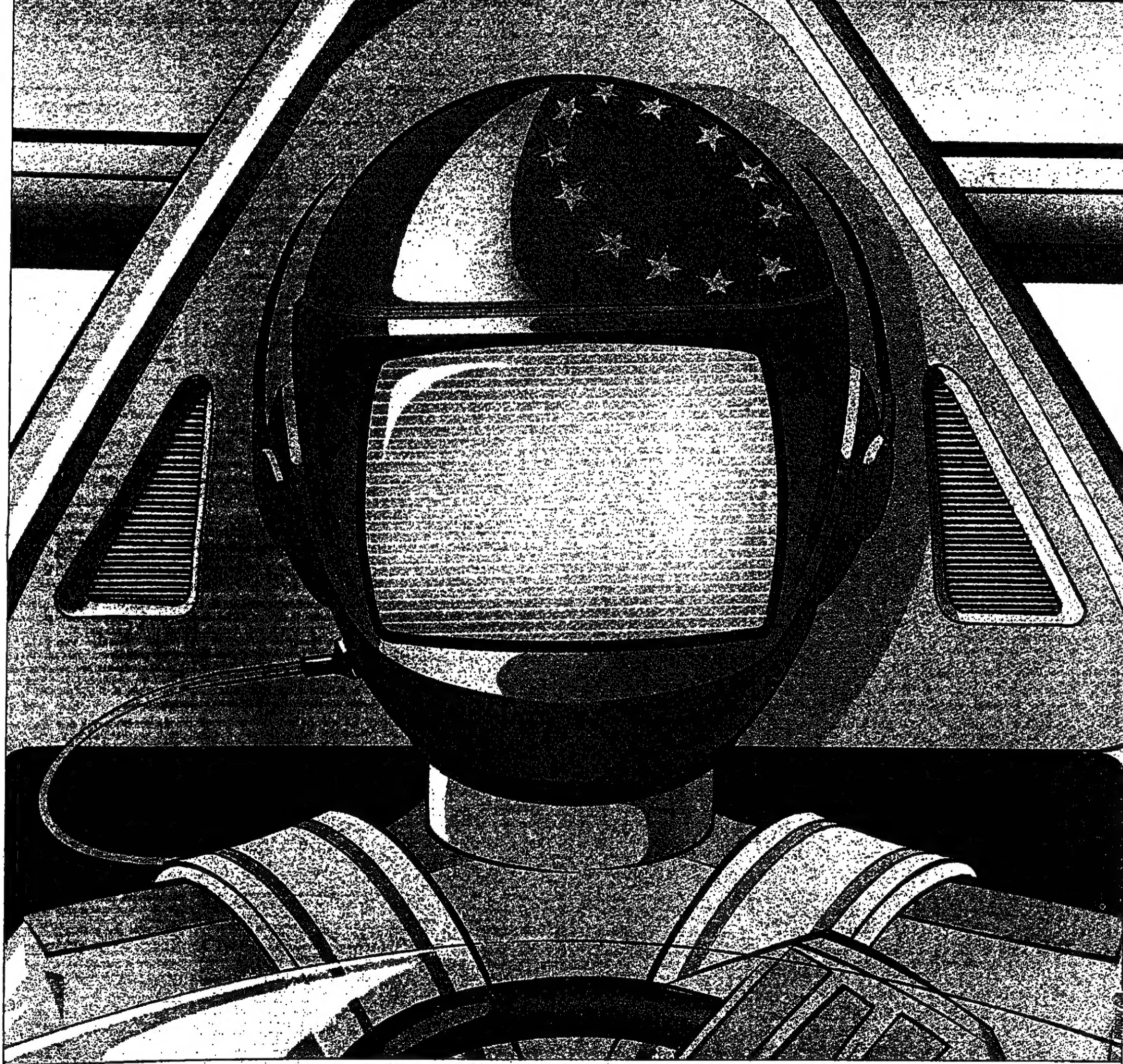
UN MOIS SERIE
SCIENCE
VIE

هكذا من الأصل

... Le Monde • Vendredi 13 mars 1987 9

NOUVELLES IMAGES. NOUVEAUX SONS.

L'EUROPE EN POLE POSITION.



**LES INDUSTRIELS EUROPEENS VOUS ATTENDENT DU 11 AU 15 MARS 1987
AU FESTIVAL INTERNATIONAL SON ET IMAGE VIDEO.**

Ça y est ! Les nouvelles images et les nouveaux sons arrivent. En lançant leur satellite de télédiffusion directe, TVSAT1 et TDF1 en 1987 à Kourou, la RFA et la France placent l'Europe en pole position de la compétition audiovisuelle.

Grâce à eux, vous pourrez recevoir de nouveaux programmes en "D2 Mac Paquet", la nouvelle norme européenne qui vous appor-

tera une image haute fidélité, des sons de qualité laser et des émissions dans toutes les langues.

Si vous voulez assister en direct au lancement de TDF1, rendez-vous au CNIT. Les industriels européens vous y feront gagner un voyage à Kourou pour 2 personnes et vous feront découvrir en avant-première votre univers audiovisuel de demain.

IMAGES ET SONS DU FUTUR, L'EUROPE ASSURE.

* BLAUPUNKT, BRANDT, GRUNDIG, OCEANIC, BATHE-CINEMA, PHILIPS, RADIOLA, SABA, SCHNEIDER, SONOLOR, TELEFUNKEN, THOMSON.

L'Eglise catholique et la procréation

La publication, le mardi 10 mars, par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, d'une instruction condamnant toutes les méthodes de procréation artificielle (dont nous avons publié de longs extraits dans le Monde du 11 mars), suscite un large débat dans les milieux catholiques et médicaux. Le profes-

seur Charles Lefèvre se fait l'écho des questions éthiques que soulève ce texte dans la rigueur du « désaveu » qu'il contient.

Quant au professeur Georges David il rappelle le drame humain que représente, pour les couples, la stérilité.

POINT DE VUE

La stérilité n'est pas une faute

par le professeur
Georges David

Président de la Fédération
des Centres d'étude
et de conservation
du sperme (CECOS).

On nous avait annoncé une prise de position dure du Vatican. Bien que prévenus, nous avons été surpris par l'ampleur et le caractère absolu des interdits et plus encore par la sécheresse de leur expression.

Nous ne pouvons subir ce jugement sans réagir, non pas tant parce que nous sommes directement visés en tant qu'acteurs médicaux mais beaucoup plus parce que nous nous devons de témoigner au nom de ces couples stériles dont le souffrance se trouve aujourd'hui ravivée.

Ce souci de nous appuyer sur une expérience humaine concrète nous fera nous limiter au problème de l'insémination artificielle. On sait qu'elle revêt deux formes : selon qu'elle est associée avec le sperme du mari et avec le sperme d'un donneur étranger ou couple.

L'une et l'autre avaient déjà, par le passé, fait l'objet d'interventions, en particulier du pape Pie XII ; mais, tout au moins en ce qui concerne l'insémination intra-conjugale, on avait, dans les vingt dernières années, assisté à une certaine évolution. Bien des théologiens en étaient arrivés à une attitude de bienveillante tolérance à son égard.

La déclaration actuelle revient à l'intolérance, avec l'argument que la conception ne peut être dissociée

de l'acte sexuel. Cette sévérité nous inquiète d'autant plus qu'une allusion péjorative est faite par ailleurs à la masturbation. N'est-ce pas dans cette voie jusqu'à rejeter alors l'analyse du sperme que nous sommes, pour être tolérants, cette pratique ? Choisir l'artifice fait craindre certains excès allant jusqu'à une sorte de respect de principe à l'égard de la stérilité jugée comme naturelle.

L'insémination artificielle avec sperme de donneur encourt un blâme encore plus sévère puisque à l'artifice technique s'ajoute l'artifice génétique avec rupture du lien de filiation. Elle est « contraire à l'unité du mariage, à la dignité des époux ».

Un environnement affectif riche

C'est cette condamnation sommaire qui appelle surtout notre témoignage, fondé sur une expérience concrète, celle de ces deux mille couples qui, en quinze ans, se sont adressés aux CECOS (Centres d'étude et de conservation du sperme). Si l'on veut parler de dignité, nous saurons dire d'emblée que c'est bien à eux que s'applique ce terme.

Quel courage il leur faut pour surmonter ce drame de la stérilité ! Quel amour les anime dans la recherche d'une grossesse dont ils se sentent tous deux pleinement responsables ! Car, ils ne distinguent de la moyenne des autres couples, mais par leur exemplarité : mariés pour 999 sur 1000 d'entre eux, en un temps où l'union libre se

généralise ; souhaitant au moins deux enfants, alors que les autres dépassent difficilement l'unité ; ne connaissant pas l'IVG (aucun cas sur près de 5 000 grossesses dans notre centre), alors que celle-ci est le lot d'une grossesse sur quatre dans la population générale.

Si l'on ajoute que chez eux le divorce est exceptionnel et que les différentes enquêtes que nous avons pu conduire ont révélé que leurs enfants étaient l'objet d'un environnement affectif particulièrement riche, admettons-on de nous entendre parler de la qualité humaine assez exceptionnelle de ces couples ? Entendons-nous, ce n'est pas la stérilité qui confère toutes ces qualités ; mais c'est elle qui sélectionne les couples ayant virtuellement les possibilités de se révéler dans cette épreuve.

Aujourd'hui il ne comprend pas cette faute dont on les accable sans avoir cherché à les connaître, à les rencontrer, à les comprendre. Ils sont désemparés par ce qu'ils ressentent comme une condamnation particulièrement injuste, assortie d'aucune pitié.

On parle beaucoup d'accompagnement des mourants : l'Eglise catholique peut se targuer de l'avoir toujours pratiqué. Mais sait-elle, comprendre-elle que la stérilité est un couple et que la mort est à l'individu et que, là aussi, il y aurait devoir d'accompagnement.

Si la condamnation du recours aux procréations médicalement assistées était dogmatiquement inévitable, n'aurait-elle pas pu, au moins, être empreinte de charité ?

Désaveu et liberté

par Charles Lefèvre

Prêtre
professeur d'éthique médicale
à l'Institut catholique de Lille.

La réflexion éthique actuelle englobe la reconnaissance d'un critère long-temps délaissé : l'acte en lui-même, ses conséquences, l'acte à ses fruits — formule évangélique, mais qui ne saurait suffire à tout. En matière de procréation assistée, plutôt que les principes, on examine les retombées pour l'enfant et pour le couple : leur vie de relation sera-t-elle aimante et vraie ?

Mais nous constatons aussi la réurgence de ce thème capital : un acte n'est pas bon parce qu'il a des conséquences bonnes, mais parce qu'il a des conséquences mauvaises. C'est pourquoi, si l'acte est mauvais, on défend, c'est en raison de son sens humain, auquel cette loi ne change rien. Elle n'a d'autre fonction que de le signaler. Voir ainsi au-delà de la loi pour en retrouver l'esprit, ce pourrait être une chance historique pour le dépassement d'un légalisme gravement défectueux et pour une éthique de la liberté.

C'est dans ce contexte que nous arrive l'instruction romaine sur le respect de la vie. Autant qu'à ses principes et déductions, on s'intéressera donc à ses conséquences pour les personnes en cause, et au sens humain de ses prescriptions. La philosophie n'est pas le seul à vouloir comprendre.

Point de mystère, certes, en ce qui regarde les locations d'utérus, les hybridations, le clonage, etc. : déjà, les périls avaient été dénoncés par des comités pluralistes. Quant à l'insémination artificielle avec donneur extérieur au couple, le texte de Rome n'a pas suivi les rigueurs, qui voient un adultère, mais on comprend les objections qu'il y fait.

La surprise vient du désaveu infligé même à la fécondation in vitro « homologue » (avec les gamètes des époux), et par là aux théologiens notaires et aux évêques, y compris Jean-Paul Ier, qui ont clairement approuvé. Car, c'est bien elle qui est « du point de vue moral » déclarée « en elle-même illicite », et pas seulement les manipulations d'embryons dont elle peut être l'occasion : avec beaucoup d'honnêteté, le texte romain renonce à l'argument de la « pente savonneuse », souvent manipulé de façon démagogique.

La raison du rejet n'est autre que la séparation entre l'acte sexuel et la fécondation, alors que les théologiens et les évêques cités plus haut, les résumés avec faveur par les Pères Moratti et de Dinechin, « voient dans la fécondation médicale par le sperme du mari, non pas le remplacement de l'acte sexuel, mais son accomplissement » (Le Dilemme, Ed. Centurion).

Ce désaveu constitue un nœud de questions qui en commande la compréhension, indispensable à la réception d'un document non inflexible. Et d'abord, quel rôle joue ici l'expérience du couple, notamment croyant, engagé dans ces pratiques ? Selon les témoignages que nous recueillons, ces couples éprouvés par la stérilité ne sont que davantage unis dans la conviction que l'enfant inespéré, étant moins « leur œuvre », est sa destinée propre : « Vos enfants ne sont pas vos enfants », dit un poète chrétien libanais, Khalil Gibran. Cet apport spirituel ne doit-il pas être versé au dossier ?

Une personne « en acte »

L'instruction romaine demande que l'esprit ouvre les yeux à l'intelligence de ses préceptes. Or l'Eglise déclare qu'elle n'a pas toujours sous la main (in promptu) la réponse à chaque question (Gaudium et Spes). Comment s'opère, dès lors, le passage entre les commandements de Dieu et le refus de séparer acte sexuel et fécondité ? Par une réfection de type philosophique qui veut ce que proposent les raisons avancées en faveur de ce refus : cet élément de liberté responsable ne peut-il être souligné ?

Le texte rappelle bien que le magistrat n'énonce pas d'affirmation de nature philosophique sur le statut de l'embryon, mais qu'il condamne toujours l'avortement. Si des chercheurs ont la certitude, bien fondée comme je le pense, que durant les deux premières semaines le pré-embryon ne saurait en aucun cas être un individu, et donc une personne « en acte », ne convient-il pas d'admettre que, pour des raisons strictement proportionnées, le traitement de ces pré-embryons peut assumer certains risques ?

L'expression qui qualifie la FIVETE (fécondation in vitro et transfert d'embryons) « en elle-même illicite » fait écho à la formule « intrin-

quement mauvaise » appliquée à la contraception, en raison précisément de la séparation entre fécondité et relation sexuelle. Deux questions surgissent ici : puisque, selon la morale classique, la finalité des actes leur est essentielle, peut-on assimiler la séparation qui sert à susciter la vie et celle qui la refuse ? Autre question : centrer ainsi l'attention sur l'acte, n'est-ce pas risquer de le détourner de valeurs plus fondamentales comme l'union du couple dans l'amour de son Créateur, liberté éveillée par la méditation de deux libertés.

En demandant l'approfondissement de ces questions, nous sentons perdre de vue les dérivés auxquelles peut prêter la procréation, assistée ou non. Sont-elles « néo-païennes », comme vient de nous le suggérer Mgr Lustiger dans son article au Monde du 10 mars ? Il se peut encore que, avec le texte romain et avec l'archevêque de Paris lui-même, nous nous soyons déviés de ne pas pratiquer d'« évangelisme » qu'y a-t-il de commun entre l'avortement, hélas ! de fortus sur commande au profit de l'industrie des contraceptifs, et la FIVETE, pratiquée avec les soignants au service de l'amour ?

Revenant au fait, ce qui me touche chez de jeunes couples, c'est un genre de modestie qui craint de ne pas pouvoir, peut-être, communiquer la vie heureuse qui accomplit leur descendance comme eux-mêmes. Mieux qu'à d'autres époques certainement, ils envisagent dans cette vie parentale, tissée de soucis autant que de joies, une forme éminente de dépassement dans la liberté. Même si le choix des moyens appelle la réflexion, voire une réelle conception. Celle qui devrait stimuler ce texte romain, digne et courageux, étonnamment peu soucieux d'obtenir l'adhésion convaincue de ses lecteurs.

Mme Barzach veut rencontrer les autorités religieuses. Ministre de la santé et de la famille, Mme Michèle Barzach a déclaré, dans une interview à Ouest-France, le 11 mars, qu'elle regrette que « l'Eglise n'ait pas sérieusement pris en compte les problèmes et qu'elle ait donné un avis global négatif sur des situations très diverses ». Redoutant que le document du Vatican ne crée « des difficultés, des crises de conscience aux couples et médecins catholiques », Mme Barzach indique qu'elle souhaite « réapprofondir ces questions avec les autorités religieuses ».

L'autorité parentale conjointe ne sera pas systématique

Pour les enfants naturels et les enfants de divorcés

« Aujourd'hui, un enfant sur deux a des parents qui sont, soit divorcés, soit mariés. J'ai donc voulu adapter le droit à ces nouvelles configurations parentales et faire en sorte que, quelle que soit la situation conjugale, père et mère, lorsqu'ils s'entendent, puissent exercer ensemble leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants ».

C'est par ces mots que M. Malhuret a présenté mercredi 11 mars à la presse son projet de loi sur l'autorité parentale conjointe, qui venait d'être approuvé par le conseil des ministres.

Le texte, qui doit être présenté aux députés lors de la prochaine session parlementaire, donne en effet la possibilité aux juges d'accorder aux couples qui le désirent, lors des divorces, l'autorité parentale conjointe. De même, il facilite les demandes des pères d'enfants naturels pour obtenir l'exercice de l'autorité parentale, conjointement avec la mère, quand celle-ci est d'accord.

Le projet ne satisfait cependant pas des associations de pères comme la Fédération des mouvements de la condition paternelle (FMCP) (1) ou le Mouvement pour l'égalité parentale (MEP) (2) qui militent en faveur de l'autorité parentale conjointe automatique, lors des divorces et pour les enfants naturels reconnus par les deux parents.

M. Malhuret s'est expliqué mercredi sur les raisons de son choix. « Je n'ai pas voulu remplacer un système par un autre. J'ai pré-

féré choisir entre les deux formules extrêmes que sont l'attribution automatique de l'autorité parentale à celui qui héberge l'enfant et l'exercice automatique de cette même autorité aux deux parents. Je laisse aux juges un espace de liberté, qui leur permettra de choisir la meilleure formule en fonction de la bonne volonté des parents ».

Un bulletin scolaire en deux exemplaires

Cette même approche se retrouve dans le texte qui réforme le code civil au sujet des enfants naturels. Celui-ci ne met pas en cause le principe de la primauté de la mère : même si des deux parents ont reconnu l'enfant, c'est toujours la mère qui bénéficie automatiquement de l'autorité parentale. En revanche, il suffit d'une simple déclaration conjointe des deux parents devant le juge des tutelles pour que cette autorité soit également accordée au père.

Si le fait de bénéficier de l'autorité parentale n'implique pas un droit d'hébergement — M. Malhuret estime en effet qu'il est préférable que l'enfant continue à posséder un lien de résidence privilégiée chez son père ou chez sa mère, — il permet en revanche aux deux parents de continuer à prendre part aux grandes décisions concernant la vie de leurs enfants. Par exemple, lorsque la loi sera approuvée, il sera obligatoire pour les établissements scolaires de transmettre aux deux parents les résultats scolaires des enfants. Et leur avis à tous deux sera demandé en cas de redoublement ou d'orientation.

Lors de conflits mineurs, il sera toujours possible aux parents (sans mariage ou divorce) d'en référer au juge des tutelles qui tranchera. En cas d'impossibilité totale d'entente, il faudra alors voir le juge aux affaires matrimoniales, qui pourra modifier la décision concernant l'attribution de l'autorité parentale.

L'enfant doit-il être consulté ? Le projet est muet sur ce point. Selon

Malhuret, il aurait été prématuré de légiférer à ce propos. « Trop de questions se posent encore. A partir de quel âge doit-on entendre l'enfant ? Celui-ci doit-il être représenté ? N'y aura-t-il pas des pressions, même inconscientes, des parents sur celui-ci ? N'aura-t-il pas l'impression de rejeter un parent au profit de l'autre ? » M. Malhuret préfère laisser le juge — comme il en a la possibilité actuellement — libre d'entendre l'enfant.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(1) FMCP, 144, avenue Daumesnil, 75012 Paris. Tél. : 43-41-45-18.

(2) Mouvement pour l'égalité parentale, 14, rue de Berny, 75008 Paris. Tél. : 43-57-77-07.

Plus d'un million

Il est difficile de dire avec précision combien d'enfants sont concernés par les mesures annoncées par M. Claude Malhuret. Selon le recensement de 1982, sur les 12 647 040 enfants de moins de seize ans, 533 500 appartiennent à des familles monoparentales (cibataires, séparés, veufs et divorcés). Sur ce nombre, le plus grande partie (412 500) sont des enfants de divorcés.

Les enfants de couples non mariés étaient 485 420. Mais ces chiffres sont inférieurs à la réalité car le nombre de naissances hors mariage a augmenté considérablement depuis 1982 : celles-ci représentent aujourd'hui près de 20 % des naissances alors que la proportion n'était que de 14,2 % en 1982. On estime aujourd'hui à 600 000 le nombre d'enfants de couples non mariés.

En conséquence, plus de 1 million d'enfants appartenant à l'une des deux catégories concernées par le projet de loi.

Le mouvement antimuciclaire renaît de ses cendres

Dernière retombée de Tchernobyl, la réactivation du mouvement antimuciclaire français. A l'initiative de Didier Anger et du comité Malville de Lyon vient de se créer le « Réseau pour un avenir sans nucléaire » (1) qui tiendra son assemblée constitutive à l'automne prochain. Selon ses promoteurs, cinq militants construits en « bureau provisoire », il s'agit de coordonner les comités locaux qui, sur le terrain, se mobilisent contre les centrales nucléaires (en projet ou en service), contre les sites de stockage de déchets radioactifs et contre les mines d'uranium.

La reconstitution de ce réseau intervient dix ans après la création de la CNAU (Coordination nationale antimuciclaire), directement issue de la « bataille de Creys-Malville », qui avait provoqué la mort d'un manifestant en 1977. Depuis 1981 et l'abandon de l'énergie par la gauche, les comités locaux de lutte antimuciclaire étaient pratiquement entrés en sommeil. Seuls le comité Malville, maintenant en activité par la lutte contre le surgénérateur Super phénix, et le comité du Cotentin animé par Didier Anger pour tenir Flamenville et la Hague sous haute surveillance, avaient réussi à ne pas mourir. Sans pour autant empêcher le surgénérateur d'entrer en service ni les agrandissements considérables entreprises actuellement à l'usine de La Hague.

L'électrochoc de Tchernobyl a brutalement secoué la torpeur — et la réactivation — des militants. L'entrée en service de Cattenom, à la frontière du Luxembourg et de la Sarre, et bientôt de Nogent-sur-Seine, en amont de Paris, a suscité de nouveaux comités de lutte, dont le très actif Stop-Nogent. C'est pourquoi l'anniversaire de Tchernobyl (26 avril), qui coïncide avec le lancement de l'Année européenne de l'environnement, va donner l'occasion aux comités locaux de se manifester sur les lieux. Le mouvement antimuciclaire venait ainsi d'être réactivé par un grand rassemblement européen à Paris, le 20 juin. Des dizaines de milliers d'écologistes, pacifistes, alternatifs sont attendus ce jour-là de toute l'Europe pour marquer leur volonté de « sortir du nucléaire ».

R. C.

(1) Siège provisoire : 90, rue Vergennes, 75015 Paris. Tél. : 45-81-28-21, (après-midi).

Manifestations d'étudiants contre les déclarations de M. Pandraud

« Si j'avais un père ministre... »

Des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes de province (notamment à Lyon, Lille, Rennes et Toulouse) pour protester contre les propos tenus, dans le Monde du 5 mars par M. Pandraud, ministre chargé de la sécurité, sur Malik Oussekine, l'étudiant qui avait trouvé la mort à la suite de charges policières, après une manifestation le 6 décembre dernier (1). Les étudiants ont symboliquement donné le nom de Malik Oussekine à une amphithéâtre à Rennes, à la faculté des lettres et de droit à Limoges. A Paris plus de deux mille étudiants ont défilé dans le quartier Latin.

Ce n'était pas les foules de décembre, et le cortège de deux mille cinq cents à trois mille étudiants était surtout composé des plus militants et des plus mobilisés. Mais ce rassemblement, organisé en deux jours, sans grand hébergement, a permis au comité national de liaison pour les Etats généraux de démontrer que l'indignation suscitée par les propos de M. Pandraud sur Malik Oussekine a été « immédiate et virale », comme le disait un manifestant.

En début d'après-midi, des étudiants et quelques lycéens s'étaient regroupés dans un paisible décor devant le 20, rue Monsieur-le-Prince, où Malik Oussekine a trouvé la mort. Sur la porte de l'immeuble, une large banderole sans ambiguïté : « Nous sommes des millions de Malik ». Preuve de l'improvisation ambiante : des responsables étudiants ou syndicaux et des personnalités politiques se croisent, au hasard des mouvements de foule. Par leur présence, MM. Laurent Fabius ou Roland Leroy, tout comme Huguette Déré, Isabelle Thomas ou David Assolène, manifestent une indignation que M. Maurice Duval, père d'un des étudiants blessés en décembre, exprime en quelques phrases : « L'envie, s'exclame-t-il, M. Pandraud a pris une leçon de dignité auprès de la famille Oussekine ».

Le PS dénonce M. Pandraud. — Le bureau exécutif du PS, réuni le mercredi 11 mars, a publié un communiqué dans lequel il s'élève contre les déclarations faites par M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, le mardi 10 mars, à propos des responsabilités de la gauche vis-à-vis du terrorisme en France (le Monde du 12 mars). Le bureau exécutif du PS affirme notamment : « Il y a quelques jours, M. Pandraud avait donné dans l'ignominie dans sa façon d'évoquer la mort de Malik Oussekine. Aujourd'hui, M. Pasqua choisit la calomnie pour s'en prendre aux socialistes (...) ».

Le cortège devait ensuite traverser le quartier Latin, en passant par les universités de Jussieu, Sorbonne et la Sorbonne en criant des slogans hostiles au ministre de l'Intérieur et au ministre chargé de la sécurité. « Pandraud, Pasqua, on n'oubliera pas Malik est mort assassiné ! », ou encore : « Exécutez Pandraud, pas les innocents ! ». Paraphrasant les déclarations de M. Pandraud, une pancarte proclamait, non sans humour : « Si j'avais un père ministre, je l'exécuterais de dire des conneries ».

Les quelques phrases incendiaires du ministre chargé de la sécurité auront-elles réussi à remobiliser les étudiants ? Ce serait beaucoup dire. Mais elles ont à l'évidence effleuré des jeunes qui risquent fort, dimanche prochain, de venir grossir les rangs de la manifestation organisée à Paris contre la réforme du code de la nationalité.

(1) Rappelons que M. Pandraud avait déclaré au Monde : « La mort d'un jeune homme est toujours regrettable, mais je suis père de famille, et si j'avais un fils sous dialyse je l'empêcherais de faire le con dans la nuit... ». Malik Oussekine est mort à 20 ans, après avoir été frappé par une charge de police. Il avait été arrêté à la suite de sa participation à la manifestation internationale contre le nucléaire. Ce n'était pas le héros des étudiants français qu'on a dit...

M. Pandraud : M. Barrot regrette... — M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS « regrette » la phrase, de M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, publiée par le Monde sur la famille de Malik Oussekine, mais il estime qu'il « ne faut pas en rajouter » ni « nourrir une polémique disproportionnée ». Le président de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée a souligné, mercredi 11 mars, que le CDS avait été « suffisamment clair sur les exigences du maintien de l'ordre. Nous regrettons la phrase de M. Pandraud, qui n'aurait pas qualifié de phrase d'humour ».

هكذا من الأصل

... La Monde • Vendredi 13 mars 1987 11

Pour une fois, c'est pas vilain de rapporter.



Ça devrait aller et ça va pas... Vous avez eu les yeux plus grands que le canapé... La couleur des stores vénitiens fait du mal à celle de la moquette... Le meuble de rangement dérange la chambre... Bon, c'est pas grave. Chez IKEA, on sait ce que c'est : tout le monde peut se tromper. Vous pouvez rapporter.

Si vous n'êtes pas emballé par votre canapé, vos stores, votre rangement, vous les remballiez dans leurs

emballages d'origine, vous n'oubliez pas les tickets de caisse... et retour à la case départ.

Chez IKEA, nous reprenons les choses avec le sourire. Et si nous vous demandons pourquoi ça ne va pas, c'est uniquement pour mieux vous aider à choisir autre chose.

Seule petite condition, il faut rapporter dans les quinze jours. Avouez que ça laisse le temps de réfléchir.

Et si nous ne pouvons vraiment pas reprendre les articles vendus "à la coupe," les ampoules, les plantes vertes et les "Bonnes Trouvailles," vous comprenez pourquoi.

Avec IKEA, vous avez le droit de vous tromper. Pour ne pas vous tromper.



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II : ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - MAR. 11-20 H - MER. JEU. VEN. 11-22 H - SAM. ET DIM. 10-20 H - FERME LE LUNDI ■ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA EVRY LISSES : ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. (1) 64.97.65.65 - LUN. MAR. MER. VEN. 11-20 H - JEU. 11-22 H - SAM. 10-20 H. DIM. 10-19 H ■ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA LYON : CTRE CIAL DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN TEL. 78.79.23.26 - **IKEA VITROLLES** : EN 115 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 ■ RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Patricia Highsmith, la reine noire

Dans l'Art du suspense — enfin publié en France — comme dans la conversation, Patricia Highsmith parle volontiers de sa manière de travailler. Et l'on découvre le charme clandestin d'une misanthrope légendaire.

C'EST dans un village « du bout de la route », appuyé à la montagne — non loin de Locarno, en Suisse — que Patricia Highsmith a écrit son « refuge ». Elle a quitté la France, où elle venait de passer quelque dix années, en 1982. Est-ce d'avoir lu ses livres, où derrière chaque description anodine se profile l'horreur, qu'on éprouve un curieux malaise en regardant au visage à l'entrée de ce patelin désert ? (« Les femmes sont à la maison : les hommes, des ouvriers du bâtiment pour la plupart, sont au travail », dira Patricia Highsmith.) Pas même une boutique où demander son chemin. Les deux seuls lieux publics, le bureau de poste et une trattoria, sont fermés. Peut-être est-ce plutôt la réputation de misanthrope féroce de Mme Highsmith qui avive l'inquiétude. On imagine la crainte de croiser enfin le regard d'une personne à l'imagination si singulièrement noire. Peu importe. Le trouble demeure, et il n'est pas question de rebrousser chemin.

La femme qui ouvre sa porte — une silhouette anguleuse, des mains puissantes — semble moins agacée qu'embarrassée par l'irruption d'inconnus dans sa solitude studieuse. Dès ses premiers mots, ses premiers gestes, s'installe le charme secret de sa timidité et de son inconfort. Patricia Highsmith a une curieuse manière d'occuper l'espace de la pièce principale de la maison — volontairement modeste, — comme pour s'habituer à l'intrus avant de lui faire face, avec des yeux si noirs qu'on n'en distingue pas les pupilles. Son regard ne trahit rien de ses sentiments propres, ni de son impression sur le visiteur : il semble l'illustration exacte du mot *impénétrable*, comme l'œil du chat siamois

allongé derrière elle... Mais, évidemment, pour déjouer le cliché, Patricia Highsmith a aussi une jeune chatte rousse et espiègle, qui n'a rien d'un sphinx.

La légende la dit quasi mutique ; pourtant elle parle volontiers, dans un bel anglais, riche, rigoureux, ferme, structuré, comme la langue de ses quelques trente livres. A ce propos, s'il est encore des gens pour penser que Patricia Highsmith est, certes, un « maître » du suspense, mais pas nécessairement un grand écrivain, il est temps pour eux d'en finir avec ce poncif, notamment en lisant le *Journal d'Edith*, vingt ans de la vie d'une Américaine ordinaire, sa décomposition aussi irrémédiable que lente et quotidienne, avec pour rempart désolé un journal intime imaginaire.

Elle a choisi l'Europe

Dans sa conversation, Patricia Highsmith garde intacts son sens du récit, son plaisir à manier le langage, en excluant de celui-ci les mots parasites, les balbutiements, les répétitions, en y glissant un humour furtif, pour expliquer, entre autres, comment, Américaine née au Texas en 1921, elle a choisi l'Europe et un certain nomadisme — Grèce, Italie, Angleterre, France, Suisse, — après vingt-cinq années passées à New-York (de six à trente et un ans) et un détour par la Pennsylvanie : « Je préfère Londres et Paris à New-York, bien que je n'aime pas particulièrement les villes. Surtout, je préfère les Européens. Mais j'ai aussi des amis à New-York. Je dirais quatre. Et puis, Venise, c'est tout de même une chose que Dallas, Texas, non ? »



Le Texas, où elle était à l'automne dernier, dans sa famille, lui offre toutefois les grands espaces qu'elle affectionne, alors qu'en Suisse « on a toutes les peines du monde à acheter un lopin, particulièrement lorsqu'on est étranger ». « Je n'ai, cependant, aucun désir de retourner vivre là-bas. Je crois que je m'y ennuyerais un peu », dit-elle tranquillement, du fond de sa montagne... « C'est une question de valeurs. On n'imagine pas les Européens élitistes M. Reagan. Ici, tout le monde s'intéresse à la vie politique et économique. On raisonne. On élit des hommes d'Etat. M. Reagan, c'est le triomphe de la télévision. La télévision, Patricia Highsmith refuse d'y paraître, ne la regarde pas — elle ne possède pas de récepteur — et ne consent qu'un commentaire lapidaire : « C'est l'univers du lieu commun ».

Pendant que la majorité de ses contemporains, Européens comme Américains, barbotent dans le stéréotype, elle a fait le choix périlleux de vivre en ermite, pour travailler : « Il n'est pas facile d'être attentif ou réceptif à son propre inconscient lorsqu'on se trouve au milieu d'une assemblée de gens, ou même en compa-

gnie d'une seule personne, écrite dans l'Art du suspense. Il arrive parfois que les personnes qui nous attirent le plus, ou dont nous sommes amoureux, agissent avec autant d'efficacité que des isolats en caoutchouc sur l'étrémité de l'imagination ».

Alors, Patricia Highsmith reste seule, avec ses cahiers « pour noter des idées, des émotions », et sa machine à écrire, « une Olympia mécanique, vieille de trente et un ans. J'y tiens beaucoup. Il faut s'en occuper, nettoyer les caractères. J'ai aussi une Olympia de luxe... c'est le nom ridicule d'une machine électrique qui ne me convient pas ». « Monsieur Ripley, je l'ai rédigé dans une cuisine, précise-t-elle, mais, désormais, j'obéis à des sortes de rites : je préfère avoir un bureau avec une fenêtre à laquelle je ne fais pas face. En effet, sa table de travail est tournée vers un mur aveugle, et c'est un établi qui se trouve devant la fenêtre. « Eventuellement, j'y répare tel ou tel objet. A ma machine, j'écris le plus souvent possible, tard dans la nuit ».

JOËYANE SAVIGNEAUX
(Lire la suite page 18.)

Louis Scutenaire, le misanthrope bienveillant

Une visite, à Bruxelles, chez l'auteur de *Mes inscriptions*. La magie se trouvait au rendez-vous.

C'EST jour d'hiver, à Bruxelles, la lumière était trop triomphale pour ne pas sembler indue, volée à quelque receleur d'infini. Aller au musée pour voir des toiles de Fernand Khnopff, avant de rencontrer Louis Scutenaire, c'était déjà se mettre en condition, comme on le dit des sportifs. Condition physique, condition morale ou poétique : les deux se rejoignent. Regarder ces mêmes toiles dans un musée déserté, sauf par une bande d'écoliers, c'était provoquer ou convoquer la magie. Elle est venue devant (et dans) un tableau représentant des femmes en robes longues, avec des raquettes de tennis. Toutes, sauf une, portent des chapeaux. Elles filent à travers la campagne, s'arrêtant pour deviser, héroïnes fugaces d'un rêve très tranquille.

Ensuite, vous ferez visite à Louis Scutenaire, rue de la Luzerne. Irène Hamoir, sa femme, vous accueillera en vous disant : « Ne marchez pas sur mon Magritte... » (1). Vous baiserez les yeux, et vous verrez un tapis dont le motif fut dessiné par le peintre. Des tableaux de Magritte, il s'en trouve partout sur les murs, et de toutes les époques. Une toile de la période « vache » montre un homme avec un canon de fusil à la place du nez, et un troisième œil dans le chapeau. « C'est un portrait présumé de Jean Paulhan », précise Irène Hamoir. Elle fait comprendre la signification du mot *pénulance* : la profusion de vie. Elle explique, aussi, que « Scut » a appelé les *Grandes Espérances* des arbres dans le bleu de la nuit. Irène et « Scut » ont appartenu à la constellation surréaliste. C'est pourquoi leur maison donne le sentiment qu'elle abrite la conspiration de quelques beaux fantômes.

Né en 1905, Louis Scutenaire, ce grand vieil homme tout maigre, au crâne lisse, a quelques choses des anciens philosophes chinois. Ses quatre volumes de *Mes inscriptions* — des « notes quotidiennes », des maximes, des boutades (2) — avouent d'ailleurs une lointaine parenté avec les œuvres de Lao-tseu et de Lie-tseu. Récemment, Scutenaire a fait paraître un court recueil de pensées, intitulé *Ab hoc et ab hac*, tandis que la revue *Plein Chant* lui consacrait un numéro spécial,

réunissant notamment des textes de Noël Arnaud, André Thirion, Frédéric Dard, René Magritte, René Char, Marcel Mariën (3), Bernard Noël, et « Scut » lui-même.

Mille paradoxes

« Moi qui aimais tant la solitude, je ne la supporte plus, mais je tolère encore moins la foule », écrit-il dans *Ab hoc et ab hac*. Déjà, dans *Mes inscriptions*, il notait : « Je pense trop de mal des gens pour en méditer ». Cela tranche avec le jésuitisme de ces nombreux « amis de l'homme » qui font du dénigrement leur sport favori, tant ils sont désireux de briller devant leurs auditeurs. S'il ne s'abuse guère sur l'humanité en général, Scutenaire ne jette le discrédit sur aucune personne en particulier, et il se montre d'une extrême bienveillance avec ses visiteurs. C'est le paradoxe des misanthropes : très souvent, ils sont remplis de prévenances pour les gens qu'ils rencontrent.

Scutenaire a mille autres paradoxes dans son bagage : il en pratique l'art avec une sorte de jubilation qui se transmet à son lecteur. Ainsi écrit-il : « J'ai trop d'ambition pour en avoir », ou encore : « Mieux que personne, je sais l'éclat de mes faiblesses et la grisaille de mes vertus ». Ennemi de l'idée même d'orthodoxie, cet homme qui affirme « se désintéresser passionnément de tout » nargue volontiers les discours établis, en jouant sur les mots comme il miserait à la roulette. Il dépeint « la condition humaine » comme « l'amer à boire », et nous conseille de « regarder la réalité en face ». L'humour reste la meilleure arme quand le monde nous fatigue.

FRANÇOIS BOTT.

(Lire la suite page 19.)

(1) Sous le nom d'Irène, Irène Hamoir a publié un recueil de poèmes, *Cornes de brume*, éd. Ixy Brachot et Tom Gutt, Bruxelles, 1976.

(2) Les quatre volumes de *Mes inscriptions* ont paru chez Gallimard (1945), chez Ixy Brachot et Tom Gutt (1976), aux éditions Brass (Bruxelles, 1981), et aux éditions du Pré-aux-Clercs (1984).

(3) En 1986, Marcel Mariën a publié ce qu'il appelle des *Contreverses*, sous le titre *Le Lièvre à cinq pattes*. Les *Œuvres complètes*, Bruxelles. — Signalons aussi l'étude récente de François Tonsaint : *Le Surréalisme belge*, éd. Labor, Bruxelles, 136 p., 24 F.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

« QUI ÊTES-VOUS ? »

André Gide, par Eric Marty ; Nathalie Sarraute, par Simone Benmussa

Expliquez-moi tout !

NOTRE époque de commentaires à tout va donne envie de parodier Gide dans le *Traité du Narcisse* : les livres, d'abord, suffisaient, le public y trouvait plaisir et profit, quitte à ne pas tout comprendre ; puis des intermédiaires, par souci de se faire aimer à la place des créateurs, de se rendre utiles, ou de partager sincèrement savoir et savoir, ont voulu tout expliquer...

On ne va pas contre un mouvement pareil, surtout quand, soi-même, on y contribue. Le fait est que, artificiellement ou non, par nécessité scolaire ou pas, les lecteurs de cette fin de siècle souhaitent de plus en plus d'explications autour des écrivains, et que les éditeurs satisfont cette demande de mieux en mieux. Dernières réponses en date : les « Qui Êtes-vous ? » dans lesquels les éditions de La Manufacture mêlent, à des essais d'interprétation et d'introduction, des entretiens, si possible inédits. Après une vingtaine de titres, dont *Giono, Yourcenar, Robbe-Grillet, Paulhan, Foucault, Guez de Balzac*, voici un Gide et un Nathalie Sarraute particulièrement réussis.

GIDE ne voyait pas l'utilité de truchements pour éclaircir son œuvre, qu'il trouvait, avec raison, peu opaque, et, du temps où il produisait, avant la télévision et même la radio, on respectait une telle volonté de discrétion ; mais ce respect s'est perdu peu avant sa mort. C'est deux ans plus tôt exactement, en 1949, que Jean Amrouche a enregistré les

heures d'entretien qui, en même temps que ceux de Robert Mallet avec Claudel et Léautaud, ont fait date. De ces paroles, il n'existait, à ma connaissance, que des extraits sur disque. L'Institut de l'audiovisuel a permis leur transcription. Le responsable du présent livre, Eric Marty, déjà auteur d'un bel essai sur le *Journal* (*l'écriture du jour*, Seuil, 1986), a mis au point et « nettoyé » un document qui se ressentait des défaillances de mémoire de Gide — c'était l'année de ses quatre-vingts ans, — et de la tendance d'Amrouche à monopoliser le micro, à souffler les réponses, à les induire.

VOICI donc familièrement confirmé, entre autres regards récapitulatifs sur soi, que Gide n'a jamais beaucoup aimé ses *Cahiers d'André Walter* ; que *Paludes*, ce chef-d'œuvre de sous-entendus et cette mine de significations à venir, fut écrit sans autre conscience des enjeux qu'ironique ; que la *Porte étroite* fut un échec, malgré le malentendu sur son contenu éditant ; que l'auteur du *Voyage au Congo* et du *Retour d'URSS* fut le premier surpris de se retrouver un écrivain engagé, avant même que l'expression eût cours. L'explication de cette véritable innovation en matière d'éthique politique, peut-être faut-il la chercher du côté de l'*esprit d'insubordination* que le Prix Nobel de 1947 évoqua lui-même, dans son remerciement, resté inédit, aux jurés de Stockholm...

(Lire la suite page 15.)

DOMINIQUE SCHNEIDRE

ATTEINTE A LA MÉMOIRE DES MORTS

roman

ROBERT LAFFONT

LA VIE LITTÉRAIRE

Maria Jolas :

1893-1987

Il est des êtres qui, une fois rencontrés, ne vous quittent plus, jusqu'à votre mort ou à la leur. Telle fut Maria Jolas, qui vient de disparaître. Maria, née le 12 janvier 1893, à Louisville (Kentucky), était d'origine sudiste, appartenait à une longue lignée — elle était l'arrière-petite-nièce du président Thomas Jefferson, — et naturellement, on se souvenait, dans sa famille, d'avoir eu des esclaves. Mais en 1918, la voilà qui part à l'aventure, pour apprendre la langue, en Europe et tout particulièrement à Paris. Elle était, en fait, la dernière survivante de cette grande et célèbre génération des Américains de Paris. Elle y rencontre l'amour en la personne d'Eugène Jolas. Le couple devait louer une maison dans un village inconnu de Champagne; ils y vécurent jusqu'au jour où ils apprirent que la maison était vendue à un officier. Le village était Colombey-les-Deux-Églises et la maison était La Boissière...

C'était aussi l'époque d'une grande et féconde activité intellectuelle. Les Jolas fondèrent *Transition*, une revue internationale qui fit communiquer entre elles les cultures américaine, anglaise, allemande et française. La revue publia notamment, de James Joyce, un « travail en cours » (*Work in Progress*), qui, en 1940, prit le nom définitif de *Finnegans Wake*. Mais les amis du couple s'appellent aussi André Masson, Henri Matisse et tant d'autres.

Les Jolas, en 1941, regagnent les États-Unis, mais la France les a marqués à jamais. Ils rencontrent les intellectuels émigrés, André Breton par exemple, et Maria fonde, à New-York, la cantine La Marseillaise destinée aux marins de la France libre.

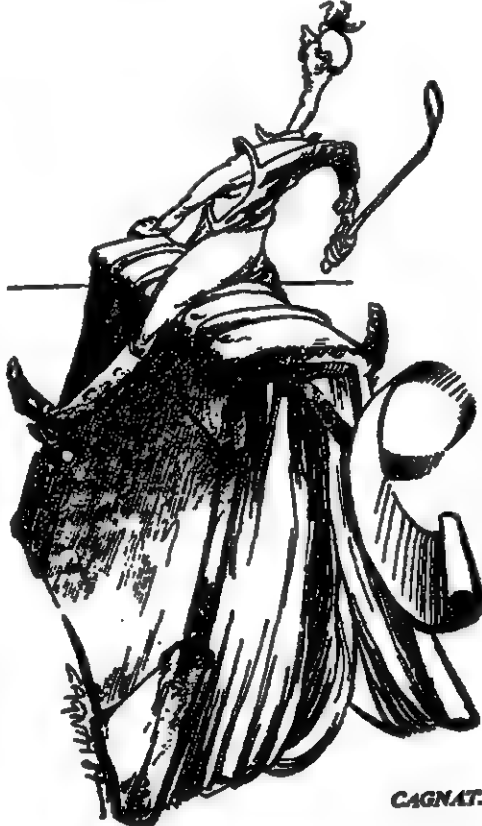
À la fin de la guerre, les Jolas reviennent en France, à Paris. Eugène mourra en 1952, Maria sera désormais essentiellement une tra-

ductrice. Ceux qu'elle a traduits : Gaston Bachelard, Nathalie Sarraute, plus que tout autre écrivain, et l'auteur de ces lignes ont su tout ce qu'ils lui devaient : précision, acharnement à trouver l'expression exacte, goût d'une langue diversifiée. La poétisation vint sur le tard, avec la guerre du Vietnam.

Hélas, Nixon, Maria n'en demeura pas moins une patriote américaine, ayant une « certaine idée » de l'Amérique. Tous les opposants américains à la guerre et tous les Vietnamiens de Paris délaient chez elle. Après la guerre, elle échappa rapidement à certaines illusions et anima notamment avec Jean Lacouture un bulletin d'informations sur les crimes commis au Cambodge.

Presque jusqu'au bout, elle manifeste une énergie proprement indomptable, commençant à rédiger des *Mémoires*, continuant longtemps à traduire des livres et des textes français. La France mit longtemps à reconnaître sa dette. De passage à New-York, son successeur à Colombey, de Gaulle, refusa de visiter la cantine La Marseillaise. Il fut question, un moment, que cette militante se vit retirer sa carte de séjour. Au printemps dernier, l'actuel président de la République répara ces injustices en la nommant chevalier de la Légion d'honneur. Maria Jolas préférait certainement l'honneur aux honneurs, mais, dans le détroit de ses derniers mois, ce fut sans doute sa dernière joie.

PIERRE VIDAL-NAQUET.



CAGNIAT.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ANTHOLOGIE

● Monique Housain et Elisabeth Marsault-Lot : *Écrits de femmes. C'est l'écho des textes en nous qui a déterminé notre choix*, avertissement les auteurs de cette anthologie. De Sappho, « figure archétypale », à Marguerite Duras, en passant par Lucie Delarue-Mardrus, quelques fragments de ces « échos ». Relié. (Messidor, 240 p., 115 F.)

BIOGRAPHIES

● Charles-Armand Klein : *Denis Papin, illustre savant blaisois*. Protestant à une époque où il n'était guère confortable de l'être, Denis Papin (1647-1714) ne s'intéressa pas seulement à la puissance de la vapeur : Charles-Armand Klein fait parler celui qui fut également médecin et qui se spécialisa dans les problèmes de digestion et de respiration (CLD, 42, av. des Platanes, 37170 Chambray, 158 p., 98 F.)

● Sylvie Liné : *Tagore pèlerin de la lumière*. Prix Nobel de littérature en 1913 et chantre de l'harmonie universelle, écrivain prolifique peu traduit en français et un peu oublié, Rabindranath Tagore tenta de réconcilier l'esprit occidental et l'esprit oriental. Sylvie Liné raconte la vie de ce pèlerin infatigable (Le Rocher, 316 p., 120 F.)

CORRESPONDANCE

● Henry de Montherlant : *Lettres à Michel de Saint-Pierre*. Présentées avec chaleur par leur destinataire, ces lettres de Montherlant couvrent la période allant de l'après-guerre jusqu'au jour de son suicide, le 21 septembre 1972. Sans modifier fondamentalement l'image d'un Montherlant hautain et épris des « vertus de caractère », cette correspondance témoigne de sa fidélité en amitié. (Albin Michel, 200 p., 98 F.)

DROIT

● Roland Dumas : *La Propriété littéraire et artistique*. La loi du 11 mars 1957, s'appuyant fermement sur la notion de droit moral de « l'auteur d'une œuvre de l'esprit », constitue la première ouverture de ce domaine du droit français aux nouvelles techniques de communication. Ce « Thémis », signé par un spécialiste, est une bonne manière de fêter les trente ans de la loi. (PUF, 446 p., 149 F.)

HISTOIRE

● Daniel Vidal : *Miracles et convulsions jansénistes au XVIII^e siècle*. Le mal et sa connaissance.

Une approche des phénomènes les plus spectaculaires qui ont marqué, au dix-huitième siècle, la fin du jansénisme. Selon D. Vidal, « prenant chemins d'humiliations, les convulsions définissent un territoire où il n'est de sujet qu'habité de son abjection, de rapport social qu'assigné à son meurtre, de politique, enfin, où ne gèle un cadavre ». (PUF, 400 p., 210 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● Wassily Kandinsky : *Klänge*. Ce recueil de poèmes en prose a été publié en 1912 à Munich dans une édition de luxe, illustrée de gravures de l'auteur. Quelque part entre Michaux et dada, le théoricien de l'art abstrait a composé de brèves et curieuses fictions, traduites ici pour la première fois en français par Jean-Christophe Bailly et Inge Hanneforth. Édition bilingue. (Christian Bourgois, 128 p., 60 F.)

NOUVELLES

● Jean Cayrol : *Des nuits plus blanches que nature*. Quelques très courtes nouvelles, des personnages un instant distraits de leur vie quotidienne et banales, esquissés en quelques traits efficaces et rapides. Membre de l'Académie Goncourt, Jean Cayrol est l'auteur de nombreux romans et poèmes. (Seuil, 178 p., 75 F.)

POÉSIE

● Max Lonsau : *Florence portée aux nues*. *Florence des humeurs dévoties, des égarlements de pierres sévères, d'écailles d'essences poètes à gravité d'émotions, de masses d'injonction/haut nourries, pour imposer au temps*. Poète, spécialiste de Dubuffet, Max Lonsau a dédié son hommage à Florence dans le premier volume publié, avec beaucoup de soins, par un nouvel éditeur, au nom précieux. (L'Astrée, 5, rue du 29-Juillet, 75001 Paris, 102 p., 70 F.)

SOUVENIRS

● Edouard Bled, avec la collaboration d'Odette Bled : *J'avais un an en 1900*. Entre Saint-Maur et Paris, entre le III^e et le IV^e République, les souvenirs du très célèbre M. Bled, auteur du *Cours d'orthographe* à l'usage des cours moyens et des classes de fin d'études qui s, si l'on peut dire, berce l'enfance de nombreux Français. (Payot, 338 p., 89 F.)

Les Brésiliens arrivent...

« LES belles étrangères... » Sous ce titre, à combien séduisant ! — le Centre national des lettres et la direction du livre lancent une opération de longue haleine afin de permettre au public français de se familiariser avec les littératures venues d'ailleurs. « Les « belles étrangères » que nous voulons vous faire découvrir, ce sont ces littératures qu'il est inadmissible de dire « mineures », alors que, tout simplement, tous ceux qui les aiment n'ont pas encore réussi à nous les faire connaître », a expliqué M. Jean Gattegno.

La première série de ces rencontres avec des écrivains étrangers sera consacrée au Brésil : plus de quinze romanciers et poètes brésiliens sont invités à

Paris du 18 au 25 mars, à l'occasion du Salon du livre. Notamment : Jorge Amado et Zélie Gattai, Antonio Callado, José Cândido de Carvalho, Raduan Nassar, José Rubem Fonseca, Lygia Fagundes Telles, Antonio Olinto, le poète João Cabral de Melo Neto.

Des débats et des lectures auront lieu au Salon du livre, au Centre Pompidou, à la Sorbonne, à la FNAC-Montparnasse. Un hommage sera rendu à Jorge Amado, Carlos Drummond de Andrade et Gilberto Freyre (vendredi 20 mars, à 18 heures, Maison de l'Amérique latine).

D'autres rencontres sont d'ores et déjà prévues : RDA (juin), Chine, Danemark, Espagne,

...et les Russes aussi

À l'initiative de l'Association France-URSS et de l'Union des écrivains de l'URSS, une rencontre avec des écrivains soviétiques aura lieu à Paris, les 26 et 27 mars. Vingt-six écrivains viendront spécialement à cette occasion, choisis essentiellement parmi les « espoirs » — encore inconnus à l'étranger — qui se sont fait remarquer ces dernières

années, notamment Vladimir Goussév (né en 1937 à Voronej) dont un livre, *Au vent brûlant du sud*, paraît en mai chez Grasset, la Géorgienne Otar Tchikadze et aussi, plus célèbre, le poète-chanteur-romancier Boulout Okoudjva.

Les écrivains soviétiques visiteront le Salon du livre le 25 mars. — N.Z.

Inventaire idéologique

Pour Raymond Aron, les idéologies « ne tombent pas directement sous l'alternative du vrai et du faux, elles n'appartiennent pas non plus à l'ordre des couleurs ». C'est dire combien la notion d'idéologie reste relative, incertaine, riche d'un grand nombre de définitions, plus contradictoires que convergentes.

Idéologies : le grand chambardement, tel est le titre du volumineux dossier publié dans le numéro spécial (mars, 32 F.) du *Magazine littéraire*. Politiquement, scientifiquement, culturellement, les idéologies, avouées ou honteuses, s'agitent, travaillent... Sur une certaine de pages, les nombreuses contributions tentent de dresser un inventaire, actuel et rétrospectif, des idées qui sont ou qui furent en cours ou en vogue : marxisme, pacifisme, racisme, SIDA (bien sûr), nucléaire, religion, psychanalyse, culte du moi, intelligence artificielle...

Pour Dominique A. Gironi, qui a préparé ce numéro, « les idéologies ne sont pas mortes (...), elles sont seulement transformées. C'est au constat de leur survie, comme à celui de leurs variations, que s'est écrit ce dossier ». Mais pourquoi avoir conclu ce qui peut apparaître comme un constat de vitalité et de

diversité des idées par une liste limitative — et fatalement contestable — des vingt idéologies d'aujourd'hui ?

P. Ka.

La mémoire

d'une aventure

Pour des raisons psychologiques assez évidentes, les Français d'aujourd'hui ont oublié leur histoire coloniale. Pour les uns, la perte de l'empire est la marque d'une inextinguible décadence, pour les autres la colonisation est une sorte de péché de notre histoire ; pour les uns et les autres, il convient donc de rayer ces deux siècles d'aventure coloniale française de la mémoire.

C'est contre cette ignorance volontaire d'où peuvent naître tous les préjugés et tous les dogmatismes, toutes les erreurs aussi sur ce que doit et peut être la France d'aujourd'hui qu'a décidé de réagir Bernard Lauzanne en créant chez Denoël une nouvelle collection : « L'aventure coloniale de la France ».

Deux volets à cette entreprise. D'une part une *Histoire de l'empire français* en quatre volumes : le premier qui vient de paraître — signé par Jean Martin — traite de l'Empire

renaissant (1789-1871) ; suivront, à raison de deux volumes par an, l'Empire triomphant, par Gilbert Comte, l'Empire écartelé (1936-1945), par Paul-Marie de la Gorce, enfin l'Empire embrassé (1946-1962), par Jean Planchais. Parallèlement à cette histoire chronologique, paraîtront un certain nombre d'ouvrages, sous l'étiquette de « Destinées croisées », et qui porteront sur des aspects plus particuliers des relations de la France et de son « empire ». Déjà présents en librairie, les ouvrages de Jean-Pierre Biondi (*Saint-Louis du Sénégal, les Mémoires d'un métissage*) et d'Armand Piccola (*Missionnaires en Afrique*) seront suivis de livres signés d'Henri Brunschwig, de Jean Lacouture, de Maurice Denzère, de Philippe de Villers et de bien d'autres encore, parmi lesquels Bernard Lauzanne espère de nombreux écrivains et historiens nés dans les anciennes colonies françaises.

Tant il est vrai que l'ancien directeur de la rédaction du *Monde* veut que sa collection reflète tous les aspects de ce qui lui paraît l'essentiel de l'aventure coloniale : l'histoire d'une rencontre de civilisations.

P. L.

La mort

de Youssef Al Khal

Le poète libanais Youssef Al Khal, figure marquante de la poésie arabe moderne et fondateur, dans les années 60, de la revue *Al-Chir*, la plus importante du monde arabe dans ce domaine, est mort le lundi 9 mars, à Beyrouth, à l'âge de soixante-dix ans.

Surnommé le « patriarche de la modernité », Youssef Al Khal, auteur de plusieurs ouvrages poétiques, avait joué un rôle essentiel dans la propagation de la poésie moderne en traduisant notamment en arabe l'œuvre de T.S. Eliot, Ezra Pound, Walt Whitman et Robert Frost.

Il avait réussi à rassembler dans sa revue d'avant-garde des poètes arabes qui comptent aujourd'hui parmi les plus célèbres ; en particulier Badr Chaker Al Sayyeb (Irak), Adonis (Syrie), Khalil Haoui et Fouad Rifqa (Liban).

EN BREF

● LE 7^e SALON DU LIVRE — C'est jeudi 19 mars à 10 heures que s'ouvrira, au Grand Palais, le septième Salon du livre (il fermera ses portes le 25 mars au soir). Mille deux cents éditeurs se partageront chez eux cent stands répartis sur les 15 000 m² du Salon. Un espace « Écrivain et transécriture », qui regroupera cent cinquante éditeurs venus de vingt-deux pays, et deux librairies thématiques — jeunesse et gastro — proposeront un vaste choix de livres aux quel-ques 180 000 visiteurs attendus cette année.

● LE TRENTIÈME PRIX MAX JACOB DE POÉSIE a été attribué à Jean-Michel Maulpoix pour son recueil *Ne cherchez plus mon cœur*, paru chez POL (« le Monde des livres » du 16 janvier). Le jury était présidé par le compositeur Henri Sauguet.

● LE POÈTE ARGENTIN Julio Hnasí, de son vrai nom Julio Cesar, s'est suicidé mardi 10 mars d'un coup de revolver, à son domicile de Buenos-Aires. Il était âgé de cinquante et un ans. Saboté par son compatriote Julio Cortázar comme « l'un des poètes les plus expérimentés de la poésie hispano-américaine », Julio Hnasí avait publié cinq recueils de poèmes, dont *Los Inacabados* passe pour être le meilleur. Matriz mia est sa dernière œuvre écrite durant son séjour en Espagne de 1976 à 1983. Hnasí a travaillé comme journaliste au Chili, à Madrid et à Buenos-Aires pour le compte des agences de presse cubaine Prensa Latina et espagnole EFE. — (AFP.)

● LE JURY DU PRIX PAUL LÉAUTAUD, présidé par la société Primazet, a annoncé, par la voix de Jacques Petitjean, que le montant du prix serait porté désormais à 80 000 F. La remise du deuxième prix Léautaud aura lieu en octobre.

● PRIX RITZ-PARIS-HEMINGWAY 1987. Ce dernier sera proclamé le 6 avril à l'Hotel Ritz. Peter Taylor, Margaret Atwood et Peter Handke sont les trois noms sélectionnés.

Une étude dure et têtue comme les faits pour comprendre le devenir des États-Unis. Un ouvrage indispensable pour analyser la nature et le développement de l'État américain.

LES ÉTATS-UNIS À L'HOMME DE LA TROISIÈME RÉVOLUTION

presses universitaires de nancy

RENE MAJOR

De l'élection

Freud face aux idéologies allemande et soviétique

Freud fait son grand retour dans la pensée de notre siècle. Après la lecture attentive de son œuvre on y découvre une pensée humaine de la Société. C'est une véritable interprétation de l'humanité soviétique et une interprétation de l'humanité humaine.

Aubier

كتاب الازهر

● ROMANS HISTORIQUES

Blandine et Marc Aurèle

Les « démêlés » du christianisme et de la Rome antique, sous la plume limpide de François Fontaine.

EN 177 après Jésus-Christ, une quarantaine de chrétiens de Lyon furent martyrisés. Parmi eux, se trouvait une esclave, Blandine, dont l'Eglise catholique allait faire une de ses saintes les plus populaires — peut-être la plus célèbre. Le responsable de cette persécution s'appelait Marc Aurèle, l'empereur stoïcien, un parangon de modération.

François Fontaine, à qui l'on doit de nombreuses et brillantes incursions dans la Rome impériale (1), s'est interrogé sur cette double énigme. Quelles furent les raisons de cette répression ? Quels intérêts se sont donc conjugués pour faire du supplice d'une petite phrygienne sans importance un des épisodes les plus frappants de la Légende dorée ?

Mais ce livre-ci n'est pas une étude, c'est un vrai roman politico-policier, avec des personnages plus denses que dans bien des fictions. Tout commence avec l'arrivée d'Alcibiade, un très beau Phrygien, qui se rend chez son ami Attale, le banquier des Nautas de Lyon. Il méprise ses compagnons de voyage vaurés dans la plaine. C'est un adepte de la secte chrétienne de Montan, un mystique, épris de pureté et de martyre, soucieux d'ascèse et d'autopunition. Attale, lui, est un homme d'affaires qui voit avec angoisse son crédit se restreindre du fait de ses convictions, et qui s'apprête à ne pas être réintégré à la tête de sa corporation. Un personnage sympathique, devenu

chrétien parce qu'il aspire à davantage de charité et de justice.

Pour Alcibiade, il s'agit plutôt de « chercher la bagarre, comme faisait le Christ », jusqu'à la mort. Ce n'est pas le point de vue du chef reconnu, Irénée, le seul qui s'en sortira et sera néanmoins sanctifié. Parmi les chrétiens, il y a encore la Mère, et son esclave, au franc-parler, olive séchée de Smyrne, avec son accent phrygien. Blandine, dont il n'est presque jamais question, puisqu'il s'agit de la remettre à sa place, une toute petite place de petite personne furtive, simplement dévouée, qui tint, mieux que d'autres, tête aux bourreaux, mais le fit sans bruit, sans histoire. Une sainte du genre de Thérèse.

La montée de la Bête

En face, il y a la secte rivale de celle d'Irénée et d'Attale, le groupe de Marcos, qui pratique les orgies sacrées et les envoûtements douteux. Ses adeptes sont-ils si éloignés de tous ceux que fascine le culte païen de Cybèle ? Les tenants de Cybèle sont, en tout cas, les plus farouches ennemis des chrétiens ; ils agissent comme une sorte de milice parallèle au pouvoir romain, le poussant à davantage de répression, suscitant les incidents qui déclenchent le drame de 177.

François Fontaine excelle à mettre en scène la montée des tensions, à décrire tout en analy-

sant. A travers les difficultés d'Attale, il explique la dégradation des finances de l'Etat, le budget en déficit, le poids que Rome fait peser sur les autres parties de l'Empire, les charges militaires écrasantes. On comprend bientôt que ce que les chrétiens appellent la montée de la Bête, cette mise en quarantaine d'une communauté solitaire, relativement prospère, s'apparente avant tout à une pensée raciste canalisée, favorisée par l'Etat romain.

C'est d'autant plus passionnant que François Fontaine, s'il prend le temps de montrer les complexités des groupes de chrétiens — allant explicitement contre la solide tradition de l'Eglise catholique, qui a longtemps occulté l'histoire, conservant l'écran commode de l'hagiographie — prend autant de soin à décrire les contradictions des Romains. Voici Hyacinthe, l'eunuque, proche de Marc Aurèle et chrétien. Voici Numisius Clemens, un des beaux portraits du livre, jeune officier agité de sentiments divers, qui tente de sauver son ami l'avocat, gaulois et chrétien, Verus Epagathus, dont il aime la femme Plautia.

Et voici l'exécuteur des basses œuvres de l'empereur, Helvius Dextrianus, qui agit toujours à contre-temps, mêlé par un sens très étroit du service de l'Etat et des rapports de force. C'est sur sa pitoyable personne que se concentre, un moment, tout le suspense du roman. Mais comme dans les tragédies, c'est un faux



Marc Aurèle : pris au piège de sa propre pensée.

suspense : on sait bien que tout cela finira très mal. N'empêche, c'est la force des bons romans historiques, on s'accroche à leur lecture pour arrêter le cours des choses. C'est que François Fontaine ajoute à ses qualités d'enquêteur une écriture limpide et un sens de la mise en scène qui emportent. Son récit du supplice final, sa mise en perspective de la foule, ses gros plans sur les condamnés sont éblouissants. Surtout, cette écriture est si imprégnée des textes dont elle s'est nourrie que le jeu des citations, les extraits des témoignages, tout cela compose une maquette admirable.

On est convaincu qu'il y a eu création d'un mythe : les chrétiens ont « monté en épingle » les événements, et l'on est admiratif devant la manière dont les disciples d'Irénée se sont pénétrés du génie romain de l'organisation. Ils ont effectivement assi-

milé les leçons de la raison d'Etat, et se sont apprêtés à prendre le relais de l'Empire déclinant. On reste sous le charme, aussi, de Marc Aurèle, et c'est une des prouesses de François Fontaine que d'avoir si bien plaidé la cause de l'auteur des *Pensées pour moi-même*. D'avoir montré comment il était pris au piège de sa propre pensée, tout en étant fasciné, aussi bien par les charmes rétrogrades

des Mystères d'Eleusis que par l'élan spirituel des chrétiens, subversifs et insensibles à la sagesse résignée.

Dans un article récent (*Le Monde* du 8 décembre 1986), François Fontaine s'inquiétait de l'avenir de ce qu'il appelait l'Antiquité-fiction, et regrettait qu'on n'accorde pas plus de place aux empereurs « sages », en favorisant toujours le récit, au fond moins passionnant, des méfaits des empereurs « fous ». Il continue à prêcher d'exemple. Ce qui est bien une manière romaine.

GENEVIÈVE BRISAC.

★ **BLANDINE DE LYON**, de François Fontaine, Julliard, 271 p., 80 F.

— Signalons aussi le roman « biblique » de Bruno Lagrange : **LA LETTRE DE JÉRÉMIE**, Ramsay, 252 p., 99 F.

(1) Il est, en particulier, l'auteur de *l'Usurpation, ou le roman de Marc Aurèle* (Fayard, 1979), et de *Mourir à Sélinonte. Douze autres Césars, en l'air et de bronze* (Julliard, 1984, 1985, 1986).

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Expliquez-moi tout !

(Suite de la page 13.)

Le livre s'ouvre sur une des analyses les plus pénétrantes qu'on ait lues depuis longtemps sur la vie et l'œuvre telles que les relate la propagande de Gide à réviser, à réviser les mythes au-delà des interprétations psychologiques ou sociologiques.

De ses rapports personnels avec le marocanisme ou l'onanisme, l'auteur de *Narcisse* tire, en restant au plus près du mythe, une méditation générale sur le néant : comme structure première et ultime du mal. De même propose-t-il une signification vaste et proprement philosophique, spirituelle en tout cas, de la névrose qui préside à son mariage blanc avec sa cousine, de sa pédophilie, de sa croyance dans le Diable — façon de figurer l'acte créateur et de décourager les commentateurs, — de sa fascination pour la Maghrab — son « Orient » à lui — ou de sa tuberculose. En Cédipe, il voit moins le fils incestueux que le bâtard libre. C'est là que s'enracine sa vocation aux écrits politiques, en absence de toute conscience historique à la Malraux ou à la Sartre, comme c'est du mythe du labyrinthe, souvent utilisé auparavant, que procède l'énigmatisme testament de *Thésée*.

Eric Marty emploie toutes les approches modernes du fait littéraire pour restituer celui-ci dans le mécanisme spécifique de l'œuvre, dont Gide se souciait éminemment de ne pas sortir. Un modèle d'éclectisme et de clarté subtile.

C'EST aussi la qualité du maître d'œuvre et son éducation au sujet, qui frappent dans le *Nathalie Sarraute* que la même collection a confié à Simone Benmussa. Celle-ci a, en effet, mis en scène *Enfances* (1984) et *Pour un oui ou pour un non* (1986).

L'ouvrage, ici, comporte principalement une conversation inédite. Pièce rare, car l'auteur de *l'Être du soupçon* n'a pas abusé des confidences, depuis près de cinquante ans qu'elle publie, pensant, comme Gide, que les textes parlent d'eux-mêmes, au-delà d'eux-mêmes, persuadée, en ce qui touche sa personne, que rien de notable ne la distingue, et convaincue, avec Jung, qu'on tombe très vite sur un fond commun à toute l'humanité...

N'empêche : la voici, parce qu'en confiance, qui se livre pour de bon sur ses admirations littéraires — James, Kafka, Joyce, Virginia Woolf, Strindberg, — sur ce qui déclenche sa sensibilité à l'infini — ou au micropsychologique, aux petits « riens » de la conversation, qu'elle change soudain, par un effet de l'art venu des behavioristes américains et des intimistes russes, en événement, romanesque ou scénique.

On apprend ainsi que la fameuse transparence stendhalienne ne l'a jamais séduite, sauf dans la *Chartreuse* ; que l'analyse de classe opposée par Sartre à Proust et à Virginia Woolf la laissait sceptique, à l'époque où il ne faisait pourtant pas bon d'en douter.

Parmi les souvenirs factuels, on notera des confidences délictueuses sur les mérites de son mari comme premier lecteur, et un récit très serré de sa rencontre avec Ivy Compton-Burnett, à qui elle aurait aimé parler de l'art du sous-dialogue, si tout échange de ce genre, très en honneur chez nous, n'était exclu, à Londres, comme hautement shocking !

LES passionnés de l'œuvre de Sarraute qui s'intéressent à la technique — tous, logiquement ! — apprendront avec passion comment l'auteur de *Tropismes* s'est débrouillé de l'incontournable problème du narrateur, des « dit-ils » et autres obstacles à la transmission de sensations inédites, propos majeur du nouveau roman.

La lecture d'une conférence prononcée au Japon en 1970 résume lumineusement ce qui est en question dans ce nouveau roman tel qu'il a été mis en œuvre en théorie vers 1960.

Il n'est pas exact que le petit groupe des Editions de Minuit ait condamné la narration à l'ancienne. Il lui est seulement apparu que, le roman étant un art, on devait juger essentielle, comme pour les autres arts, la substance dont il est fait, c'est-à-dire le langage. Rien, là, de plus révolutionnaire que dans le fait de préférer le *Brut* et le *Fureur* à *Autant en emporte le vent*. Quant à prôner des livres exempts de toute signification, c'était rêver, car le lecteur est libre d'en fabriquer de toute manière !

Ce que Nathalie Sarraute attend de l'art du langage, c'est que, non content d'informer, il fasse éprouver des sensations nouvelles, jamais traduites de cette façon, encore toutes vibrantes de singularité et de fraîcheur.

UN des textes de *Tropismes* illustre bien cette recherche. Une femme y est décrite par des détails — yeux protubérants, tortillement — qui suggèrent, et interdisent à la fois, l'étiquette banalisante de « timide ». Ecrire, c'est partir d'un cliché pour le rendre ensuite inacceptable, parce que réducteur ; communiquer une sensation encore obscure à l'aide d'une expression qui n'a jamais servi et qui la porte, à force de jouissance esthétique, au-delà des significations courantes.

Valéry ne disait rien d'autre quand il affirmait que « le seul réel dans l'art, c'est l'art », non plus qu'Alain, professant que « l'œuvre d'art ne renvoie qu'à elle-même ». Il se trouve simplement que les sensations neuves, après être nées de longues histolies, de personnages nombreux, tendent aujourd'hui à provenir d'actions vues au microscope ou d'arrêts du temps, d'efforts sur la mémoire...

Au fond, les Français auraient fait l'économie de vains débats si, surmontant le goût qu'ils en ont, ils étaient convenus qu'ils parlaient de la poésie, et que le roman tend à s'en rapprocher !

★ **ANDRÉ GIDE, QUI ÊTES-VOUS ?**, d'Eric Marty, La Manufacture, 344 p., 48 F.

★ **NATHALIE SARRAUTE, QUI ÊTES-VOUS ?**, conversations avec Simone Benmussa, La Manufacture, 223 p., 48 F.

Ne cherchez plus mon cœur

JEAN-MICHEL MAULPOIX

PRIX MAX JACOB 1987

P.O.L.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement : par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tel. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

SVL l'entremetteur du Livre!

rapproche le Livre et son lecteur.

Vous cherchez un livre ?

Recevez-le chez vous sans effort ni perte de temps

M. M. M. M. M. M.

Adresser à (titre, même incomplet, auteur, éditeur...)

et le commande à : veut simplement être renseigné sur le prix et les éditions disponibles

SVL (Le Service du Livre), 20, rue Condorcet, 75009 Paris (1) 42-81-18-19. FOURNIT TOUTS LES LIVRES (disponibles en France). CADEAU : recherche gratuite jusqu'à 30 livres, par sujet, aux mille premières réponses.

Commande : prix public + 8,80 F (participation au port) par envoi. Joindre règlement chèques, mandat. Ou contre-remboursement.

LES CERCLES D'UN REGARD

Le monde de Kajii Motojirô

Nouvelles japonaises traduites et commentées par Christine KODAMA de LAROCHE

Illustrations originales de Yoshio Yoshida.

16 x 24, 144 pages, 8 illustrations in-texte, 1 frontispice 88 FF.

MAISONNEUVE ET LAROSE

15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tel. 43 54 32 70

● SOCIÉTÉ

Quand ils rêvaient la révolution

Hervé Hamon et Patrick Rotman ont mené l'enquête sur ces jeunes gens des années 60 qui attendaient Potemkine sans oublier A bout de souffle.

On pouvait prévoir sans peine que les enfants de l'Occupation et du baby-boom fêteraient leurs vingt ans au long de ces années 60 qu'on ne nommait pas encore les sixties. Il était même écrit qu'ils tâteraient du petit bonheur hexagonal si tôt achevée la guerre d'Algérie : leur France lancée dans la croissance était promise à toutes ces Choses décrites par Georges Perec, dès 1965, à la télé et à de Gaulle, aux jeans et aux chemises Arrow, avec en prime, fromage et dessert. Mireille Mathieu et les Beatles. Hélas, l'imprévisible arriva ! Ni tricheurs ni copains, quelques milliers de vilains petits canards de ces classes d'âge se mirent à penser qu'ils étaient le sel de la terre. D'une terre qu'ils haïssaient, frémissante, de la Sorbonne à La Havane, d'Alger à Hanoi, de Pékin à Flina, pleine d'Orients rouges et de croissants chauds, de miliciens grondeurs et de fiers prolétaires. Au vif du creuset, rêvaient-ils, nous y sommes, nous les habitués du Champ, la fine fleur des AG, les stratèges en turnes, les robustes dialecticiens.

Pour quelques-uns, la terre fut brillante mais généreuse. Les voici en 1967, nous donnant encore volontiers des leçons de savoir être, romanciers débauchés et universitaires aux dents longues, grands médecins sans œillères et architectes des princes, patrons de presse et publicitaires avisés, aimables caméléons verbiage-rose, solidement agrippés au bon côté du manche. Ceux-là, rompus à l'art de la péroraison, se sont volontiers confiés à Hamon et Rotman. D'autres sont oubliés, trop fragiles pour leurs rêves, petits profs ravagés à jamais par les affres de la reproduction, venus « établis » qui se sont mis au Loto, errants de toutes les bourlingues enivrées de grands mots tristes, fantasmes d'un long gâchis. Quelques-uns ont lâché prise, jeunes morts inoubliables, Michèle Fink dans sa planque du Guatemala, Pierre Goldman sur le pavé parisien, Alain Forner, beau visage pur... Tous sont rassemblés dans ce livre qui entrecroise leurs « voix singulières », avec flash-back et gros plans, avec tous les effets de caméra-tylo à la Godard que méritaient ces amoureux fous de la Cinéma-thèque : un « récit » rempli d'interviews et de coupures de presse, riche et précis, qui vous emporte là-bas, au rendez-vous des « italiens » et des premiers « maos », sur la vieille diagonale qu'arpentait déjà Péguy, de la rue d'Ulm à la rue Saint-Séverin, via la place Paul-Painlevé, sur la ligne Maspéro-Clarét-Althuser.

La fracture où s'engouffreront tous les gauchismes

Tout a sans doute commencé, le 27 octobre 1960, dans la cour de la Sorbonne. Ce soir-là, à l'appel de l'UNEF, les étudiants devaient manifester à la Mutualité contre la guerre d'Algérie. Le PSU, la CFTC et la FEN s'étaient laissés gagner par la combativité des cadets. Seuls, impavides, les stalino-thoréziens du PCF et de la CGT, passablement empêtrés dans une politique algérienne à épisodes, avaient non seulement dit *niet* à l'invite de l'UNEF, mais avaient interdit aux étudiants communistes de se mêler aux petits-bourgeois aventuriers, aux chrétiens douteux et autres « groupuscules gauchistes à la solde de De Gaulle ».

On vit alors d'étranges ballets s'organiser, sur fond de haut-parleurs : sermonnés un à un par leurs camarades d'amphi, livrés au désarroi le plus cornélien, les leaders de l'UEC (1) se laissèrent tenter. Ils furent, épanouis, parmi les meilleurs dans la bataille de rue ce soir-là. Le parti-de-la-classe-ouvrière ne s'était pas frotté aux matraques et n'aimait



PHOTOS BLA KADAM

Il ont rejoint la Résistance et les camps, Petrograd et les Amis.



De gauche à droite : Alain Geismar, Jacques Sauvageot, Danny Colas-Béraud.

guère une révolution algérienne qui violait les règles de l'internationalisme prolétarien fixées une fois pour toutes à Moscou : dans les cervelles des jeunes communistes de la Sorbonne, l'idée fit son chemin.

La force du livre d'Hamon et Rotman est là. Car il suit le droit fil de cette fracture où s'engouffreront tous les gauchismes jusqu'en mai 68 compris. Au Parti communiste qui freine la déstalinisation lancée par Khrouchchev, les étudiants de l'UEC opposeront l'idée naïve d'un autre communisme, plus ouvert, à l'écoute d'une société qui bouge, bataillant sur les fronts des idées et de la culture, « italien » en un mot. Leur journal, *Clarté*, s'emplit d'images et de points de vue opposés. Idées folles, inaccessibles à tout bureau politique « responsable » ! Dès 1965, l'UEC sera remise au pas par Guy Hermier, après qu'un jeune impudent a lancé, en plein congrès, un dernier trait au communiste « souple » Roland Leroy : « Ton discours, camarade, est beau comme un char russe entrant dans Budapest ! »

L'autre nébuleuse

Avec eux, après eux, dans le bocal du quartier Latin, d'autres prendront la relève : des dévots d'Althuser, à l'Ecole normale, aux premiers marxistes-léninistes qui partent à l'assaut des usines ; des « guévaristes » souples aux tiers-mondistes, fers de Bertelheim, qui rêvent aux grands espaces de la guérilla ; des trotskistes « entristes » aux enfiévrés des comités Vietnam. Jusqu'à l'ultime surprise de mai 68, quand jeunes et moins jeunes — ces éternels étudiants ont quand même passé leurs certificats et leurs concours — découvrent un jeune rouquin qui fait la nique à tous les « stals » et regardent, ébahis, quelques freluquets inconséquents

qui osent écrire sur un mur : « Sous les pavés, la plage. »

Néanmoins, pour avoir trop fermé l'objectif de leur caméra, Hamon et Rotman tremblent un peu sur la cible finale, qui semble bien être d'atteindre une explication de mai 68 et de ses suites. Dans la cour de la Sorbonne, ce 27 octobre-là, ceux qui ont convaincu les « durs » de l'UEC ont eu leur part aussi dans les festivités à venir. Pour n'avoir pas assez traîné du côté de l'Escholer — le troquet de la place de la Sorbonne rival du Champ, rue des Ecoles, où s'affaîlait l'échantillon de leur livre — Hamon et Rotman sous-estiment l'autre nébuleuse, débris du PSA et forces vives du PSU, animateurs loyaux de la « grande » UNEF de la lutte contre la guerre d'Algérie, menés par des militants et tiers-mondistes sans « Che », bien souvent unis par une militance originelle dans les bons vieux mouvements chrétiens.

Ceux-là aussi, n'en déplaise, ont suivi leur pente, ont vomi les staliniens et ont su réchauffer les enfants de mai. Plus discrets peut-être aujourd'hui, claironnant moins leurs erreurs passées, moins « médiatiques » comme on dit, ils ont eu leur part de rêve. Souhaitons que le second volume annoncé, qui courra de 1968 à nos jours, leur offre une revanche. Sur l'heure, d'Algérie en Vietnam, quand les déçus du Parti communiste relisaient Gramsci ou Marx, ces petits réformistes au grand cœur alphabétisaient les immigrés, ouvraient quelques yeux de potaches ou partaient à l'assaut des administrations. Quelques autres, au passage, bâillaient une gauche non communiste fort honorable qui a accueilli sans rancune, mais bien plus tard, des anciens du Champ.

Les uns et les autres, sans exception cette fois, furent au bout du compte moins qu'une génération. Leur révolte, il est vrai, est née des faiblesses obscures des guerres qu'ils n'avaient pas faites. Juifs ou chrétiens, fils

Une génération sans roman

Bien sûr, nous lirons *Génération*. Et, après le volume des *Années de rêve*, nous attendrons celui des *Années de poudre*, qui nous concerne encore plus, car il touchera à ce que nous sommes devenus. C'est ainsi : les sobriquets-habards n'en finiront jamais de se demander ce qui leur est arrivé, et d'interroger leur image. Nous nous vivons héros (pas forcément héroïques) d'un roman qui s'efface se transformer en histoire, ou plutôt nous faisons plus ou moins consciemment l'histoire comme si elle allait se transformer en roman.

Et nous voici à présent devant ce gros pavé qui parle de nous, de nos (petits) chefs, de nos amis, en se présentant comme un « roman vrai ». Sa vérité, en effet, ou du moins l'exactitude de son information, paraît irrécusable, et pourtant nous ne nous reconnaissons pas, alors même que le livre nous passionne. A quoi tient ce sentiment d'une trahison ?

A ce fait, je crois, qu'il se s'agit pas du tout d'un roman. Nous attendons toujours l'Éducation sentimentale de la génération de 68. Parce que nous voudrions nous identifier, de l'intérieur, par rapport à un Frédéric Moreau qui aurait joué et défait sa jeunesse au quartier Latin, de ces années de rêve et de poudre. Il n'y a pas de littérature sans « je », même si ce « je » s'exprime, comme chez Flaubert, à la troisième personne. Pas de littérature si un livre ne communique pas le goût d'une vie.

Hamon et Rotman ne prétendent pas faire de la littérature, mais restituer une époque, au présent. Ce présent, celui du reportage, les a piégés. Leur récit va vite, on ne décroche pas, les personnages apparaissent, s'individualisent, disparaissent, réapparaissent comme dans une vaste fresque unanimiste : ce sont nos jeunes hommes de bonne volonté, les enjeux idéologiques qui les font bouger sont exposés avec une clarté exemplaire, tout prend sens, sauf, on le devine, l'essentiel. Que voulons-nous en affirmant aimer la révolution ? On ne le sait toujours pas. Un roman, peut-être, nous en aurait donné l'intuition, parce

qu'un roman, c'est une expérience.

Avec *Génération*, nous avons affaire à une épopée écrite en style journalistique. Avec abondance de souverains poncifs. O Morgan Sportés, si on vous avait fait lire ces pages avant publication, auraient-elles conservé ces « bouches de métal qui vomissent un flot ininterrompu », cette « marée qui, comme une lave, gagne inextinguiblement, et grimpe » (au secours !), ces « doctrines globales fournies clés en main », cette « péroraison clôturée » ? Pourtant, ce style épique n'est pas ironique, et si le livre, dans l'ensemble, tourne à *Entances de chefs*, ce n'est pas délibérément pour moquer les notaires et dauber sur leur dessin, au nom d'une pureté laborieuse et anonyme. Non, c'est par choix d'incarner cette génération dans les figures de ses protagonistes.

Nous l'avons tant aimée

En fuyant leur propre subjectivité, Hamon et Rotman se sont épargnés l'invention d'un style de récit à la mesure de ce que cette génération avait de singulier. 1968 a eu, me semble-t-il, son expression littéraire : chez Guy Debord (*La Société du spectacle*) et chez Raoul Vaneigem (*Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations*), avant l'événement, chez Nathalie Sarraute (*Vous les entendez ?*), après. Mais, avec les premiers, c'était l'esprit de Mai qui s'essayait, en flambant, et pour Sarraute, les parents bourgeois qui s'alarmaient de leur progéniture.

Hamon et Rotman parlent, en pesant, d'un autre livre de Nathalie Sarraute, *l'Ere du soupçon*, comme d'un roman. En réalité, c'était un essai sur les pièges du récit traditionnel. S'ils l'évaluent lu, ils auraient sans doute été plus soupçonneux à l'égard de l'idéologie attachée au type de récit qu'ils utilisent innocemment. Elle est forcément médiatique et narcissique : nous l'avons tant aimée, notre génération.

MICHEL CONTAT

VOUS ÉCRIVEZ ?

Vous souhaitez faire lire vos manuscrits par des lecteurs professionnels ?
Avoir un véritable commentaire de lecture ?
Être orientés vers des éditeurs ciblés ?

EDIT-CONSEIL
répond à toutes ces questions.

Documentation contre 3,70 Frs en timbres

EDIT-CONSEIL
B.P. 178

92205 NEUILLY-SUR-SEINE Cédex

— LA VIE DU LIVRE —

A l'occasion de la publication de l'ouvrage **JABES, LE LIVRE LI EN ISRAËL** aux Éditions Point Hora Ligne la librairie **L'Arbre Voyageur** 55, rue Montfaucon, 75005 Paris Tél. 47-07-34-34

vous prie d'assister à une rencontre en présence d'Edmond JABES qui aura lieu le vendredi 13 mars 1987 de 20 h 30 à 22 h 30.

TOUS LES LIVRES en 48 heures

Passiez-nous tout de suite une commande et vous serez étonné de notre service !

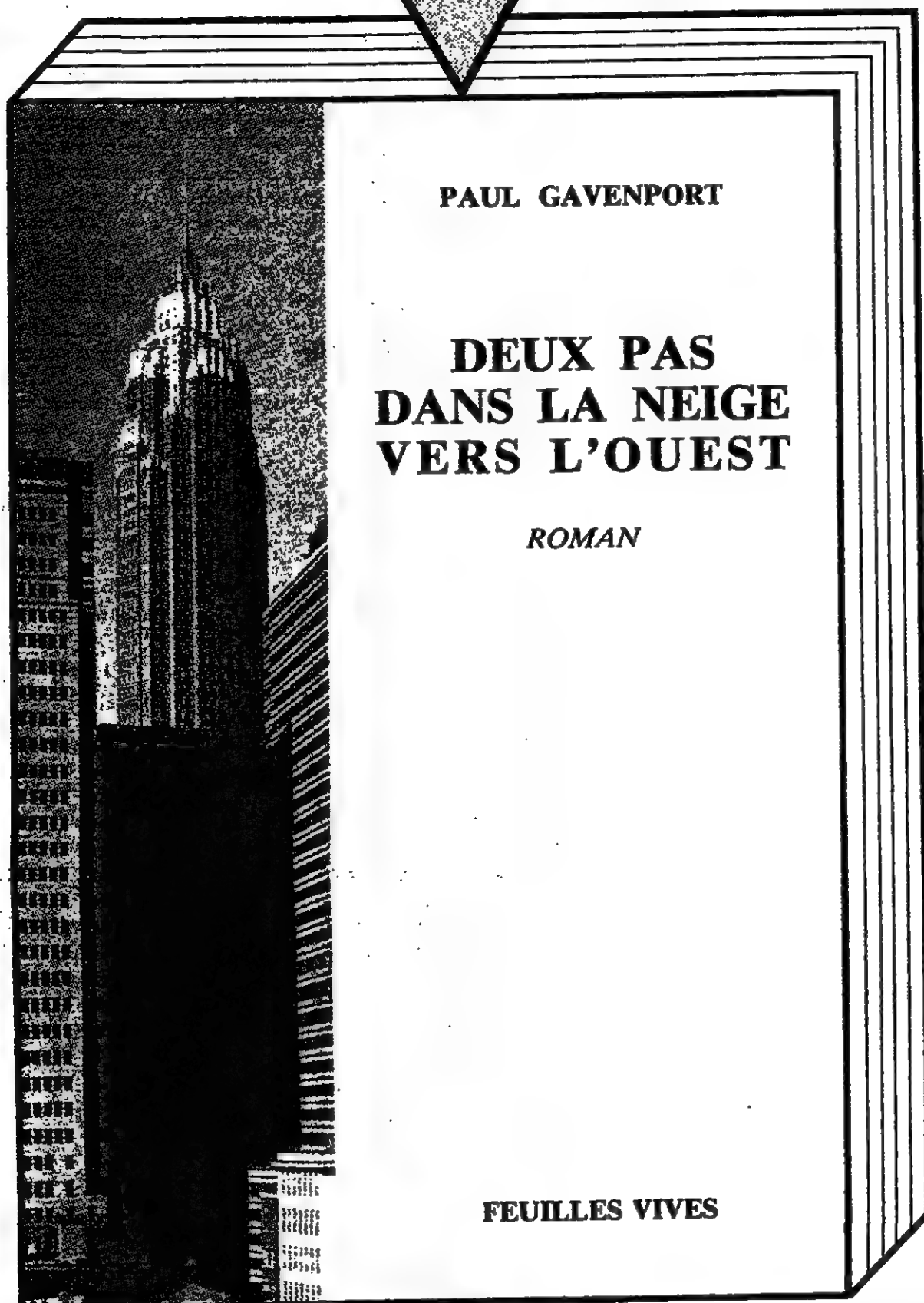
Librairie N. HUBMANN BP 43 LM 78392 BOIS-D'ARCY CEDEX (Joignez un chèque + 12 F de port.)

كتاب الامل

هكذا من الأصل

... Le Monde • Vendredi 13 mars 1987 17

UN HÉROS
UNE HÉROÏNE
DE L'HÉROÏNE



368 pages
99 F

Diffusion par ALTERNATIVE DIFFUSION
Tél. : (1) 42 33 08 40

AILLEURS
AUTREMENT
VERS L'OUEST
OU VERS DIEU
LA CAVALE D'UN HOMME
DANS LES PLAISIRS FATAIS
DU SEXE ET DE LA DROGUE

● ROMANS POLICIERS

Patricia Highsmith, la reine noire

(Suite de la page 13.)

« J'ai pour règle de ne pas lire de fiction quand je travaille. Je m'en tiens à des essais et à mes grammaires italienne et allemande, pour essayer de progresser dans les langues parlées ici. D'une manière générale, je ne lis pas assez de romans récents. » Parmi les Américains, son admiration va à Saul Bellow, « un excellent écrivain contemporain vivant », mais déjà un classique.

Elle vient toutefois de commencer un récit de Margaret Atwood, dont elle partage les craintes à l'égard du pouvoir croissant des sectes et de leurs préceptes (on trouve déjà ce thème dans un précédent récit de Highsmith, *Ces gens qui frappent à la porte*, et il ne sera pas absent de son prochain livre, où apparaîtra un pape bizarrement en rupture avec les conceptions morales et sexuelles convenues).

Bien qu'elle ait choisi une vie aussi éloignée que possible des agitations journalistiques, Patricia Highsmith est une dévouée de presse : elle sélectionne, découpe de multiples informations, conservant des détails qui nourrissent son imagination, comme le font les récits de ses voisines, par exemple cette femme évoquée dans la préface à l'édition française de *L'Art du suspense*. Elle parlait à Patricia Highsmith d'une amie déprimée parce qu'un de ses deux hamsters ne mangeait pas depuis deux jours : « Je me demande (...) si mon imagination va pousser plus loin cette histoire de hamster malade ». De même, la romancière avoue son goût pour « certains individus, souvent les plus inattendus, ennuyeux, antipathiques, médiocres (...) qui, pour une raison inexplicable », la stimulent.

Cet *Art du suspense* est curieusement publié en France vingt et un ans après sa parution initiale aux Etats-Unis (suivie de plusieurs éditions remises à jour) : « On me disait, raconte Patricia Highsmith, que les Européens



n'aimaient pas les manuels du genre la poésie en vingt recettes, etc. » *L'Art du suspense* n'est en rien un manuel. Il n'apprendra certainement pas à devenir Patricia Highsmith en quinze leçons.

Je crée à partir de l'ennui

Avec ce livre, on pourra seulement tenter de saisir, en onze chapitres, les techniques de Patricia Highsmith, écrivain « à temps plein » depuis qu'à l'âge de vingt-

huit ans, après la publication de son premier roman, *l'Inconnu du Nord-Express*, elle a décidé de « cesser tout travail alimentaire, quelles que soient les difficultés à venir ».

Grâce à *L'Art du suspense*, on va, avec Patricia Highsmith, à la naissance des choses : « Je crée à partir de l'ennui, écrit-elle, en me servant de la réalité et du reflet des habitudes et des objets autour de moi. Par conséquent, je ne déteste pas cet ennui qui me prend de temps à autre, et j'essaie même de le faire naître. » On découvre, pêle-mêle, sa joie, tou-

jours renouvelée, d'écrire « pour se plaire à soi-même », sa modestie face au refus de certains de ses manuscrits, son côté « artisan » qui l'a conduite à couper, sans rechigner, quelques textes, son aversion pour les gens qui font du bruit, son idée à la fois de la violence et de la justice.

Plus qu'un recueil de conseils à d'éventuels jeunes auteurs, cet essai est un témoignage qui rend Patricia Highsmith sinon (plus intime, du moins plus réelle) alors qu'on finissait par ne voir d'elle que l'engrenage mortel de ses terribles récits. Il dévoile l'écrivain rigoureux et singulier qu'elle est, fille avouée de Dostoïevski et d'Henry James (comme lui, elle a choisi l'Europe), enfant cachée de Flaubert et de sa passion pour « le mot juste ».

Une forme d'autobiographie

Chez Patricia Highsmith, c'est une forme d'autobiographie que cette mise à nu de sa création. C'est plus qu'elle n'en révélera sans doute jamais sur elle-même. Le récit de vie pas plus que son avatar oral, la confidence, ne sont dans sa manière. « Je n'ai pas le goût de l'autobiographie, ça ne m'intéresse pas, ça m'ennuierait radicalement », conclut-elle. Et l'on sent que le débat est clos, qu'il serait inconvenant d'aller plus avant sur ce terrain.

Sans aucun refus exprimé, sans agressivité, sans agacement apparent, Patricia Highsmith sait désamorcer toute intrusion. Simplement, elle ne joue pas le jeu de la société médiatique, où chacun fait comme s'il était normal de voir un inconnu débarquer chez soi et poser mille questions. On n'a pas envie d'altérer la singulière alchimie de son domaine réservé, et l'on se sent tenu de partir, après un dernier coup d'œil à l'une de ses esquisses — « j'ai cessé de dessiner », dit-elle — et à son portrait (« peint par une amie »), une étonnante jeune femme brune dans un camaïeu de rouges, avec, déjà, la même distinction sauvage.

Evidemment, quand, sur le pas de la porte, la voix de Patricia Highsmith propose de « visiter les deux étages de caves, du dix-huitième siècle », on ne peut s'empêcher d'avoir un frisson tout littéraire... Dans les caves volées, il n'y a que la bicyclette d'une voisine. Alors, il faut bien se décider à rentrer « en ville ». On sait qu'on a déjà envie de revenir, mais qu'on n'osera pas repasser en fraude cette frontière de respect que Patricia Highsmith, sans mot dire, a fixée, reine noire imposante et frêle, inquiétante et touchante. Patricia Highsmith garde son énigme, et c'est très bien ainsi. Quant à ses « mystères », ils sont, eux, par bonheur, en vente libre.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ *L'ART DU SUSPENSE*, de Patricia Highsmith, Calmann-Lévy, 226 pages, 95 F (livre relié).

La nouvelle ambition de Ruth Rendell

LES lecteurs de romans policiers connaissent bien Ruth Rendell : une dizaine de ses récits ont été traduits en français dans la collection « Le Masque ». La plupart d'entre eux ont pour personnage principal l'inspecteur Wexford, un homme entre deux âges, amoureux de livres et, par « série » des Wexford (une quinzaine de titres) a « fait un malheur » en Angleterre ainsi que dans les pays où elle a été traduite (seize au total).

Seulement voilà, toutes les bonnes choses ont une fin. Miss Rendell en a assez de ce policier devenu trop encombrant. Admiration de Patricia Highsmith, elle s'est lancée dans un genre plus ambitieux, le roman psychologique. Fines les bonnes petites histoires façon « Qui a tué qui ? ». Ruth Rendell a passé le grand bract. Ses admirateurs ne perdent pas au change. Bien au contraire. La romancière anglaise est devenue encore plus percutante, plus déconcertante.

Véra va mourir, nous livre dès le départ toutes les clés du récit. Une femme, Vera Hilyard, va être pendue pour le meurtre de sa propre sœur. Une affaire entendue ? Pour la justice, oui. Reste cependant à élucider les mobiles réels de la culpabilité. Faith, la nièce de Vera, entend percer le « mystère » (car il y en a un) de ce crime.

Le tourbillon se creuse. Faith va plonger dans le gouffre d'une famille où les rivalités, les secrets, les alliances apparaissent comme autant de compo-

santes d'un mécanisme infernal. Ruth Rendell multiplie les paravents, les labyrinthes. L'ami de la mère se révèle être l'ami du frère, l'enfant de l'une des sœurs est peut-être en réalité le fils d'une autre sœur qui aurait voulu s'en débarrasser peu après sa naissance... La lecture finit par se perdre dans cet imbroglio si Ruth Rendell ne s'ingénie à distiller ici et là d'énormes détails qui servent à relancer constamment l'action. C'est du suspense à l'état pur !

Ruth Rendell a lu Freud « et beaucoup d'autres » (c'est elle qui le dit). Mais elle sait s'en servir. D'autant qu'elle a un sens extraordinaire des descriptions et de la mise en scène (son évocation de l'Angleterre durant la seconde guerre mondiale est saisissante. Elle nous rappelle par exemple que Jane Austen a écrit ses jolis romans pendant que Londres était à feu et à sang sous les V1 puis les V2. Rien n'est gratuit chez elle. Chaque image, chaque réplique se veut un rouage au service d'une mécanique de précision. Rares sont les auteurs qui possèdent une telle acuité, allée à un don de persécution remarquable. Ses personnages, les situations qu'ils vivent, sont d'un réalisme étonnant. Quelle pata, cette Miss Rendell ! Elle est vraiment la reine du crime.

BERNARD GENÈS.

★ *VERA VA MOURIR*, de Ruth Rendell, traduit de l'anglais par Françoise et Guy Casaril, Ed. Calmann-Lévy, 336 p., 89 F.

Maître Gilles Perrault

Le Déravage : un roman policier en forme de plaidoirie

« Trente ans, il savait qu'une vie était pour lui terminée et n'était pas trop assuré d'en avoir une de recharge. Le mois précédent, il était avocat à Paris avec de belles espérances (...). Il avait jeté sa robe par dessus les mou-lins à paroles (...). Son projet était désormais d'écrire un livre — des livres, — mais ses seules expériences dans ce domaine se limitaient à des romans d'aventure vendus 75 centimes dans les Prisunic entre les détergents et le beurre en plaques : la partie n'était pas gagnée (...). »

Qu'il est loin, en apparence, cet autoportrait que dessinait Gilles Perrault dans *les Gens d'ici* (1), une savoureuse chronique de la bourgeoisie normande où, un jour de 1961, il s'installa pour entrer en littérature ! Il est bien fini le temps des romans à quatre sous. Depuis, il y a eu le *Secret du jour J*, l'*Orchestre rouge*, le *Pull-Over rouge*, *Un homme à part*, etc. Autant de livres qui l'ont solidement installé parmi les grands conteurs français, autant de succès qui en ont fait une valeur sûre de l'édition, au point que chaque « Perrault » devient un événement.

A y regarder de plus près, il y a, pourtant, de l'avocat défroncé à l'écrivain couronné, une évidente continuité. Romancier, Gilles Perrault a cette clarté dans l'expression, cette passion de l'investigation et cet art de raconter un homme — Trepper, Carli ou Ramon — avec ses espoirs, ses tourments, ses contradictions, qui font les grands maîtres du nar-

reau. Du prétoire au rayon des libraires, seul le cadre a changé : un livre de Gilles Perrault, c'est aussi une fouguesse et talentueuse plaidoirie, un combat sans cesse recommencé contre les a priori, les rumeurs, les fausses évidences.

Qu'il ait aujourd'hui choisi de publier un roman policier, dans la collection « Crime parfait » du Mercure de France — où l'ont précédé, avec des bonheurs divers, Guy des Cars, Jacques Laurent ou Roger Peyrefitte — n'infirmes pas le diagnostic.

D'abord, parce que le narrateur de Perrault est — mais oui ! — un avocat. Quand s'ouvre *Le Déravage*, maître Durand est heureux. Il vient de gagner l'un de ces procès qui, aux assises, font une grande carrière : son client, un jeune homme accusé du meurtre de ses père et mère, est acquitté. Depuis, il y a eu le *Secret du jour J*, l'*Orchestre rouge*, le *Pull-Over rouge*, *Un homme à part*, etc. Autant de livres qui l'ont solidement installé parmi les grands conteurs français, autant de succès qui en ont fait une valeur sûre de l'édition, au point que chaque « Perrault » devient un événement.

Voilà le lecteur embarqué, semble-t-il, dans un roman d'enquête classique, à la recherche du véritable criminel. Erreur. A l'instinct même du verdict, Frédéric Chapelin-Tourvel, en remerciement à son défenseur, le lui fait comprendre dans un clin d'œil : il était bien coupable ! Le désir de comprendre d'un avocat désemparé, le désir de se justifier du parricide se rejoignent : en une longue nuit d'explications, les deux hommes vont opérer une lente descente aux enfers dans l'imaginaire et la vie de l'adolescent Frédéric qui, un jour, a « dérapé ».

Lâché dans les espaces sans limite de la fiction, Perrault s'ébroue avec un plaisir évident, mais n'en oublie pas pour autant sa leçon. Avec malignité, il multiplie les contre-pieds : d'un innocent légal, il fait un vrai coupable, du coupable un monstre, du monstre un désespéré, avant que quatre lignes finales — superbes, — ne renversent d'un coup la perspective. Et le lecteur, à son tour, « dérape », devant ces apparences qui ne cessent de se révéler trompeuses.

Sous le masque du pur divertissement — et sur un mode mineur, — *Le Déravage* rejoint ainsi les grandes œuvres de Perrault en plaidant pour une recherche exigeante de la vérité des hommes.

BERTRAND AUDUSSE.

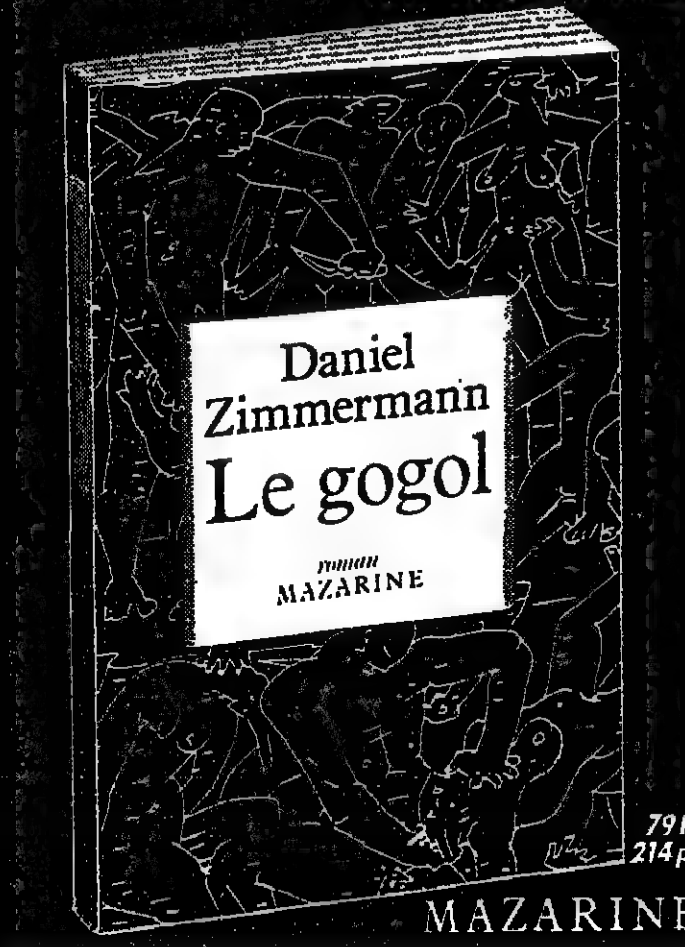
★ *LE DÉRAPAGE*, de Gilles Perrault, coll. « Crime parfait », Mercure de France, 186 p., 79 F.

(1) Ramsay et Livre de poche.

UNE ENTREPRISE BALZACIENNE

Et si les grands romans populaires cessaient de bâtir leur succès sur la démagogie et touchaient enfin par leur vérité ?

Pierre Lepape - Le Monde



EN France, tous les livres de Patricia Highsmith (sauf *Toutes à tuer*, Julliard 1978) ont paru chez Calmann-Lévy. Les éditions Presses-Pocket ont entrepris leur publication en collection de poche.

Plusieurs de ses ouvrages ont été adaptés au cinéma, notamment *l'Inconnu du Nord-Express* (Alfred Hitchcock, 1951) ; *M. Ripley* (Plein Soleil, de René Clément, 1956) ; *le Meurtre* (Claude Autant-Lara, 1960) ; *Ce mal étrange* (Dittus lui que le film, de Claude Miller, 1977) ; *Ripley s'arrête* (l'Ami américain, de Wim Wenders, 1977) ; *la Cellule de verre* (Hans W. Geisendorfer, 1978) ; *Exotisme* (Michel Deville, 1981).

Enfin, le magazine *Télérama* et les éditions Calmann-Lévy viennent de créer un prix Patricia Highsmith du roman policier inédit. Chaque année, à partir de 1987, un jury, présidé par Patricia Highsmith, couronnera un manuscrit qui sera publié aux éditions Calmann-Lévy. Le second manuscrit retenu paraîtra en feuilleton dans *Télérama*.

DON QUICHOTTE

QUI ÉTAIT UN RÊVE

par

KATHY ACKER

roman traduit de l'anglais par Patrick Huchisson

SILLAGES

NOËL BLANDIN ÉDITEUR

« A l'intérieur d'elle-même dans une manière de méd-méd de semi-langage qui n'était pas du langage tout-à-fait, tandis qu'elle marchait vers nulle part, à elle-même la nuit étonna, « A la fin de la nuit lorsque dans le deuil (mourning) le matin (morning) prend son élan... »

EDITIONS SILLAGES - DISTRIBUTION DISTIQUE

DON QUICHOTTE

par Kathy ACKER

224 pages

19 F.

كتاب القاص

● LETTRES BELGES

« Lire, c'est vivre plus »

La 19^e Foire du livre de Bruxelles

ON savait bien que le « salut » des femmes viendrait par la Belgique ! Pour la première fois, la Foire internationale du livre de Bruxelles a été inaugurée, vendredi 6 mars, par une femme : Françoise Xénakis, un instant confondue avec l'illustre modèle de son dernier roman, Cléopâtre... Pour être plus sérieuse, précisons que cette dix-neuvième édition de la Foire internationale de Bruxelles — qui fermera ses portes dimanche soir 15 mars, — espère accueillir plus de trois cent mille visiteurs (le chiffre de l'an dernier) pour leur donner un aperçu de la production de plus de deux mille cinq cents éditeurs, venus de trente-cinq pays.

« Cette foire, explique son président, M. Willy Vandermeylen, est la deuxième Foire du livre au monde, après Francfort ». Elle n'est toutefois pas de même nature, puisqu'il ne s'y fait pas, en principe, de transaction entre professionnels. Bruxelles est plus tournée vers le public — comme au Salon du livre de Paris, ou vient de faire des achats — et a pris comme slogan pour 1987 : « Lire, c'est vivre mille vies ».

Pour mieux connaître leurs visiteurs, les responsables de la Foire

ont fait, en 1986, procéder à un sondage dont les résultats leur semblent « encourageants ». On y lit notamment ceci : « Les personnes interrogées sur leurs raisons de venir à la Foire du livre font état de trois motivations principales, présentées de façon non exclusive : pour voir des livres en général (73 %), pour rechercher des livres bien précis (58 %), pour se renseigner sur les nouveautés (52 %) ; 60 % des personnes déclarent, en outre, que la Foire leur a révélé l'existence d'ouvrages dont elles n'avaient pas connaissance ; 72 % assurent que la Foire leur a donné envie d'acheter des livres, et 49 % disent avoir été amenées à acheter des livres chez un libraire. On note par ailleurs que 76 % des personnes déclarent beaucoup apprécier qu'il y ait des stands de pays non européens, et 82 %, qu'il y ait des livres rares ».

Chez les exposants français, à côté des grands éditeurs, Flammarion, Gallimard, le Seuil, on note cette année l'apparition de plus petites maisons, en particulier les éditions W et Actes Sud, dont on a toujours plaisir, non seulement à lire, mais à regarder les livres aux couvertures illustrées avec tant de

soin et de qualités esthétiques. Les journaux français ont tenu eux aussi à affirmer leur intérêt pour Bruxelles. Le Figaro propose son exposition « cent vingt ans de Figaro », et le Figaro-Magazine a organisé, dimanche 8 mars, une quarantaine d'écrivains venus de Paris par un train spécial. Le Monde, à sa manière, moins tonitruante, est lui aussi présent et a été représenté notamment par Plantu, Claude Sarrante et Hector Bianciotti, qui fut, en 1983, le premier lauréat du prix « Point de mire » (créé par la RTBF) pour son livre de nouvelles *L'Amour n'est pas aimé* (Gallimard). Le prix 1987 devait être remis, jeudi 12 mars, à Pascal Quignard pour

le Salon du Wurtemberg. (Gallimard).

Comme le précise le président de la Foire, la Belgique « est probablement le seul pays au monde où, sur une surface aussi réduite, on trouve des livres dans pratiquement toutes les langues ». Les Belges ont raison d'en être fiers et de souligner, en défendant leur Foire, combien il contribue « à promouvoir la lecture car, comme le disait Bertrand Poirot-Delpech en entrant à l'Académie française : « Lire c'est donner plus de prix à chaque instant et plus de sens à chaque geste ; c'est vivre plus ».

Jo. S.



Henry Bauchau poète « de nuit »

VOIR son œuvre regroupe, de son vivant, est une consécration dont peu de poètes ont pu jouir. A la lecture suivie du volume publié par Actes Sud, il semble bien qu'Henry Bauchau, poète belge d'expression française, méritait amplement l'honneur qui lui échoit.

Henry Bauchau est tard venu à la littérature, ou tout au moins à la publication. Il a en effet quarante-cinq ans, en 1958, lorsque Jean Paulhan édite son premier recueil, *Géologie*, couronné par le prix Max-Jacob. A en croire la chronologie, mais aussi la thématique de son œuvre, c'est la psychanalyse qui a ouvert à M. Henry Bauchau la possibilité d'une création poétique, et qui lui en a indiqué les voies. Analysé à la fin des années 40 par Blanche Reverchon-Jouve, figure en vue du français et épouse de Pierre-Jean Jouve, avec lequel il se lie d'amitié, Bauchau deviendra lui-même psychanalyste à partir de 1975.

Outre ses poèmes, des pièces de théâtre, et même un *Essai sur la vie de Mao Zedong* (Flammarion, 1982), Henry Bauchau a écrit deux romans : *Le Déchirement*, publié chez Gallimard en 1966, œuvre personnelle où l'agonie et la mort de la mère déterminent une quête de soi à travers la remémoration (1), et *Le Régiment noir* (Gallimard, 1972), récit historique minutieux sur la guerre de Sécession, commandé par une autorité technique romanesque. Plusieurs prix littéraires importants, tant en France qu'en Belgique — en 1985, le Prix quinquennal de littérature pour l'ensemble de son œuvre — sont venus confirmer les multiples talents d'Henry Bauchau.

« L'écrit le poème de jour mais je suis d'expérience qu'il

se fait de nuit. C'est hors du travail de la conscience que se font les véritables rencontres, découvertes, assemblées et incendies de mots », affirme H. Bauchau dans un texte intitulé *Dépendance amoureuse du poème*, et qui clôt le recueil de ses poésies complètes. Si les thèmes de la mémoire, de l'enfance, de l'origine sont omniprésents, si l'inconscient tisse et tire les fils du poème, il serait cependant injuste de faire de cette œuvre une annexe, un pur « bénéfice » du travail psychanalytique.

« La poésie dévaste la vie courante », dit encore Bauchau, elle obéit à « la nécessité d'un intense loisir ». Ce faisant, elle est gage d'une liberté inédite à laquelle l'écrivain doit s'accorder. Comme Bauchau l'exprime dans *Géologie*, son beau poème inaugural, c'est pour lui hors du « vouloir » que cet accord est à chercher.

Hassardée dans le rêve avec / tous les géants
Dans la vie qui s'écoule entre / les nœuds coulants
J'ai vu la charité de la forme / décliner
Dans le monstre échoué le / poème naissant.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ POÉSIES, d'Henry Bauchau, Actes Sud, 280 p., 150 F.

(1) Ce roman vient d'être réédité dans la collection de « poches » des éditions Labor, à Bruxelles. Cette même collection, qui allie la qualité de la présentation à celle du contenu, a repris le *Pin des douglas* (célèbre roman de Camille Lemonnier, écrivain naturaliste qui fut proclamé en 1883 « maréchal des lettres belges »), et le *Trésor des humbles*, de Maurice Maeterlinck (belle suite de méditations sur « le réveil de l'âme », « la bonté invincible » ou « la beauté insaisissable »), publiés en 1896.

Achille Chavée, le vieux Peau-Rouge

Un écrivain qui faisait « la traite des idées noires ». Récemment réédité, son œuvre mérite le détour.

IL est né à Charleroi en 1906. Dès 1922, il habite à La Louvière. Il n'en bougea plus sinon pour aller guerroyer en Espagne, comme tant d'hommes de cœur, au sein des Brigades internationales. Il fut un avocat sans clientèle fortunée, un « mendiant d'authenticité », un « plus solitaire et au qu'il n'est », en sa façon d'aimer. On le retrouvait souvent « au cabaret du dernier rock » avec « ses dents carées de pauvre », sa peau parcheminée, les beaux gestes de ses longues mains, ses allures de vieux Peau-Rouge qui n'apprécie pas « de marcher en file indienne ». Une sorte d'« évadé de partout ».

Son existence durant, il écrivit. Ses livres, il les vendait lui-même, assisté de quelques amis. Lorsque le chiffre de trois cents exemplaires était atteint, on s'estimait heureux. « La dignité médiocrité de l'anonymat » l'effrayait chez des vivants.

Dire qu'il fut un poète de conséquence n'est rien. Il faut le lire. Il parle au nom des fourbes et des bêtises, des « sous-aliments en grâce aux ordres d'indiscipline carcérale », lui dont « le courage s'est brisé comme une corde de guitare sous un doigt de barbarie ». L'âme vacille depuis les commencements, car « l'exode c'est de sortir du ventre de sa mère ». Voudrait-on se promettre des jours meilleurs que le malheur gagnerait malgré tout à « chaque pas perdu du rêve ».

« Dieu est un antididacte »

S'il prend source « aux cryptes secrètes de sa vie », si la pratique de l'écriture automatique le séduit, le foisonnement intellectuel ne l'empêche pas de regarder ailleurs, là où des hommes ont des désespoirs des que les freuquets du raffinement considèrent comme terre à terre, du haut de leur insignifiance. Le dénuement dans lequel Chavée se débat aide à sonder certains gouffres.

Amertume, lucidité, difficulté « à partir aujourd'hui à l'assaut de demain qui tient d'énormes positions » ne gommant pas l'humour chez ce croisé de pureté, « défaut, dépareillé par cent mauvaises convalescences ». Ses aphorismes en témoignent, quand ce ne sont pas des rimes qui égarent une pratique obstinée « de la traite des idées noires ». Des exemples ? « S'il faut aimer Dieu c'est parce que c'est un antididacte... Jésus n'en croyait pas ses yeux ; il venait d'accomplir un miracle... Nous en sommes toujours à l'enfance de l'art... Le

Christ ne savait pas écrire ; domage pour la graphologie... Il ne faut pas houspiller son ange gardien quand on perd au poker ».

Et aussi la tendresse. « Dans le plus petit village existe le sentiment des amoureux... Si quelqu'un venait frapper à la porte, je le suivrais au bout du monde... Je suis un incroyant mais je voudrais qu'il y ait une église romane désaffectée dans mon village ».

Achille Chavée s'est éteint en 1969, au mois de décembre. « Je suis tombé à bout de force à proximité d'une prière morte », avait-il écrit. On enregistre : « Être atteint d'une lassitude à n'avoir plus le courage de remettre un lacet à sa chaussure aux sentelles de vent ». On s'effraie : « Un axiome était rongé par une incurable maladie. Il était en train de mourir tout seul comme un poète. Il avait fait son temps ».

Il est loisible de constater que Chavée (« pauvre petit propriétaire d'un désespoir de moyenne envergure », disait-il de lui-même) n'a pas fait son temps. Son œuvre se continue dans les mémoires. L'oubli menacerait-il Chavée, que ses amis belges (et d'ailleurs) ne le laisseraient pas s'établir.

LOUIS NUCERA.

★ L'œuvre d'Achille Chavée, quatre volumes, Ed. Les Amis d'Achille Chavée (83, rue Armand Warocqué, B-7100 La Louvière, Belgique).



Louis Scutenaire : « Ne marchez pas sur mes Magritte... »

(Suite de la page 13.)

Empruntant le titre à Restif de La Bretonne, Scutenaire commença ses *Inscriptions* durant la seconde guerre mondiale. Le genre lui convenait : une écriture brève, sans grasse, qu'il voulait aussi éloignée du « romantisme qui magnifie les mots » que du « prosaïsme qui réduit les émois ». La sagesse qui fait dire à Scutenaire : « L'âge use la lueur comme il use la beauté » n'a pas amoindri sa curiosité, ni, sans doute, ses émerveillements. On

sent, chez ce vieil homme, une grande capacité de s'étonner. Ce désillusionnisme n'a jamais vraiment désavoué le mouvement passionnel qui le portait vers les êtres et les choses. Il déclare : « J'ai toujours été fier d'aimer les filles que j'aimais ». C'est une belle phrase lorsqu'on pense au ressemblant où certains sont entraînés par les déceptions de l'amour.

« Quand je ne dors pas la nuit, écrit encore Scutenaire, je compte les étoiles ». En le quittant, on se met à songer que, décidément, seules sont plaisantes les passions « astronomiques »...

FRANÇOIS BOTT.

★ AB HOC ET AB HAC de Louis Scutenaire, illustrations de Henry Meyer, éd. Plein Chant, 46 p., 36 F.

★ LOUIS SCUTENAIRE, Plein Chant (numéros 33-34) : biographie et bibliographie, nombreux dessins et documents photographiques, 192 p., 75 F.

PATIO 17

PSYCHANALYSE

VIENT DE PARAITRE

L'INCESTE

PATIO/psychanalyse

L'INCESTE

éditions de l'éclat

Montpellier

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis et 71a, PARIS-6

Tél. : 43-26-51-09

Un inédit sur FREUD

Gérard NUBER

L'EGYPTE ANCIENNE

DANS LA PSYCHANALYSE

Ce que la découverte de la psychanalyse doit aux liens que l'inconscient de Freud a tissés entre la Bible, l'Égypte pharaonique et son roman familial.

« La Bibliothèque initiatique » 130 FF

MAISONNEUVE ET LAROSE

19, rue Victor-Cousin 75002 Paris - Tél. 43 54 32 70

Marcel David

Fraternité et Révolution française

1789-1799

Quelles relations la fraternité entretient-elle avec la liberté, l'égalité, l'unité et l'indivisibilité de la République ? Pour être un sentiment, ne relève-t-elle pas aussi d'une vertu, d'un devoir, et même d'un principe politique ? A toutes ces questions, cet ouvrage apporte des réponses diversifiées en fonction des phases de la Révolution, des acteurs et des enjeux politiques.

Aubier

J. Biard, D. Buvat, J.-P. Kervegan, J.-F. King, A. Lacroix, A. Lécivain

Introduction à la lecture de la SCIENCE DE LA LOGIQUE de Hegel

Tom 3 : LA DOCTRINE DU CONCEPT

Les auteurs de ce commentaire intégral tentent de découvrir ce qui confère au texte hégélien son originalité profonde. Ce dernier volume s'efforce de comprendre en quoi le concept est sujet, libre, mouvement du vrai.

Aubier

J'ai le plaisir de vous annoncer la sortie de la nouvelle édition du

DICTIONNAIRE MONDIAL DES COMEDIENS

DISTAR Editions

5, Rue Lincoln, 75008 PARIS

Tél. : 48-09-11-49

Accepterait MANUSCRIT même inachevé en hébreu ou autre langue présentant intérêt historique ou culturel concernant la communauté juive ; également tous documents, lettres, archives privées ou communautaires, affiches, ordonnances, décrets. Déplacements possibles.

Téléphonez ou écrivez à :

William LOEWY

Hôtel de Malte

63, rue de Richelieu

75 Paris

Tél. : (1) 42-96-58-06

THÉÂTRE

Festival d'Avignon avant-programme

Alain Crombecque et son équipe ont présenté le programme du 41^e Festival d'Avignon, en présence de l'adjoint au maire de la ville, dans les locaux de la CAECLE qui depuis quatre ans participe au financement de la manifestation.

Pour le quarantième anniversaire du Festival d'Avignon, qui se déroulera du 9 juillet au 6 août, Chaillet retrouve la Cour d'honneur. Antoine Vitez y présente en deux soirées l'intégrale du *Souffle de saïon*, de Clandel (du 9 au 21 juillet). La danse prendra le relais, avec les ballets de l'Opéra de Paris, du 27 au 31 juillet, la compagnie Martha Graham du 3 au 6 août. Du 27 juillet au 1^{er} août, Catherine Diverre, Bernardo Montet danseront *Instant* dans la cour de l'Hospice Saint-Louis et, du 31 juillet au 4 août, Angéline Perlejoz sera aux Célestins, avec Halilali Romée.

La danse est cependant moins présente cette année à Avignon, et le seul spectacle musical sera aux Célestins, du 22 au 27 juillet, une création de Georges Aperghis, *Faust et Rungda*, qu'il aura donné en avant-première - c'est une opération de l'Action artistique - à Bail. A l'église Saint-Pierre, les chœurs d'enfants de la Philharmonie de Prague chanteront le *Chemin de croix des enfants*, de Brecht et Benjamin Britten. A la Chartreuse, il y aura un stage dirigé par Olivier Messiaen, organisé par le Centre Accanto, venu d'Alsace-Provence, du 8 au 20 juillet, qui donnera un ensemble de concert du 10 au 20 juillet en plusieurs lieux, et du 15 au 30 juillet, également dans plusieurs lieux. On entendra les « musiques des grands fleuves du monde ».

Pinet auteur de l'année

Comme chaque année, il y aura des messes et de l'orgue. Le cinéma tournera autour des années 60, avec des documents prêtés par la vidéothèque de Paris, du 15 au 21 juillet à l'ancien palais de l'Archevêché, un cycle Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, qui présenteront Von Stroheim réalisateur - suivi d'une rétrospective Kenneth Anger du 29 au 26 juillet, et, du 27 au 29, une sélection de films inédits de Bellocchio, Chantal Achermann, Ingmar Bergman, Terayama...

Le théâtre en tout cas est bien présent. La Comédie-Française vient avec deux autres contemporains, Pinter (Carnes, du 12 au 21 juillet) et Robert Fingar, *Alibi* et *Bela* (Carnes, du 25 juillet au 3 août). Ce dernier sera l'auteur de l'année, avec David Warshaw dont l'*Hypothèse* sera donnée aux Pénitents blancs, du 11 au 19 juillet. Notons encore le *Harnais*, par Jean-Marie Patis (Cordeliers, dates à préciser) et *Lettre morte*, par Chantal Morel (Pénitents blancs, du 25 juillet au 1^{er} août). Plus un festival radiophonique, réalisé en cours de festival.

Jérôme Deschamps présentera les *Feuilles-Pas* (Théâtre municipal, du 15 au 24 juillet), Alain Françon, *Une lune pour les déshérités*, d'Eugène O'Neill (Benoît XII, du 24 au 31 juillet), André Marcon, *Le Discours aux animaux*, de Novarina (Pénitents blancs, du 15 au 19 juillet), Bruno Boigrin, *Noticias del Caribe* (lycée Aubanel, du 15 au 31 juillet).

Tilly créera sa dernière pièce *Y a bon Hambourg* (Benoît XII, du 10 au 18 juillet), Olivier Ferrer, *La Sentence des puissances* (Hospice Saint-Louis, du 12 au 24 juillet), Bruno Bayen *Edipe à Colone* (Chartreuse, du 15 juillet au 6 août), Sylvie Blocher et Gérard Hallaire, *Figures* (gare de Villeneuve, du 15 au 31 juillet). Enfin, le cirque Zingaro, qui a fait ses premières armes sur les parcs d'Avignon, reviendra, officiellement cette fois, avec son chapiteau, du 15 au 26 juillet.

Le théâtre et ses espoirs : Patrice Chéreau vient avec ses élèves, avec qui il a monté *Platonov*, de Tchekhov (Chartreuse, du 20 au 29 juillet) et qui sont dirigés par Pierre Rouman dans deux pièces de Kleber, *Pensées* (du 10 au 12 et du 24 au 26 juillet), et *Catherine et Heinrich* (Chartreuse, du 15 au 17, du 23 au 27 juillet). D'autre part, les élèves de l'École de Strasbourg, dirigés par Jacques Lassalle, joueront *Les Acteurs de bonne foi*, de Marivaux, et *La Conquête du pôle sud*, aux Célestins (du 10 au 18 juillet).

Expositions enfin : Aillaud-Arroyo et le théâtre, Louis Jouvet, Armand Gatti : des photos de Nicolas Trezzi ; le cabaret du Barba chantant ; la naissance du Festival. Le Monde racontera ses relations avec Avignon pendant quarante ans.

Renseignements : bureau du Festival, BP 92, 84006 Avignon Cedex.

A Gennevilliers Bernard Sobel réussit le gros coup en montant, en France, l'un des sommets de l'histoire mondiale du théâtre : Nathan le Sage d'Ephraïm Lessing.

Disons d'abord qu'il est immense, incroyable, que le chef-d'œuvre de Lessing, *Nathan le Sage* n'ait presque jamais été joué chez nous. Écrite en 1779, créée à Berlin en 1787, reprise à Weimar, par les soins de Goethe, en 1801, révisée aux Français par une traduction de Prosper de Barante en 1820, plusieurs fois retraduite depuis, elle aura attendu très longtemps pour être jouée ici. Les voies des échanges culturels sont décidément imprévisibles.

Si au moins c'était une œuvre « difficile » ! Mais non, même pas ! Par son propos séduisant, général, sur les races, la naissance, les religions, *Nathan le Sage* concerne forcément, et tient fortement en haleine, tous les spectateurs chrétiens, juifs, musulmans, et athées, ça fait quand même du monde. Et, dans la foulée, par son art diabolique du suspense, ses surprises, son allant, ses gaietés, cette pièce divertit sans interruption, et les trois heures quinze qu'elle dure filent comme un pet sur une toile cirée : on n'en croit pas sa mesure.

Le miracle est d'ailleurs là : c'est que la pièce de théâtre la plus vivante qui soit, la plus proche, la plus poignante, et la plus drôle, transalpine sans cesse les pensées les plus profondes sur ce qui nous touche et plus sensible, donc se fait même de vivre.

Lessing écrit cette pièce, deux ans avant de mourir à cinquante et un ans, parce que le pouvoir décliné de lui interdisait toute publication de ses idées en livre ou en journal.

L'action de *Nathan le Sage* est située à Jérusalem. Le sultan Saladin (musulman) laisse la vie sauve à un prisonnier de guerre, un Templier (chrétien). On sait que les Templiers appartenaient à un ordre religieux-militaire chargé de protéger les pèlerins en Terre sainte, et quand le sultan en attrapait un vivant, il le mettait à mort. Voyant une maison brûler, ce Templier, qui est très jeune, et qui, nous dira-t-on,

« Nathan le Sage », d'Ephraïm Lessing Embrassades à Jérusalem

en avait assez de la vie ce jour-là, se jette dans les flammes, et s'élève une jeune personne qui est la fille de Nathan (juif), un personnage très singulier, grand voyageur, grand négociant, et très aimé des juifs de Jérusalem pour l'intelligence apaisante de ses conseils : le peuple l'appelle *Nathan le Sage*.

L'action de la pièce implique quelques autres protagonistes, un très bizarre derviche, trésorier du sultan (parce que seul un ex-pauvre sait avoir l'élégance de donner aux pauvres), et qui ne rêve que d'aller se tremper dans le Gange, un « Patriarche », sorte de super-évéque, qui figure ce que le haut clergé catholique avait de plus intolérant, une servante chrétienne employée chez Nathan, une sœur du sultan, un moine aux ordres du Patriarche (mais qui le hait).

Manifeste de tolérance

Mais Lessing met essentiellement aux prises le musulman (le sultan), le chrétien (le jeune Templier) et le juif (Nathan), alternant choques confessionnels et négociations monétaires, à seule fin de nous dire que l'appartenance religieuse ne nous dissocie en rien. « Méprisez mon peuple tant que vous voudrez, dit Nathan au Templier. Nous n'avons ni l'un ni l'autre choisi notre peuple. Sonmez-nous notre peuple ? Le chrétien et le juif sont-ils chrétiens et juifs avant d'être hommes ? »

Plus qu'un manifeste de la tolérance (ce qui est aussi), la pièce invite à faire preuve, au jour le jour, avec tout un chacun, d'ouverture d'esprit, de générosité, d'imagination créatrice, au-delà des données de l'état civil, de la naissance.

Lessing a, plus que personne, presque le génie des répliques absolument inattendues, qui vous tombent tout droit d'un initial d'instinct, ou de cœur, répliques grandioses, qui vous claquent. Et, en même temps, par-dessous sa leçon magistrale terriblement « humaine », il enfonce toute une trame comique, on à la limite du comique, car nous saurons enfin de compte que la « fille » du juif Nathan est chrétienne, qu'elle est la sœur du Templier, ce qui fait devenir périlleuse la liaison de ces deux amoureux, et que le chrétien (et presque intégriste)

Templier est le propre fils du frère du musulman sultan. Embrassades générales sur les deux joues, sous l'œil calme de Nathan le Sage, que jamais rien n'étonne.

Résumer ainsi, c'est trahir. Il faut entendre et voir cette pièce pour en éprouver le génie, la suprême dimension d'esprit, la noblesse, la bonté, la joie. Occasion de dire, en passant, que, sur des propos du même ordre, une œuvre française est parue en 1967, une œuvre de même envergure que celle de Lessing, à savoir le *Capitif amoureux* de Jean Genet (Gallimard), qui a été incroyablement négligée par les médias (mais pas par le Monde).

Nathan le Sage est réalisé avec une parfaite présence d'esprit, un art très aisé des nuances, et une beauté rare du « spectacle », par Bernard Sobel. Décor très étendu

d'Italo Rota, tout un monde. Costumes exactement appropriés et chanteurs de Pierre Cadot.

Pascal Bongard, très jeune, sincère, fougueux, est un Templier émuant. Andrzej Seweryn, d'une ambiguïté souveraine, est le sultan. Bernard Freyd, discret, attentif, irradiant l'esprit, est un Nathan magnifique. Valérie Toledano (la fille de Nathan), Evelyn Istria (sa servante), Michèle Hoppenot (la sœur du sultan) sont trois perles. Guy Naigeon (le moine du Patriarche) ruse bien les murs. David Gabsion (le Patriarche) charge un tant soit peu. Mention spéciale à Pierick Messem (le derviche), dont chaque regard, chaque intonation, sont des poèmes.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de Gennevilliers, 20 h 30.

« Britannicus » au Carré Silvia Monfort

Monstres sages

Après Phèdre, Bajazet, Silvia Monfort poursuit avec *Britannicus* un cycle Racine. Elle joue Agrippine, bien sûr.

Racine a-t-il peint Néron trop mauvais ou trop bon ? Quand *Britannicus* fut créé, le subtil dosage de son jeune tyran fit beaucoup jaser. A tel point qu'il s'en justifia dans sa seconde préface. Dans la mise en scène de Jean-Louis, la question ne se pose même pas tant le Néron de Daniel Colas n'est qu'un bouffon grotesque gâté, sans profondeur aucune. Très loin du monstre naïf, sans qui nous en avons encore à chercher des couleurs à ses méchantes actions dépeint par Racine.

Ce point de vue de l'acteur (ou du metteur en scène ?) sur son personnage fausse la perspective. Et les scolaires, au fond de la salle, ricassent un peu. Pour le reste, ils se taisent, ils écoutent, car un des mérites de ce *Britannicus* est de nous faire goûter au plaisir de l'alexandrin. Sagement dit, dans une mise en scène non moins sage qui se contente de pointer du doigt, ça et là, par-dessous l'épaulé de ces Romains rac-

niens, le dix-septième siècle, la cour et ses rites de représentation. Tout commence, et tout finit, à la lueur d'une bougie. Tout se joue devant trois portes, surmontées d'un fronton, ouvertes, fermées, entrebâillées, selon.

Silvia Monfort - c'est la raison d'être de ce *Britannicus* - est donc Agrippine. Un port de reine décliné, mais flamboyant. Un cœur machiavélique rompu aux intrigues, mais où vibre encore, ça et là, une crédulité toute maternelle. Et quand, au quatrième acte, elle affronte Néron, lui rappelle toutes les ruses, toutes les manipulations dont elle a dû user pour pouvoir lui dire : « Vous régnez », elle est totalement convaincante. Ses gestes sont précis, épurés.

Jean Néron campe à ses côtés un Narcisse faux jeton, perfide et décadent à souhait. La toute jeune Coraly Zahoreo, dans le rôle de Junie, n'est pas dépourvue de flamme. Mais c'est la fougue, la souplesse de diction de Jean-Paul Bordes (*Britannicus*) qui nous retiennent le plus dans cette représentation bonnête, à défaut d'être captivante.

ODILE QUROY.

★ Au Carré Silvia Monfort, 106, rue Brancas.

OPÉRA

« Don Giovanni » au Châtelet

Etincelant, mais un peu court

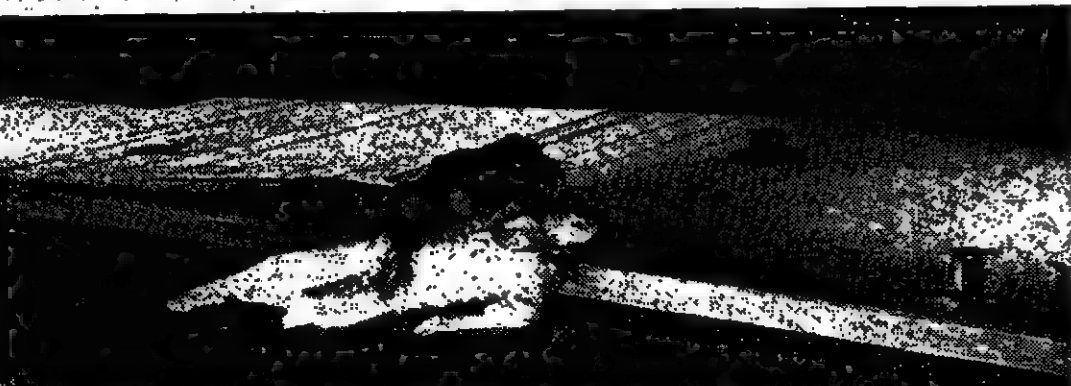
Le succès du Don Giovanni, présenté par la Monnaie de Bruxelles au TMP-Châtelet, vient opportunément remettre de l'ordre dans nos idées lyriques. L'opéra, c'est d'abord du théâtre, une équipe, un travail serré sur la musique et le livret, et non quelques stars faisant leur numéro dans le désert.

Dans sa mise en scène de Don Giovanni, nonnant aux fantasmes dramaturgiques qui entachaient quelque peu sa superbe réalisation de la *Clémence de Titus* (le Monde du 2 juillet 1982), le metteur en scène Karl-Ernest Hermann a interprété rigoureusement l'œuvre de Mozart, avec des moyens simples, en collaboration étroite avec le chef d'orchestre, Sylvain Cambreling.

On est au théâtre, sur ce plateau entouré de lourds rideaux qui se soulèvent d'un côté ou de l'autre pour dévoiler une porte, une cour, une ferme, un révisant paysage coloré à l'italienne et, lors des deux finales, tout au fond, le velours étoilé de la nuit. Les éclairages rassants allongent les silhouettes jusqu'à la caricature ; ils viennent de l'extérieur, sans aucun réalisme, ou se concentrent sur le petit escalier de l'avant-scène, fief de Leporello, avec le petit placard où il dissimule ses menus larcins.

A la deuxième scène monte du sol un obélisque, symbole primitif de « la passion prédominante » des personnages ; à la fin, un cratère s'ouvre dans le plancher, engloutissant dans la fumée et les flammes le libertin.

Et dans ce théâtre, on joue surtout *gloiosa* le *dramma*, une comédie italienne où les paysans portent de longs nez et des masques de carnaval, menée grand train par le Pier-



rot canaille de Leporello et par un réducteur dépourvu de scrupules, voire de toute dimension religieuse ou athée : José Van Dam, superbement en voix, tombant en carressant, « vêtus d'un justaucorps orange, s'amuse à conquérir... mille et trois » filles avec les gastes les plus précises, utilise, charme, astuce et autorité sans chercher midi à quatorze heures, ni penser à délier qui que ce soit dans ce monde ou dans l'autre. Il ne croit pas à toutes ces sorcelleries, est pris à son propre piège, tombe dans le trou et c'est fini.

Quant au Commandeur, d'apparence ténébreux et sans perruque, arraché à son sommeil, puis stupéfié dans une tige de vieux philosophe radoteur latin, il perd toute majesté d'entre-tombe.

Ce n'est sans doute pas un parti pris réducteur de la part des maîtres d'œuvre, mais simplement leur approche naturelle, en notre fin de siècle qui ignore toute métaphysique. Car Sylvain Cambreling ne sonne, si intelligent et sensible par ailleurs, paraît-il, que par mal à l'aise dans les moments où l'étoffe du drame devient plus complexe, où, au-delà de la comédie, se lèvent des perspectives mystérieuses, essentiellement, aux deux extrémités, l'ouverture dans laquelle il se par-

vient guère à équilibrer les puissances colossales du drame secouées de synopses, les effluves pathétiques, les ovages menaçants et le jeu découragé de la comédie qui s'annonce, puis la scène finale, prise en général dans un tempo trop rapide, trahit d'une pointe foudroyante et sèche qui se atténue la force grandiose.

Pitoyable résidu de rêve

Sans doute aussi le jeune Orchestre de la Monnaie n'a-t-il pas encore la symphonie et la finesse sonores nécessaires pour s'élever à l'étage suprême du génie mozartien, même s'il excelle à en traduire la vitalité et l'intelligence.

En revanche, on se saurait trop louer le travail du metteur en scène et du chef dans tout ce qui est pur jeu théâtral ; il n'est pas un réducteur, un air, un ensemble qui soit schématisé, qui n'atteigne à la plénitude de son développement, tant chaque geste, chaque mouvement semblent appelés par la musique, soumis à une baguette infallible, que ce soit l'immense scène du bal qui n'a jamais été si précisément déployée, ou tel air d'Elvire (*Mi tradi*) jouant avec le tas informe des vêtements de Don Giovanni, pitoyable résidu de son rêve et de son désespoir, pour ne citer que ces deux exemples.

A côté de Van Dam, Don Giovanni étincelant et un peu court, et de Malcolm King, extraordinaire de vitalité et d'enthousiasme, sans jamais sortir de son rôle de valet égaré et béré, la distribution, très homogène, est justement dessinée : une toute jeune et charmante Elvire (Barbara Madra), rose ardente que Don Giovanni a bien tort de dédaigner, la belle Donna Anna d'Edith Wiem (remplaçant Ashley Putnam), flamboyante et dramatique, malgré une voix quelque peu dure et parfois acide, Stuart Burrows, qui donne sa véritable consistance à Don Ottavio par son port, son timbre et son phrasé d'une grande noblesse, Joanna Kozłowska, solide paysanne fraîche, naïve et touchée, et le Masetto vigoureux, mûrement bon, de Marcel Vanaud, enfin Koles Kovacs un Commandeur quelque peu amo-

né. Mis à part les réserves faites, ce spectacle plein d'enchantelements, de détails savoureux et exquis, mérite d'être vu, et le public, venu en foule, ne s'y est pas trompé.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 13, 17, 20 mars à 20 heures, les 15 et 22 mars à 15 heures.

CINÉMA

« Un adieu portugais », de Joao Botelho

L'indicible douleur d'être

Dans un entretien pare dans la dernière livraison des *Cahiers du cinéma*, le metteur en scène de *Un adieu portugais* nous dit son admiration inconditionnelle pour John Ford, qu'il perçoit non plus comme le maître du récit cinématographique mais comme l'éternel exilé, hanté par un passé inextinguible.

Joao Botelho a lui aussi très tôt connu la filière, l'exil, l'impossibilité d'être. Ce qu'il raconte cette fois, après *Conversa acobada* (1981), l'amitié de deux poètes qui se suicident à vingt ans de distance, c'est un peu le suicide d'une nation, l'incapacité à faire l'indispensable retour en arrière, à assumer tout un passé : d'abord une guerre coloniale de treize ans qui n'était pas tout à fait une guerre, plus récemment, une « soi-disant révolution », celle de 1974. Cette tristesse qui ne cesse de traverser la cinématographie portugaise, ce deuil permanent, Joao Botelho les assume une fois pour toutes. Le récit se déploie en deux tranches parallèles, la guerre en noir et blanc, une guerre non héroïque, où l'on semble marcher inlassablement contre des fantômes ; puis le Portugal aujourd'hui, douze ans après.

Un jeune sous-lieutenant salue sur une mine, tout ça très propre. Là-bas, une famille de petits pay-

sans vient à Lisbonne voir le fils cadet et la veuve de l'ainé tué à la guerre. Pourquoi, comment, inutile de chercher des explications. Le temps s'est arrêté, saisi par la mort. La guerre coloniale, c'est surtout un souvenir diffus, des cartes postales loin de tout héroïsme, de tout sens. Le vers était déjà dans le fruit. La vie « normale » a repris pour les survivants au pays natal. Vivent-ils vraiment ? Vivaient-ils déjà ? Comment exorciser quarante-huit années d'ordre moral malaxées ?

Joao Botelho répond à sa façon, par un dépouillement de l'image au-delà du concevable. Non pas de la géométrie sans âme, au contraire. Mais comme le négatif du quotidien le plus familier, avec cette couleur particulière aux films portugais, recouverte par la patine du temps. Le cinéma, entre les mains des metteurs en scène du Tage, devient l'achève suprême, l'exorcisme par excellence, le retour à zéro, à un point de départ où l'existence trouverait un sens, le Portugal une histoire.

LOUIS MARCORELLES.

Théâtre par le bus

BERNARD NOËL

LE MONDE

100%

FOUNDACTION THEATRE DE LA MEURTRE

PARIS 47.78.70.88

14-15 MARS

EXPOSITION INTERNATIONALE

De 10 h à 20 h

VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES

PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON

(au pied de la Tour Eiffel)

18, av. de Suffren - PARIS (16^e)

Culture

DANSE

Trois créations
par le Ballet de l'Opéra de Lyon

Les retombées de l'euphorie

A la Maison de la danse de Lyon, Guy Darmet accueille le ballet de l'Opéra municipal avec trois créations. On attendait surtout Monnier-Duroure : c'est William Forsythe qui force l'enthousiasme.

Après son triomphe new-yorkais, le Ballet de l'Opéra de Lyon a le vent en poupe. La troupe, électrisée, est prête à se lancer dans les paris les plus fous. Sa directrice, Françoise Adrien, n'entend pas laisser retomber cette euphorie et présente à la Maison de la danse un programme — également créé à New York — qui a permis aux danseurs de se montrer à visage découvert après leurs performances masquées dans la Cendrillon de Maguy Marin.

Très attendu, *Mama Sunday*, Monday and Always est l'adaptation par Mathilde Monnier et Jean-François Duroure d'un duo, *Extasis*, qui les propulse à la pointe de la jeune danse française. Ils sont quatre couples, saisis dans la lumière de projecteurs de studio, à jouer de l'ambiguïté de tous frissonnants sous l'imperméable mastic, à se balancer sur leurs jambes déployées comme des samouraïs en goguette, à plonger dans le tulle moussu de des airs rugueux de Kurt Weill.

Après ce début fracassant, une danseuse en voile et collant chair se multiplie par quatre. Mais déjà l'énergie s'est diluée. Perdus le mordant, la cruauté, l'hygiène des corps. Perdus l'émotion. Mais pouvait-il en être autrement ?

Extasis, ce fut le sursaut vital de deux danseurs en rupture de compagnie, lui transfiguré chez Pina Bausch, elle de chez Verrot, échappés à leurs démons, se libé-

rant dans une création urgente, irrépressible. Cette fièvre existentielle, ce désir de se projeter en tous sens, de faire l'ange et la bête, supporte difficilement d'être reproduit de l'extérieur, même par une troupe bien intentionnée.

Le mordant, la cruauté, l'énergie brute se sont retrouvés ailleurs, dans le *Septext* de William Forsythe. Sur un plateau d'une blancheur assésine, des danseurs vêtus de noir puis une fille en collant rouge boyaient les bras selon une gestuelle précise. Deux des garçons esquissent un pas balancé baroque interrompu par la danseuse. Un adage au graphisme par commences, coupé net par une filure de la musique, et l'ambiance tourne à la corré.

Mais chez Forsythe rien n'est gratuit ni abstrait. Ses rapports asymétriques entre les danseurs (1+2, 1+3) — que l'on trouve aussi chez Gallotta — les casiers du mouvement, les éclipse de la « chaconne » de Bach, suggèrent un univers mental perturbé.

Septext permet de saisir la démarche d'un chorégraphe : au-delà de trente-huit ans, aujourd'hui directeur de la danse à l'Opéra de Frankfurt, qui par l'aide de son écriture (bien dans la suite de Balanchine) et son hyper-sensibilité, ouvre des perspectives nouvelles au ballet.

Après une telle stimulation servie par la performance de l'interprète Pascal Michéle, le traitement de la *Symphonie en trois mouvements* de Stravinski, par Nils Christie, « un pur produit hollandais », paraît sans relief. Cette danse de pré-à-porter sur patron standard paraît bonne tout au plus à assouplir la compagnie.

MARCELLE MICHEL

★ Maison de la danse, jusqu'au 24 mars, récite les 16 et 23 mars.

« A nos héros », au Centre Georges-Pompidou

La danse transparente de Preljocaj

Il n'aura pas fallu longtemps à Angelin Preljocaj pour dépasser les influences qui l'ont mené à la chorégraphie : le classique d'abord et la rigueur de ses codes, la liberté d'expression de Karin Waener, le pur mouvement de Viola Farber.

Chez Dominique Bagouet, il a fait ses gammes et affirmé, avec *Marché noir* et *Larmes blanches*, le sens de la composition et la force du geste.

A nos héros, créé à Champigny en juin dernier (voir le Monde du 19 octobre 1986), programmé maintenant à Beaubourg, ne ressemble à rien de déjà vu.

Sur scène, un monument gris, austère, se dégage des fumées. Socle statue, il sert de repoussoir aux évolutions des danseurs, vêtus de drap gris, qui quadrillent l'espace de signes nerveux, secs, sans abandon.

Sont-ils vivants, sont-ils déjà figés en un rêve de pierre ? Parfois l'un d'eux se détache du groupe, se plaque au sol sous les injonctions d'une musique d'apocalypse ou développe dans un parcours solitaire une série de mouvements à la rigueur pantographique. Angelin Preljocaj ne propose pas une exaltation dramatique du culte du héros se référant au mythe universel. Il part au contraire d'une forme travaillée mais vide de substance pour construire un portrait-robot de héros.

Sa danse, neutre, transparente, dégage de tout préliminaire littéraire, rappelle la façon dont Jean-Claude Gallotta retrouvait, dans

Daphnis et Chloé, l'essence des rapports amoureux. Ici l'effacement surgit d'un fond de mémoire collective s'empare peu à peu des hommes, des femmes, et les met, par une gestuelle à la fois subtile et désolée, en condition de héros.

Un conditionnement que le chorégraphe étend à un autre thème, la foi, dans sa prochaine création consacrée à Jeanne d'Arc et prévue pour le 27 avril à Champigny.

M. M.

★ *A nos héros*, Beaubourg, grande salle du sous-sol, du 12 mars au 15 mars, 20 h 30, dimanche, 16 heures.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OGP
64, rue La Boétie, 45-63-12-86

Vente au Palais de Justice, Créteil (94), jeudi 26 mars 1987, à 9 h 30
GRANDE CHAMBRE
Mise à prix : 200 000 F

Vente au Palais de Justice de Créteil, le jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30
PAVILLON à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
Mise à prix : 200 000 F

Vente au Palais de Justice de Créteil, le jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ
Mise à prix : 180 000 F

Polémiques
autour du cahier des charges
d'Antenne 2

Inquiétude chez les producteurs privés, sérénité à la Société française de production (SFP). La publication, dans les grandes lignes, du projet de cahier des charges d'Antenne 2 (le Monde du 12 mars) a déconcerté une profession méconnaissant d'avoir été tenue à l'écart de son élaboration. Dans sa rédaction actuelle, en effet, le document impose aux chaînes de service public des obligations moindres en matière de production que celles appliquées aux télévisions privées.

C'est ainsi que la Société des réalisateurs de films (SRF) et la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) estiment que le maintien de cette décision porterait « gravement atteinte à l'idée, maintes fois affirmée par le gouvernement, que le service public doit être la référence de l'audiovisuel ». Ces deux organisations demandent en conséquence, dans un communiqué commun, qu'Antenne 2 et FR3 « soient soumises aux obligations de quotas et de production des chaînes privées ».

Revendication identique à la Fédération française des producteurs de films et de programmes audiovisuels : celle-ci propose plus précisément que les chaînes publiques soient chaque année contraintes de diffuser trois heures de films français et de consacrer 15 % minimum de leurs ressources à la production. Deux exigences inspirées par celles retenues par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) pour la « 5 » et M6. La Fédération française de producteurs réclame, en outre, l'obligation immédiate pour Antenne 2 et FR3 de programmer 50 % de fictions françaises (60 % émanant de la CEE). Sur ce point, le dispositif

prévu par le gouvernement lui-même apporte déjà partiellement satisfaction : cette contrainte s'appliquera aux heures de grande écoute dès l'entrée en vigueur du nouveau texte — prévu pour début avril au plus tard — pour les feuilletons, téléfilms, séries, dessins animés, etc. Les chaînes conservent jusqu'en 1990 une marge de manœuvre pour les tranches horaires de la matinée et de l'après-midi.

De son côté, la SFP approuve discrètement ces revendications. Mais elle ne s'inquiète pas vraiment, pour elle-même, de la suppression immédiate dans le futur cahier des charges du système de commandes obligatoires qui la liait jusqu'à présent à Antenne 2. Les deux sociétés négocient en effet un accord-cadre prévoyant, selon la direction de la SFP, « un volume satisfaisant d'activité ». Selon certaines sources, il porterait sur un chiffre d'affaires d'environ 460 millions de francs pour l'année en cours contre 500 millions effectivement réalisés l'an dernier. Un recul certes, mais encore modeste.

Le son de cloche est évidemment totalement différent à Antenne 2 et au ministère de la culture et de la communication, où le projet de cahier des charges est considéré comme un compromis « équilibré » entre les ressources de la chaîne et les multiples missions que son statut de chaîne publique continuera à lui imposer : des communications du gouvernement à la télévision, des émissions régionales de FR3 en passant par le sous-titrage — prévu — des clips vidéo. Des contraintes bien réelles, mais dont on ne voit pas en quoi elles pourraient rassurer les producteurs inquiets.

P.-A. G.

Communication

En déposant un recours
contre les décisions de la CNCL

Les producteurs veulent obtenir
une réglementation du marché

Les chaînes privées ont-elles le droit de produire les programmes qu'elles diffusent ou doivent-elles acheter auprès de producteurs indépendants ? La loi de septembre 1986 penche pour la seconde solution en stipulant que la Commission nationale de la communication et des libertés doit « fixer la part maximale d'émissions produites par l'exploitant ». Cette séparation entre les rôles de producteur et de diffuseur, déjà inscrite dans la plateforme RFR-UDF sur l'audiovisuel, est réaffirmée récemment par M. Raymond Barre en son effet une condition essentielle de la relance des industries de programmes.

Elle est calquée sur la réglementation américaine qui oblige les télévisions à acheter leurs programmes de fictions aux « majors » d'Hollywood ou aux producteurs indépendants. Ceux-ci restent ainsi propriétaires de leurs œuvres après leur passage sur une chaîne nationale et peuvent les revendre aux stations locales, aux réseaux câblés ou à l'étranger. Une série d'amorçements successifs qui leur permet de dégager des bénéfices et de réinvestir dans la production.

Une interprétation
restrictive

Mais la CNCL a cassé cette logique économique en donnant une interprétation restrictive de la loi. Les cahiers des charges de la Cinq et de M6 empêchent seulement les chaînes de recourir à « leurs moyens propres de production pour la réalisation de fictions ». Et, lors des audi-

tions publiques des candidats, M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, a précisé que cette disposition ne visait que la fabrication technique des programmes. Une chaîne privée pourrait donc confier la réalisation de ses fictions à des prestataires de service extérieurs tout en restant propriétaire des droits de commercialisation du programme, ce qui était déjà le cas depuis 1974.

Considérant que l'esprit et la lettre de la loi ont été détournés, la Fédération des producteurs de films et de programmes audiovisuels va déposer un recours gracieux devant la CNCL. Les producteurs veulent obtenir une véritable réglementation du marché et une clarification des rôles. S'ils ne l'obtiennent pas, ils pourraient se tourner vers le Conseil d'Etat et demander l'annulation des cahiers des charges de la Cinq et de M6.

En face d'eux, les nouveaux propriétaires des chaînes privées s'apprêtent à résister pied à pied. La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, les groupes de MM. Hertz et Berlusconi ont chacun leurs filiales de production et comptent bien drainer vers elles une part importante du chiffre d'affaires de leurs télévisions. Une stratégie de groupe, économiquement bien compréhensible, mais qui risque fort d'entraver la libre concurrence sur le marché. La CNCL, qui doit veiller au respect de cette concurrence se trouve ainsi placée au pied du mur.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Nouvelles radios commerciales en Grande-Bretagne

Une révolution bien tranquille

LONDRES
de notre correspondant

Le gouvernement britannique vient de présenter un Livre vert sur le développement de la radio en Grande-Bretagne dans les vingt prochaines années et a réuni le tour de force d'être encore plus loin que ne le voulaient les adeptes du tout-commercial, sans toucher au service public.

Dans un pays entièrement dominé par la BBC, l'arrivée de nouvelles radios commerciales et locales est une révolution. Mais elle se fera très tranquillement, entre 1990 et 1995. A condition, bien sûr, que M. Thatcher soit réélu.

Le Livre vert prévoit la mise en place progressive d'un maximum de trois nouvelles radios nationales de radio commerciale (payées par la publicité) et de centaines de radios locales ou communautaires, en plus des réseaux actuels de la BBC.

Aujourd'hui, la radio, en Grande-Bretagne, ce sont les quatre programmes nationaux de la BBC, les trente stations locales, financées par la redevance. A côté de ce mastodonte (75 % de l'écoute), existent

quarante-sept radios locales indépendantes qui vivent de la publicité.

Le ministre de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, a presque réussi à faire plaisir à tout le monde. Son Livre vert rejette tout d'abord les propositions faites l'année dernière par la commission Peacock sur l'avenir de la BBC. Elle préconisait la privatisation des radios BBC 1 (rock et pop music) et BBC 2 (musique légère).

Libération
de fréquences

La BBC devra simplement céder aux nouveaux venus deux des huit fréquences qu'elle utilise aujourd'hui, notamment pour doubler sa diffusion, sur FM et ondes moyennes, afin de mieux atteindre certaines régions où la réception est mauvaise. De plus, à partir de 1990, la Grande-Bretagne disposera d'une nouvelle fréquence sur la bande FM, grâce à des accords internationaux. La place existante, donc pour trois nouvelles radios nationales, une excellente nouvelle pour les adeptes des radios privées, qui s'en attendaient qu'un.

A cela s'ajoutera, pour répondre aux demandes des associations locales ou des communautés linguistiques ethniques, la possibilité de créer à partir de 1995 autant de radios qu'elles le veulent, sur une fréquence FM dévolue à cette date par les secteurs d'urgence qui l'occupent en ce moment.

Fidèle à l'esprit de la loi, M. Hurd a tracé les limites du rôle que l'Etat veut jouer dans cette « radio du XXI^e siècle » : créer le cadre de la concurrence. Pour le reste, il appartiendra à tous ceux qui veulent avoir un soutien financier, donc publicitaire, de se faire connaître et demander une licence d'exploitation. La BBC, elle, devra se contenter d'une augmentation de la redevance liée directement à l'indice des prix.

Les changements s'accompagneront d'un allègement important des contrôles exercés aujourd'hui sur les radios, comme sur les télévisions privées, par l'Independent Broadcasting Authority (IBA), un organisme national. M. Hurd parle d'une autorité plus souple, simple « garde-fou pour le consommateur ».

Les radios nouvelles n'auront plus l'obligation, comme aujourd'hui, de respecter un équilibre scrupuleux entre « l'éducation, l'information et le divertissement ». Si elles diffusent des informations, elles devront simplement s'engager à respecter l'« impartialité » et la « vérité ».

Le Livre vert prend cependant toutes les précautions pour que les ondes britanniques ne deviennent pas aussi caennaises que les ondes françaises depuis le développement des radios libres : aucune station locale n'aura le droit d'émettre au-delà de son comté (en gros l'équivalent du département). Et aucun groupement religieux ou politique ne pourra obtenir une licence d'exploitation.

(Interim.)

« A l'heure où British Telecom et le satellite Astra... British Telecom vient de signer un accord avec la Société européenne de satellites pour la commercialisation des canaux de satellites luxembourgeois Astra auprès des opérateurs britanniques. Cet accord pourrait faciliter le transfert sur Astra des chaînes de télévision européennes thématiques (Screen Sports, Children Channel, etc.) actuellement diffusées par le satellite à moyenne puissance Intelsat V. C'est la première fois qu'un organisme européen des postes et télécommunications traite avec une société privée de satellites en dehors de l'Organisation Européenne. British Telecom a par ailleurs réservé huit canaux de télévision sur le satellite Eutelsat II qui sera lancé en 1989. Ces deux décisions confirment l'importance qu'attache pour l'entreprise de télécommunication britannique, récemment privatisée, sur le marché de l'audiovisuel.

MARIGNY BELMONDO KEAN

soirée 20 heures
dimanche 15 heures
Pas de matinée
le samedi

Vente au Palais de Justice de Créteil, le jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ
Mise à prix : 180 000 F

Vente au Palais de Justice de Créteil, le jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ
Mise à prix : 180 000 F

Vente au Palais de Justice de Créteil, le jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ
Mise à prix : 180 000 F

Vente au Palais de Justice de Créteil, le jeudi 26 mars 1987 à 9 h 30
PROPRIÉTÉ
Mise à prix : 180 000 F

Sports

CYCLISME : Paris-Nice

Kelly maître du Ventoux

CARPENTRAS
de notre envoyé spécial

On ne croyait pas si bien dire en affirmant que Paris-Nice commencerait sur les pentes du mont Ventoux. Il ne s'est strictement rien passé avant que le peloton groupé n'atteigne le géant de Provence, mercredi 11 mars, durant la troisième étape, longue de 240 kilomètres, qui conduisait les concurrents de Saint-Etienne au Châteauneuf. Pendant sept heures, ils ont roulé à un train de sénateur sans esquiver la moindre attaque. Le col de la République, escaladé à 25 kilomètres-heure, a provoqué aucune cassure et la moyenne générale n'a guère dépassé les 30 kilomètres-heure. On faisait aussi bien à l'époque héroïque, et les cyclo-sportifs de la « Marmotte » ou de la « Lousion-Bobet » qui franchissent trois cols, dont le Galibier et l'Izoard, au cours de la journée font incontestablement mieux.

En dépit de l'allure relativement lente, la première marche du Ventoux (1 150 mètres d'élévation en 16 kilomètres) a causé des dégâts considérables. Cinquante coureurs ont perdu 10 minutes et davantage sur Sean Kelly, premier au Châteauneuf devant Stephen Roche et le Breton Ronan Penec, révélation du Tour de France 1986. C'est la preuve que de nombreux routiers sont encore à court de forme, les hommes les moins bien préparés étant aussi les plus sensibles au froid qui régnait sur les massifs de haute Provence blanchis par la neige.

Post Kelly, invaincu dans cette épreuve depuis 1982 et candidat à une sixième victoire consécutive, il était important de triompher à cet endroit stratégique. Le favori logique a ainsi précisé ses ambitions. Mais l'autre Irlandais, Stephen

Roche, tient bon. Quant à Laurent Fignon, à la recherche d'une condition encore incertaine, il est parvenu à se hisser dans le haut du classement, à 48 secondes des deux leaders, précédant Rüttiman, Zimmermann, Bagot, Yves Madiot, Pascal Simon et Carthou, le régional de l'étape. Sans oublier Christophe Lavainne ni l'excellent Patrice Esnault. Le résultat est encourageant.

JACQUES AUGENDRE.

FOOTBALL : Championnat de France

Marseille rejoint Bordeaux

L'Olympique de Marseille, vainqueur de Metz (3-2), a mis à profit la vingt-sixième journée du championnat de France de football, disputée mercredi 11 mars, pour rejoindre les Girondins de Bordeaux, tenus en échec à Lens (0-0), en tête du classement.

LES RÉSULTATS

*Lens et Bordeaux	0-0
*Marseille h. Metz	3-2
*Toulouse et Lille	0-0
*Auxerre h. Brast	1-0
*Le Havre h. Nantes	1-0
*Marseille et RC Paris	0-0
*Nancy h. Nice	1-0
*Paris-SG et Toulon	1-1
*Laval h. Saint-Etienne	2-1
*Sochaux et Rennes	1-1
Classé 1. Bordeaux, Marseille, 37 pts ; 2. Toulouse, Auxerre, 31 ; 3. Monaco, 30 ; 6. Nantes, Nice, 29 ; 8. Metz, 27 ; 9. Lille, Brast, Paris-SG, 26 ; 12. Laval, 25 ; 13. Lens, 24 ; 14. Le Havre, Racing CP, 23 ; 16. Saint-Etienne, 21 ; 17. Toulon, Sochaux, 20 ; 19. Nancy, 19 ; 20. Rennes, 16.	

loterie nationale

Le règlement du TAO-TAC ne prévoit aucun versement (M.O. de 27/12/86)

Le numéro **4115536** gagne **4 000 000,00 F**

015536	515536	gagnent
115536	615536	40 000,00 F
215536	715536	
315536	815536	

Les numéros approchant les numéros gagnants :

Derniers de	Mille	Centaines	Derniers de	Unités	gagnent
405536	410536	415036	415506	415530	
425536	411536	415136	415516	415531	
435536	412536	415236	415526	415532	
445536	413536	415336	415546	415533	
455536	414536	415436	415556	415534	10 000,00 F
465536	415536	415536	415566	415535	
475536	416536	415636	415576	415536	
485536	417536	415736	415586	415537	
495536	418536	415836	415596	415538	
505536	419536	415936	415606	415539	

Tous les billets de 100 000 F gagnent :

5536	4 000,00 F
536	400,00 F
36	200,00 F
6	100,00 F

TALOTAC

TRIAGE DU MERCREDI 11 MARS 1987

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER

Tous les billets de 100 000 F gagnent :

TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS	TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS	TERMINAISON	FINALES ET NUMÉROS
1	0 841 0 841 0 841	6	2 222 2 222 2 222	11	1 111 1 111 1 111
2	0 832 0 832 0 832	7	3 333 3 333 3 333	12	2 222 2 222 2 222
3	0 823 0 823 0 823	8	4 444 4 444 4 444	13	3 333 3 333 3 333
4	0 814 0 814 0 814	9	5 555 5 555 5 555	14	4 444 4 444 4 444
5	0 805 0 805 0 805	0	6 666 6 666 6 666	15	5 555 5 555 5 555

Tous les billets ne bénéficiant d'aucun autre lot sont portés sur les signes suivants :

SCORPION SAGITTAIRE TAUREAU GAGNENT 100,00 F

LOTO

10 13 22 24 42 44 12

POUR LES TRAIRES DES MERCREDI 18 ET SAMEDI 21 MARS 1987

VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAC

TRIAGE DU MERCREDI 11 MARS 1987

Le Carnet du Monde

Naissances

Le vicomte Bertrand BESAN-CENOT et la vicomtesse, née Manel de TINGUY de POUËT, Mario-Doba et Hortense sont heureux de faire part de la naissance de

Lionel et Laurence-Jérôme, le 8 mars, à Paris.

Laurence et Michel RAMAJO font part de la naissance de leur fille

Mary, à Paris, le 10 mars 1987.

Isabel Henri RAMAJO, et Arlette André LEMANC font part de la naissance de leur petite-fille,

Mary.

M. le C.V. (R) Jacques Le Bihan, M. Philippe Le Bihan-Rémond, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques LE BIHAN, née Véra Jéant, leur épouse et mère, survenue le 10 mars 1987.

Le service religieux sera célébré le vendredi 13 mars, à 10 heures, en la chapelle de l'hôpital Sainte-Anne, à Toulon.

L'inhumation aura lieu à 15 h 45, dans le caveau de famille, au cimetière orthodoxe russe de Casco, à Nice.

Avenue A. Battard, N.D. des Rentes, 83200 Toulon.

Jean-René et Hélène Guillevé, Marie-Rose Allais, Philippe et Yvonne-Michèle Allais, Gilbert et Hélène Allais, Etienne et Yvonne Allais, Gérard et Séverine Allais, Jean-François et Isabelle Allais, ont la douleur de faire part du décès de

Paul ALLAIS, ingénieur en chef honoraire à la SNCF, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 7 mars 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Comme le veut le droit, vous aussi, aimez-vous les uns les autres. (Jean XXIII - 34.)

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, le 10 mars 1987.

Un service d'action de grâce sera célébré, le samedi 14 mars, à 16 heures, à la chapelle de Juvay de l'église réformée de France, 5, avenue J.-Jaurès, Achères-Meuse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

37, rue du Sillay, 91360 Episy-sur-Orge.

Le président et le conseil d'administration de l'Association des membres de l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur ont la tristesse de faire part du décès de

Georges BARRES, inspecteur général de l'administration, directeur administratif à l'Institut français du pétrole, survenue le 8 mars 1987, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Les membres du conseil d'administration et le secrétariat administratif de Copie-France ont le regret de faire part du décès de

M. Marcel CAZE, secrétaire, survenue le 8 mars 1987, à Coppel (Seine).

Un service religieux sera célébré le lundi 16 mars, à 14 h 30, au temple protestant de Nanterre-St-Maurice (Seine-St-Maur).

9-11, rue Balbo, 75009 Paris.

Il y a dix ans disparaisant

Gérard et Thierry COURRET.

A ceux qui les ont connus et aimés, M^{me} G. Courret, Laurent et Nathalie, ses enfants, demandent de se souvenir.

11, rue de Rochefort, 92240 Meudon.

13 mars 1987.

Il y a aujourd'hui un an,

Josée FERNANDEZ

se souvient.

Une pensée est dédiée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Il y a dix ans, le 10 mars 1977, disparaissant subitement à Lannurien (Illes Canaries, Espagne)

Frédéric PELZER,

à l'âge de soixante-sept ans.

Celles et ceux qui l'ont connue, estimée et aimée lui gardent un fervent souvenir.

COLLOQUE : monachisme. — L'Alliance mondiale des religions (AMR) organise les samedi 14 mars et dimanche 15 mars un colloque sur « Le rôle du monachisme dans le développement de la vie religieuse en Orient et en Occident ». Parmi les thèmes abordés : « Valeur anthropologique », « Le monachisme copte », « Le monachisme dans l'orthodoxie », « Dans le christianisme occidental », « Dans l'Europe médiévale », « En Chine », « Au Japon », « En Inde », « Dans le bouddhisme du sud », « Chez les Indiens d'Amérique », « Point de vue de l'Eglise réformée », etc. Des personnalités religieuses, des enseignants et des anthropologues participeront aux débats présidés par le R.P. Michel Niquet.

De 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, 39, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Renseignements : AMR, 96, rue Pierre-Demours, 75017 Paris. Tél. : 43-71-80-26.

(Publicité)

FOOTBALL AMÉRICAIN

Venez supporter l'équipe d'étudiants des

CASTORS DE PARIS

qui rencontrent, le samedi 14 mars 1987 à 19 heures au stade JEAN-BOUTIN, les

SANOURAIS DE LYON

en championnat de France de 1^{re} division.

Communications diverses

Le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) organise les 13 et 14 mars une rencontre sur « L'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'environnement international ». Elle aura lieu à la Fondation nationale des sciences politiques, salle André-Siegfried, 30, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris. Tél. : 45-49-51-45 ou 45-49-51-34.

La commission Juifs d'URSS du District 19 Europe continentale du B'nai B'rith, les loges Amos-Franck, France et Hatikva de Paris, reçoivent M. Henri Korn, directeur de l'INSERM, directeur du laboratoire de neuro-biologie cellulaire à l'Institut Pasteur, le mercredi 18 mars, à 20 h 30, au Centre européen du B'nai B'rith, 11 ter, rue Le Secour, 75016 Paris. Il a participé au « Forum international pour un monde sans armes nucléaires », à Moscou, où il a présidé la commission des droits de l'homme, et fera part de ses observations et de ses commentaires sur son séjour en URSS.

M. Jacques JAKUBOWICZ, survenue le 8 mars 1987, à Paris (19^e).

L'inhumation aura lieu le vendredi 13 mars dans le caveau de famille, au cimetière orthodoxe russe de Casco, à Nice, se déroulant, porte principale, à 11 heures.

Un car sera mis à la disposition des personnes désirant se rendre aux obsèques, devant l'hôtel Holiday Inn, place de la République, à 10 heures.

Henri et Claude Parisot, née Langier, ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Suzanne LAUGIER, veuve de Roger Langier, ingénieur ECE, survenue en son domicile, le 10 mars 1987.

Les obsèques auront lieu le vendredi 13 mars 1987, à 14 heures, au cimetière de Montparnasse, entrée principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

120, avenue de Suffren, 75015 Paris, 14, rue de Rague, 75006 Paris.

La communauté monastique des Frères de la Résurrection d'Avignon confie à vos prières le

Frère Emile MOREAU, prêtre, décédé dans sa quatre-vingt-neuvième année, le 27 février 1987.

16, avenue Maréchal, 84000 Avignon.

M. et M^{me} Jacques Sève, M^{me} Roger Sève, M. et M^{me} Louis Sève, M. Michel Sève, M. et M^{me} Bernard-Noël Chagry, Véronique, Claire et François Chagry, M. Bernard Sève, M^{me} Marie-Madeleine Sève, M. Pierre Sève, ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Julien SÈVE, née Alice Boudier, décédée le 22 février 1987, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont été célébrées le 25 février, en l'église d'Emment (Puy-de-Dôme).

Anniversaires

Il y a dix ans disparaisant

Gérard et Thierry COURRET.

A ceux qui les ont connus et aimés, M^{me} G. Courret, Laurent et Nathalie, ses enfants, demandent de se souvenir.

11, rue de Rochefort, 92240 Meudon.

13 mars 1987.

Il y a aujourd'hui un an,

Josée FERNANDEZ

se souvient.

Une pensée est dédiée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Il y a dix ans, le 10 mars 1977, disparaissant subitement à Lannurien (Illes Canaries, Espagne)

Frédéric PELZER,

à l'âge de soixante-sept ans.

Celles et ceux qui l'ont connue, estimée et aimée lui gardent un fervent souvenir.

COLLOQUE : monachisme. — L'Alliance mondiale des religions (AMR) organise les samedi 14 mars et dimanche 15 mars un colloque sur « Le rôle du monachisme dans le développement de la vie religieuse en Orient et en Occident ». Parmi les thèmes abordés : « Valeur anthropologique », « Le monachisme copte », « Le monachisme dans l'orthodoxie », « Dans le christianisme occidental », « Dans l'Europe médiévale », « En Chine », « Au Japon », « En Inde », « Dans le bouddhisme du sud », « Chez les Indiens d'Amérique », « Point de vue de l'Eglise réformée », etc. Des personnalités religieuses, des enseignants et des anthropologues participeront aux débats présidés par le R.P. Michel Niquet.

De 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 19 heures, 39, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris. Renseignements : AMR, 96, rue Pierre-Demours, 75017 Paris. Tél. : 43-71-80-26.

Échecs

Le Tournoi des prétendants

Karpov augmente son avance

La finale du Tournoi des prétendants au championnat du monde d'échecs qui se dispute à Linares (Espagne), prend, si l'on peut dire, le tour prévu. Après avoir dû concéder la nullité dans la septième partie, le mardi 10 mars, Andreï Sokolov s'est avéré vaincu, mercredi, sans reprendre le jeu, dans la huitième partie qui avait été ajournée pour la seconde fois le dimanche 8 mars (1). Le jeune adversaire de Karpov a estimé, à juste titre, que sa position était désespérée.

Ainsi, à mi-parcours (le match se déroule en quatorze parties), Karpov mène par 4,5 à 2,5. Une marge confortable que l'ancien champion du monde pourrait encore augmenter, le jeudi 12 mars, dans la huitième partie où il a les blancs.

(1) Le coup par coup de cette partie a été publié dans le Monde du mardi 10 mars.

VENTE A FONTAINEBLEAU

Hôtel des ventes, 5, rue Royale.
Dimanche 15 mars, à 14 h.
OBJ. D'ART et d'AMEUBLEMENT, ARGENT, BIJOUX, TABLEAUX anc. et mod., MOB. anc., TAPISSERIE
M^{me} J.-P. OSENAT, comm.-priseur
Tél. (1) 64-22-27-62

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 642280
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu le matin de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, « expo le matin de la vente ».

SAMEDI 14 MARS

S. 2. - Carrosses - M^{me} LOUDMER.
S. 3. - Tapis d'Orient anc. - M^{me} ROSEON.

LUNDI 16 MARS

S. 2. - Antiquités préhispaniques, Hte Epoque, Art nègre - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Rouillon expert.
S. 4. - Tableaux, Bijoux, meubles - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 5-6. - Objets d'art et de très bel ameublement, principalement du XVIII^e siècle, importants tableaux anciens provenant de la Succession de M. et M^{me} Marx, de la Collection de S.A. le Prince Murat et appartenant à divers amateurs - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} M. DUBÉ, Lévy-Lacaze, Deschamps, Hardelstein et Lestrade, Ryss expert.
S. 7. - Tableaux modernes - M^{me} CHARBONNEAUX.
S. 10. - Objets d'art d'Extrême-Orient - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} M. DUBÉ, Lévy-Lacaze expert.
S. 13. - Obj. d'art et d'ameub. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 16. - Bicyclettes, meubles - M^{me} DEURBERGUE, M^{me} MILLON, JUTHEAU.

MARDI 17 MARS

S. 5-6. - Suite de la vente du 16 mars, Succession de M. et M^{me} Marx et collection de S.A. le Prince Murat et à divers - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 8. - Art populaire - M^{me} DELAVENNE, LAFARGE.
S. 10. - (suite de la vente du 16 mars) - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

MERCREDI 18 MARS

S. 1. - Art africain, Extrême-Orient, meubles et objets d'art - M^{me} DELORME, M^{me} Lacoste, Fortier, Montbarbon, expert.
S. 2. - Sacs, 18^e s. Lampes, tableaux, porcelaines, bijoux, objets d'art et meubles des 18^e et 19^e - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 3. - 11 h 30 : Montres - 14 h 30 : Imp. bijoux anciens et algèbre, argenterie 18^e et 19^e - M^{me} LIBERT, CASTOR.
S. 4. - Botanique, autographes, livres anc. et mod - M^{me} COUTURIER, de NICOLAY.
S. 7. - Dessins anciens - M^{me} REINAUD.
S. 10. - (suite de la vente du 17 mars) - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 13. - Meubles et obj. d'art - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 14. - Orient, archéologie - M^{me} BOIGIRARD, M^{me} Kervick expert.
S. 16. - Bons meubles, objets mobiliers - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

VENREDI 20 MARS

S. 1. - Dessins et tableaux anciens - M^{me} MILLON, JUTHEAU.
S. 4. - Art d'Asie - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Bourdieu, M^{me} Leroy-Lacaze, M. Rainard.
S. 6. - Cartes postales - M^{me} MORAND.
S. 7. - Haute Epoque - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Coquemont.
S. 8. - Timbres - M^{me} J.-Ph. et D. BONDU.
S. 10. - Objets d'art et de bel ameublement provenant de la succession de M. et M^{me} Marx et à divers amateurs - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} DUBÉ, Lévy-Lacaze expert.
S. 14. - Tab. bibl., meubles anc. et styl. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.

DIMANCHE 15 MARS, 14 h 30, 92330 SCAUX
HOTEL des VENTES, 38, rue du Docteur-Roux (46-60-84-25)
Tabl. 19^e et mod., bij. obj. d'art, bon mob. 19^e et styl.
(Bape 14/3-11/18 h - 15/3-11/12 h) - M^{me} SIBONI commissaire-priseur

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue de La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOIGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
J. Ph. et D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-35-16.
CHARBONNEAUX, 134, Faubourg Saint-Hippolyte (75008), 43-59-66-56.
COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Belloc (75007), 45-55-85-44.
DELAVENNE, LAFARGE, 12, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-45-96.
DELAVERGNE, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
DEURBERGUE, 19, boulevard Montmartre (75002), 42-61-36-50.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Roussin (75009), 48-24-51-20.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
MORAND, 7, rue Ernest-Renan (75015), 47-34-81-13.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
REINAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-93.
ROSEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

Economie

La condamnation des mesures protectionnistes de la RFA sur la bière

Les additifs et la santé des Allemands

Les brasseurs français, belges, néerlandais, danois... seront en droit de fêter joyeusement le trentième anniversaire de la signature du traité de Rome : un arrêt rendu le jeudi 12 mars par la Cour de justice européenne du Luxembourg leur donne enfin accès au marché de la RFA jusqu'à présent réservé, d'une manière qui est déclarée illégale, aux producteurs allemands. Un second arrêt, exactement sur le même modèle, condamne la Grèce.

BRUXELLES
Communautés européennes
de notre correspondant

Les Allemands sont de gros buveurs de bière. Au terme d'une « loi sur la pureté » particulièrement stricte, seules peuvent être commercialisées en RFA les bières fabriquées au moyen de quatre ingrédients et rien d'autre : le houblon, l'orge maltée, la levure et l'eau. Une telle contrainte ne faisait pas l'affaire des brasseurs des pays partenaires qui, souvent, utilisent d'autres matières (maïs, sorgho, riz...), ainsi que certains additifs (conservateurs, colorants, agents moussants) écartés comme dangereux par la réglementation allemande.

Plusieurs brasseries, dont les entreprises françaises, avaient protesté à Bruxelles. La Commission européenne a estimé que la défense de la santé du consommateur était abusivement invoquée et, qu'en réalité, la loi allemande cherchait surtout à protéger la production nationale contre la concurrence des autres États membres. Faute d'être entendus à Bonn, elle avait porté plainte devant la Cour de justice

européenne qui vient donc de lui donner très largement raison.

La Cour constate que l'Allemagne fédérale en interdisant la commercialisation des bières légalement fabriquées et mises sur le marché dans un autre État membre, lorsque ces bières ne sont pas conformes à sa propre législation, a manqué aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 30 du traité (l'article 30 concerne la libre circulation). Les autorités allemandes sont désignées de la même manière comme étant en infraction. L'arrêt ne surprendra guère. Il est pleinement conforme à la jurisprudence de la Cour qui entend rendre exceptionnelles les dérogations à l'obligation que fait le traité d'éliminer toute entrave aux échanges à l'intérieur de la Communauté. Mais, même attendu, touchant à un terrain sensible, il risque de provoquer des réactions vives en République fédérale où le lobby des brasseurs fait déjà campagne pour mettre en garde contre le déferlement de la « bière chimique » fabriquée en France ou ailleurs.

Le marché allemand est de loin le plus fermé de la Communauté. Au cours des dix dernières années, les exportations de bières françaises vers la RFA ont diminué de moitié. La législation allemande n'a pas changé, mais les autorités fédérales ont appliqué de manière plus rigoureuse depuis que, en 1976, la Commission européenne, voyant qu'il était impossible d'aboutir, a renoncé à faire adopter par les États membres des directives harmonisant les conditions de production de la bière de la CEE. Durant ces mêmes dix années, les exportations allemandes ont au contraire plus que doublé.

L'arrêt de la Cour signifie-t-il qu'à compter du 13 mars les brasseurs des autres pays membres pourront exporter tout à fait librement

vers le marché allemand ? « Les législations allemande et grecque tombent d'un bloc », observe un professionnel français. Sans doute. Il faut cependant prendre connaissance plus avant de l'arrêt de la Cour pour essayer d'apprécier les possibilités de manœuvres dilatoires qui sont éventuellement offertes aux autorités de Bonn. Le problème, s'il y en a, a trait aux additifs. La Cour constate d'abord que la réglementation allemande actuelle, qui impose une exclusion des additifs et l'application aux bières importées, est contraire aux exigences du traité.

Risques plus élevés

C'est là une interdiction trop systématique selon elle pour être justifiée. Mais, explique en substance la Cour, chercher à restreindre la consommation d'additifs alimentaires constitue sans doute un objectif légitime de la politique sanitaire. A condition de préciser quels additifs et pour quel usage, les autorités allemandes pourraient donc adopter une nouvelle loi imposant des contrôles.

Pourrait-elles, dans ce contexte, interdire l'importation des bières incluant un additif autorisé dans le pays producteur mais interdit en RFA ? C'est possible, répond la Cour, à la condition que l'interdiction apparaisse clairement comme nécessaire pour assurer la sauvegarde de la santé publique.

Les juges de Luxembourg ne font là que réaffirmer le droit limité à

dérogation aux règles de libre circulation qui est prévu par l'article 36 du traité. La Cour donne quelques indications sur la marche à suivre si les Allemands veulent ainsi, au nom de la santé, freiner l'entrée des bières jugées dangereuses. Il leur faudra tenir compte des résultats de la recherche scientifique internationale notamment de celle entreprise par le comité scientifique communautaire de l'alimentation humaine, ainsi que par les commissions du Codex alimentaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation mondiale de l'alimentation (FAO). Ils pourront également prendre en considération les habitudes alimentaires en RFA.

C'est là, apparemment, la voie convenue faite par la commission à Bonn. Le raisonnement est le suivant : il est normal de se montrer plus sévère en matière d'additifs dans un pays de gros buveurs de bière que dans un pays où l'on préfère le vin. A consommation élevée, risques plus élevés... La Cour se réserve, bien sûr, le droit de vérifier si les nouvelles dispositions qu'adoptent, le cas échéant, les Allemands seront irréprochables. « La liste des additifs autorisés en France est très courte. Il sera difficile aux Allemands, compte tenu de l'arrêt de la Cour, de justifier la proscription dans la fabrication des bières d'additifs qui sont d'usage courant dans toutes les législations communautaires, y compris les aliments autres que la bière dans la législation allemande », conclut, optimiste, un professionnel français.

PHILIPPE LEMAITRE.

La Commission de Bruxelles menace de riposter aux mesures protectionnistes américaines sur le textile

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne a marqué, le mercredi 11 mars, sa désapprobation à l'égard de la proposition de loi déposée le mois dernier devant le Congrès américain par la majorité démocrate qui vise à continger les importations de produits textiles et d'habillement des États-Unis. Le texte parlementaire porte sur l'établissement d'un quota global pour une durée indéterminée et concerne tous les pays fournisseurs. Il se propose de limiter à 1 % par an le taux de croissance des achats américains. En contrepartie, les droits de douane appliqués par les États-Unis (18,2 % actuellement) seraient réduits de 1,8 % au 31 mars.

Dans une lettre adressée à M. Clayton Yeutter, représentant de la Maison Blanche pour le commerce, M. Willy de Clercq, le commissaire responsable des relations

extérieures, menace les autorités fédérales de mesures de rétorsion si la proposition de loi était votée. Il souligne que cette initiative est mal venue au moment où les ventes américaines de produits textiles et d'habillement dans le Marché commun ont augmenté de 45 % en l'espace d'un an, alors que, dans le même temps, celles de la CEE vers les États-Unis (7 % des exportations totales des Douze) ont stagné.

Les restrictions envisagées font craindre en outre aux responsables européens le détournement des exportations des pays en voie de développement vers la Communauté. En 1986, les importations des Douze en provenance de Hong Kong, de Corée du Sud et de Taiwan ont déjà augmenté de 30 % à 40 % selon les catégories de produits.

M. S.

SOCIAL

Amélioration du plan social pour les ARNO

A la suite de discussions avec les organisations syndicales de la métallurgie, les pouvoirs publics ont accepté d'ajouter au plan social des ARNO (Ateliers réunis du Nord et de l'Ouest) qui ne seraient pas repris, c'est-à-dire à 1 620 salariés sur 1 870. Ces mesures sont différentes selon l'âge des intéressés (au 31 mars).

Elles concernent d'abord les salariés qui choisiraient la formule des congés de conversion de douze mois : les moins de cinquante ans qui ne seraient pas rattachés à l'âge des douze mois auront le choix entre une prime de 10 000 F et une prolongation du congé correspondant à cette somme ; pour les salariés de cinquante à cinquante-trois ans la prime sera de 20 000 F et la prolongation d'une durée correspondante ; pour les salariés de plus de cinquante-trois ans, la prime sera de 20 000 F aussi, mais la prolongation du congé serait plus longue (six mois).

De plus, à la fin de ces six mois, s'ils n'ont pu être reclassés, la possibilité d'une aide complémentaire sera examinée par la cellule de conversion. D'autre part, les plus de cinquante-trois ans qui optent pour un départ immédiat bénéficieront d'une prime égale à dix-huit mois de salaire (au lieu des quinze mois initialement prévus).

Les syndicats CFDT, CGC et FO de la métallurgie ont « enregistré avec intérêt » ces améliorations, mais ils soulignent que l'on est encore loin des dispositions de l'accord de branche concernant la réparation navale, dont ont bénéficié les salariés de la NORMED, ou ceux de Brest, licenciés en 1984 (congés de vingt-quatre mois).

La percée des concurrents restera difficile

L'arrêt de la Cour de justice européenne, qui confirme la jurisprudence longtemps tissée, est un pas supplémentaire vers le grand marché intérieur européen de 1992. De plus, il comble les espoirs des brasseurs européens, et singulièrement des Français, qui pèsent sur les frontières allemandes depuis des siècles, avec leurs bières, perdues ou « de luxe », figées là par cette « loi de pureté » qui leur paraît bien démodée. Enfin, la chance s'offre d'aller sur le marché allemand, sans cependant se faire d'illusions sur la possibilité d'y accomplir des miracles.

C'est que l'Allemagne, avec sa production de 93 millions d'hectolitres de bière, au deuxième rang mondial (derrière les États-Unis : près de 227 millions d'hectolitres) est un champion toutes catégories dans l'Europe des Douze, loin devant la Grande-Bretagne (82,5 millions), l'Espagne (23), la France (près de 21), les Pays-Bas (17,5), la Belgique (10,5), l'Italie (10,3), le Danemark (près de 8) (1).

L'Allemand est aussi le premier consommateur, avec près de 148 litres par habitant et par an, contre 129 litres pour le Danois, 120 litres pour le Belge, 109 litres pour le Britannique, 85 litres pour le Hollandais et seulement 40 litres pour le Français et 22 litres pour l'Italien.

Rien d'étonnant que l'Allemagne, tout à fait auto-suffisante, exporte près de 5 millions d'hectolitres et n'en importe que 800 000, dont plus de la moitié (441 000) en provenance du Danemark : la « loi de pureté » est loin d'être la seule raison du peu de succès outre-Rhin des bières étrangères. La France, de son côté, importe près de 2,5 millions d'hectolitres, essentiellement de la CEE, et surtout de Belgique (1,7 million d'hectolitres), et exporte 661 000 hectolitres, son plus gros client étant l'Italie (114 000 hectolitres).

Pour tenter de comprendre ce qui peut se passer dans les années qui viennent sur le marché européen de la bière, il faut encore savoir que la structure de l'appareil de production est tout à fait différente d'un pays à l'autre.

Il existe, en Allemagne, plus d'un million d'entreprises, dont les plus grosses ne produisent guère plus de 5 millions d'hectolitres par an. La France ne compte que 33 entreprises (contre 55 en 1978), et la première (BSN) fournit à elle seule près de la moitié du marché français ; le second groupe, la Française de brasseries (filiale du néerlandais Heineken et de BGI Brasseries et glacières internationales), plus du quart. Aux Pays-Bas, Heineken est tout-puissant. Au Danemark, Carlsberg et Tuborg maîtrisent plus des deux tiers de leur marché intérieur. En Grande-Bretagne, quatre ou cinq grands groupes (2) tiennent les quatre cinquièmes du marché, tandis que la Belgique compte, à côté de quelques groupes dominants,

de nombreuses petites brasseries.

C'est sur la toile de fond de ce paysage industriel très contrasté que se déroulera l'approche du marché allemand, où les danois, Carlsberg et Tuborg ayant déjà réussi quelques percées, bénéficient de l'antériorité et d'une clientèle déjà constituée.

Quelques petites brasseries frontalières pourront sans doute exploiter des relations de bon voisinage, mais ce sont les grands groupes qui seront bien sûr les mieux armés pour aborder le marché allemand, promoteur mais difficile : leur puissance de négociation avec les chaînes de distribution, leur capacité d'investissement dans une force de vente a priori coûteuse, leur faculté de faire des efforts de prix, seront autant d'atouts à leur service.

A terme, cette ouverture des frontières allemandes aux bières étrangères pourrait aussi conduire à une concentration des entreprises allemandes contraintes d'acquiescer une dimension européenne.

Mais les brasseurs européens, pour ravis qu'ils soient de voir disparaître ce verrou juridique, ne surestiment pas leur capacité de conquérir le nouvel espace offert à leurs appétits. La conquête ne peut être que lente, patiente, obstinée.

Les habitudes de la clientèle

Les brasseurs allemands sont tout à fait prêts à défendre leur territoire, et leur meilleure arme réside sans doute dans le goût et les habitudes de leur clientèle. Les comportements évoluent très lentement et garantissent une fidélité aux marques bues depuis des décennies. Autre atout, les relations privilégiées que les brasseurs entretiennent avec les points de vente spécialisés auxquels les clients des contrats d'approvisionnement sont attachés. Ce type de relation commerciale peut leur permettre de lutter contre l'arrivée éventuelle des concurrents européens dans les supermarchés.

Quant à la campagne des écologistes contre la « bière chimique », les brasseurs français y voient une savante orchestration de la part des brasseurs allemands, soucieux de conforter la fidélité de leur clientèle. Certaines organisations de consommateurs, outre-Rhin, loin de soutenir cette campagne, font remarquer que les bières étrangères ne sont pas plus mauvaises pour la santé que les bières allemandes...

Il n'y a rien là de nature à décourager les tentatives d'investir un marché fermé certes mais attirant, même s'il est impossible, d'entrée de jeu, d'en définir l'ampleur.

JOSÉE DOYÈRE.

- (1) Chiffres 1985, derniers disponibles.
(2) Grand Metropolitan, Allied Lyons, Bass, Carling, Whitbread, Scottish and Newcastle.

Les négociants en sucre contestent la politique d'exportation de Bruxelles

Rien ne va plus entre la Commission européenne et certains négociants en sucre (français, allemands et néerlandais) des Douze. Ces derniers ont demandé le 11 mars aux organismes d'intervention de la Communauté de leur racheter, pour le stocker, 850 000 tonnes de sucre. En exigeant de bénéficier du prix d'intervention de 54,18 ECU par quintal (environ 413 F), ils entendent protester contre la manière « bureaucratique » dont Bruxelles a octroyé jusqu'ici les subventions à l'exportation (restitutions).

Le litige porte en fait sur le montant de ces aides. Les cours mondiaux du sucre sont quatre à cinq fois inférieurs à ceux pratiqués dans la CEE. Lorsque des négociants veulent exporter sur un marché tiers, ils

demandent une restitution à la Commission, qui couvre en principe la différence de prix entre les deux marchés. Mais, récemment, les autorités européennes se sont appuyées sur un redressement passager des prix internationaux pour abaisser — dans des proportions plus importantes — le montant des subventions. Dans ces conditions, les négociants refusent d'exporter. Ils menacent d'obtenir les finances des organismes d'intervention en demandant un stockage conséquent de leur marchandise. Mercredi, Bruxelles a fait savoir qu'il refusait de discuter de la politique européenne de restrictions sous la menace. Les négociants ont trois semaines pour confirmer leur position.



Monsieur Jean-Claude COUSIN
Président de l'Union Nationale
des Associations de Parents
d'Enfants handicapés

« Pour joindre mes bénévoles ».

MOI, « JE MISSIVE ! »

Les hommes d'action font vivre la langue française ; elle évolue avec eux et grâce à eux.

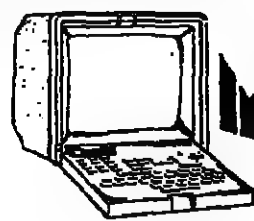
C'est ainsi qu'il fallait, jusqu'à présent dix verbes pour définir tous les services qu'apporte la messagerie électronique. « MISSIVE » c'est : voir, lire, rédiger, expédier, transmettre, classer, rechercher, répondre, présenter et modifier.

Merci à vous, M. Jean-Claude COUSIN d'avoir contribué à créer ce nouveau verbe. Bientôt, de nombreux Français pourront dire comme vous « JE MISSIVE ».

Un simple petit Terminal et MISSIVE vous permet de correspondre confidentiellement 24 h sur 24, où que vous soyez dans le monde.

Renseignements
et documentation à :
F.C.R. 124, Rue Réaumur
75002 Paris

NUMÉRO VERT 05-22-72-00.



MISSIVE
la maîtrise de
la communication.

REPÈRES

Commerce extérieur

Déficit américain record au quatrième trimestre 1986

Le déficit commercial américain, calculé sur la base de la balance des paiements — hors échanges de matériel militaire et ajusté en fonction des déclarations en douane — a atteint 38,4 milliards de dollars au quatrième trimestre 1986, annonce le département du commerce. Ce déficit, en hausse de 3,3 % par rapport au trimestre précédent, porte à 147,7 milliards de dollars le solde négatif pour l'ensemble de 1986. Un record absolu, en hausse de plus de 18 % sur les 124,4 milliards enregistrés en 1985. En valeur, les exportations ont progressé de 9 % en 1986 et les importations de 3 %.

Pétrole

Le prix du baril repasse la barre des 18 dollars

La hausse des prix du brut amorcée depuis une semaine (le Monde du 6 mars) se poursuit. A New-York, le

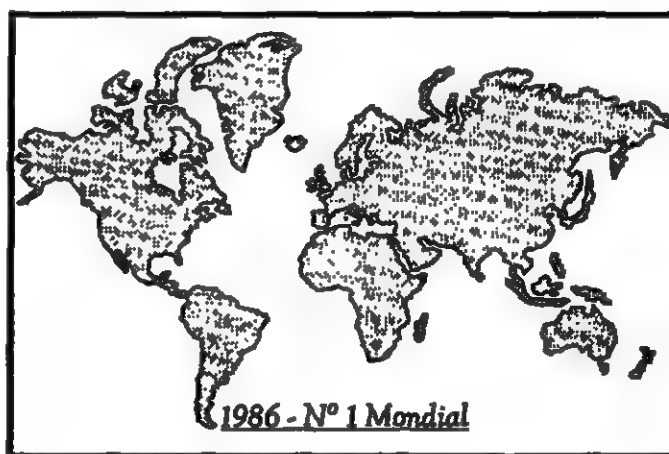
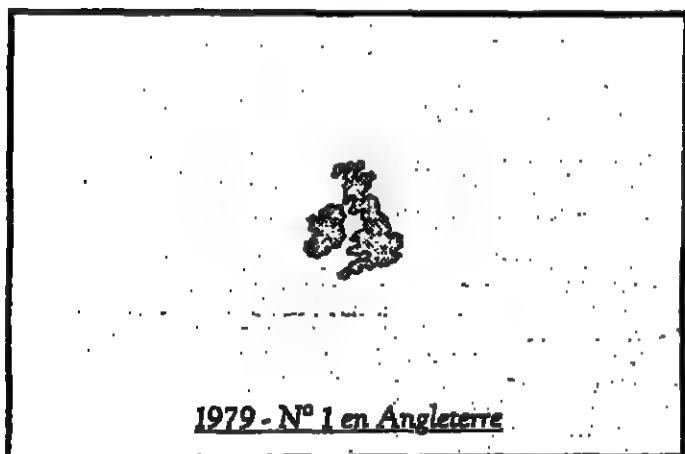
mercredi 11 mars, le baril de West Texas Intermediate (la qualité de référence) était coté 18,35 dollars pour une livraison en avril, gagnant 23 cents sur ses prix de la veille. A Londres, le Brent gagnait 30 cents pour atteindre 18,05 dollars pour une livraison également en avril.

Cette hausse reflète la détermination de l'OPEP, en particulier de l'Arabie saoudite, à contrôler la production de l'organisation et à maintenir le prix officiel de 18 dollars. M. Rihwan Lukman, ministre nigérian du pétrole et président en exercice de l'OPEP, a d'ailleurs déclaré au cours d'une conférence de presse, mercredi, que la production du cartel était désormais inférieure de 900 000 barils par jour au plafond de 15,8 millions de barils fixé par l'Organisation à Genève en décembre. Il a ajouté que la commission des différentiels de prix, déjà reportée en avril, était désormais ajournée sine die, « les accords étant respectés ». La hausse des cours provient également de la publication de statistiques américaines faisant état d'une forte, et instantanée, baisse des stocks de fûts des ménages.

SAATCHI & SAATCHI COMPANY

LEADER MONDIAL DANS SON SECTEUR PROFESSIONNEL, SAATCHI & SAATCHI COMPANY S'INTRODUIT A LA BOURSE DE PARIS LE 30 MARS 1987.

De 1981 à 1986, les profits avant impôts ont été multipliés par vingt, le bénéfice par action a augmenté de 570% et le dividende de 560%. Un nouvel exercice record est attendu, conforme aux meilleures prévisions.



17 ANS DE CROISSANCE ININTERROMPUE

Fondée en 1970, la Société a toujours été animée par un irrésistible appétit de croissance. Elle s'est d'abord concentrée sur le marché britannique dont elle devenait leader incontesté en moins de 10 ans, c'est-à-dire dès 1979.

A partir de cette date, Saatchi & Saatchi s'est résolument tournée vers la scène internationale : elle devenait la première entreprise européenne de son secteur en 1981 et rentrait dès l'année suivante dans le club très fermé des dix premiers groupes mondiaux d'agences de publicité - dont tous les autres membres étaient nord-américains.

Il n'aura alors fallu que quatre petites années (1982-1986) au seul européen du groupe pour dominer largement ses confrères et devenir le premier groupe publicitaire mondial. Saatchi & Saatchi compte aujourd'hui parmi ses clients 60 des 100 premiers annonceurs mondiaux. Ce sont les besoins de ses clients qui ont guidé en permanence le développement de la Société.

DES PRINCIPES STRATÉGIQUES INCONTOURNABLES

La Société a toujours été animée par un principe stratégique permanent : celui d'atteindre l'excellence professionnelle dans chaque secteur d'activité et dans chaque pays.

De même, la Société a toujours refusé de se satisfaire du statu quo : "Il y a toujours une meilleure voie, tant pour nos clients que pour nous-mêmes. Oui, le vrai changement est possible".

Des observateurs se sont souvent demandés si Saatchi & Saatchi pourrait maintenir son excellence créative, alors que le Groupe connaissait un tel développement.

La démonstration a été faite qu'il était possible de combiner discipline et créativité : "Nous nous sommes toujours efforcés de garder la même vision du type de Société que nous voulions construire.

Notre objectif a été de créer cette Société de service de caractère unique dont la réalisation a si souvent échappé aux hommes et aux femmes qui l'ont tenté : une Société de grande taille certes, avec toute la stabilité et le soutien que cela apporte aux employés et aux clients, mais une Société qui en même temps sait se remettre en question et conserve sa jeunesse et le goût de la création".

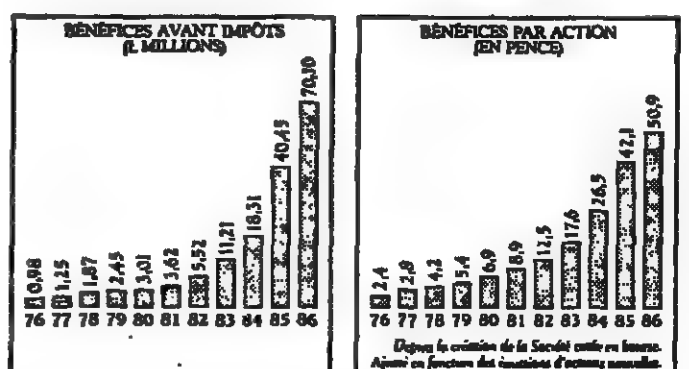
CROISSANCE, EXCELLENCE ET PROFITABILITÉ

La Société a toujours fait de l'amélioration régulière et constante de ses performances un principe stratégique essentiel inextricablement lié à son appétit de croissance et sa recherche de l'excellence.

Depuis sa création il y a 17 ans, chaque exercice a constitué un nouveau record tant en terme de croissance que de profit. Ceci a fait dire récemment à Prudential-Bache - l'un des grands analystes améri-

cains - que "Saatchi & Saatchi était l'Agence et la Société de service aux entreprises la mieux dirigée du Monde".

Au cours des six derniers exercices - pour ne prendre volontairement que ceux qui correspondent à la phase mondiale du développement de l'entreprise - les profits avant impôts ont été multipliés par vingt, le bénéfice par action a augmenté de 570% et le dividende de 560% pour atteindre 15.7 pence net. Un nouvel exercice record est attendu, conforme aux meilleures prévisions.



Pour toute information complémentaire sur Saatchi & Saatchi Company PLC, veuillez vous adresser au Secrétaire Général de la Société : 15 Lower Regent Street London SW1Y 4LR, ou bien : 30, boulevard Vital Bouhot, 92521 Neuilly Cedex. Tél. : (1) 47.47.12.10.

SAATCHI & SAATCHI COMPANY

Economie

Suppression de l'autorisation administrative et plan social

La fin des licenciements secs ?

par Jean-Jacques
Dupeyron

Est-ce réellement la fin des licenciements « secs », c'est-à-dire ceux qui n'ouvrent droit qu'au préavis et aux indemnités de licenciement prévues par la loi ou la convention collective ? Diverses déclarations récentes, et notamment celles du premier ministre, le suggèrent, évoquant la vocation à une reconversion qui serait, demain, reconnue à tous les salariés victimes d'un licenciement pour motif économique.

Mais qu'en est-il en réalité ? L'affaire est complexe, et se situe sur un ensemble obscur de dispositions conventionnelles et légales, ces dernières diverses risquant d'être génératrices de confusion.

Posant comme principe de base qu'un plan social doit être élaboré lorsqu'il s'agit d'un licenciement collectif d'au moins dix salariés dans une entreprise soumise à la législation sur les comités d'entreprise, notre nouveau droit des licenciements pour motif économique distingue deux situations totalement différentes au regard des droits individuels des intéressés :

1. — Première situation, petits licenciements : le chef d'entreprise n'est pas tenu d'élaborer un plan social. En ce cas, chaque salarié licencié a bien vocation personnelle à reclassement, dans la mesure où une convention de conversion doit obligatoirement lui être proposée : s'il l'accepte, cette convention en fera pendant cinq mois un stagiaire de la formation professionnelle avec

trois cents heures de formation à la chef. C'est clair.

Réduite ou sérieuse — on verra à l'usage, — il y a certainement là une « avancée ». Malheureusement, le bénéfice en est réservé aux salariés victimes de petits licenciements lorsque ceux-ci sont liés à une procédure de redressement ou de liquidation de l'entreprise. Le gouvernement s'apprête à demander au Parlement de mettre un terme à cette injustice : on ne saurait que l'approuver.

Mais ainsi limitée, une telle démarche serait inapte à conférer à tout salarié licencié pour motif économique vocation à reclassement ! Demeurera en effet la seconde situation...

2. — Seconde situation, licenciement collectif d'au moins dix salariés dans une entreprise de plus de cinquante : celle-ci est alors tenue d'élaborer un plan social, c'est-à-dire l'ensemble des mesures que l'employeur envisage de prendre « d'une part pour éviter les licenciements ou en limiter le nombre et, d'autre part, pour faciliter le reclassement du personnel dont le licenciement ne pourrait être évité » (art. L.321-4 du code du travail). Encore convient-il de souligner fortement deux données fondamentales. D'abord, aucune obligation particulière relative au contenu de ce plan ne pèse sur celui qui est invité à le

confectionner ; l'accord du 20 octobre 1986 donne, à titre purement indicatif, des exemples de mesures susceptibles d'y figurer et, parmi elles, les conventions de conversion ; mais ce n'est là qu'une simple possibilité. Par ailleurs, l'administration n'a plus compétence pour contrôler le sérieux du plan, et il est douteux que les tribunaux judiciaires aillent très loin à cet égard ! En fait, les entreprises soumises à cette obligation fumeuse s'y conforment... comme bon leur semble : tout cela n'a plus grand sens.

Dès lors, il faut éviter de se payer de mots. En l'état actuel du droit applicable et des projets en cours, tous les salariés licenciés pour motif économique n'auront pas droit à une convention de conversion. En revanche, il est vrai que, si ces projets sont adoptés, ils se verront reconnaître soit le bénéfice direct d'une telle convention, soit le bénéfice collectif d'un plan social. Mais ce dernier pouvant être parfaitement creux, la seconde éventualité n'exclut nullement les licenciements secs !...

Ne serait-il pas plus raisonnable d'en finir avec ces discriminations absurdes et de reconnaître, une bonne fois pour toutes, à chaque salarié licencié pour motif économique droit à la convention de conversion quelle que soit la taille de son entreprise et le nombre de licenciements ?

Cinq mille départs de plus par mois depuis novembre

Il n'y a maintenant plus de doute : la suppression de l'autorisation administrative préalable a entraîné une augmentation du nombre de licenciements économiques. De l'ordre de cinq mille par mois de novembre à janvier, estime-t-on. D'abord timide, le phénomène s'est amplifié. Au cours du dernier trimestre de 1986, la hausse annuelle de 18 %, et les salariés les plus âgés en ont été les principales victimes. Sur l'ensemble du second semestre de 1986, on assiste à une croissance de cette cause d'entrée dans le chômage, et les spécialistes parlent d'un « surplus de licenciements économiques ».

« Un impact négatif »

Quelques indices montraient que cette évolution était prévisible (*Le Monde* Affaires du 1^{er} février et du 28 février, *Le Monde* Économie du 3 février) en soulignant qu'une proportion plus élevée d'entreprises avaient eu recours aux licenciements de moins de dix salariés. En octobre dernier, par exemple, elles avaient été de 7,4 % à pratiquer de la sorte contre 5,9 % un an plus tôt dans les seules entreprises de plus de cinquante salariés tenues de déclarer leurs mouvements de main-d'œuvre. Ce qui laisse supposer que le mouvement avait été de plus grande ampleur dans les entreprises de

moins de cinquante salariés, non recensées.

Dans sa dernière note de conjoncture, l'INSEE a également attiré l'attention sur cette tendance. À partir des mêmes données, les experts concluaient à « un impact négatif » de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Ils notaient que ces licenciements s'élevaient à 17 % entre le quatrième trimestre de 1985 et le quatrième trimestre de 1986. Ils ajoutaient que, s'ils ne disposaient pas d'éléments directs pour apprécier l'impact des modifications législatives de 1986, ils n'écartaient pas l'éventualité d'un effet aggravant sur leurs prévisions pour le premier semestre de 1987 (accroissement moyen de quinze mille à vingt mille demandeurs d'emploi chaque mois).

Toutes ces craintes se trouvent désormais confirmées par les plus récentes informations disponibles. Ainsi, le dernier bulletin mensuel (janvier 1987) des statistiques du travail montre l'accélération de rythme, intervenue depuis le mois d'août. De 40 065 licenciements économiques (37 035 en août 1985) on est passé à 56 535 en fin d'année (47 175 en décembre 1985). Les chiffres du chômage, au mois le mois, donnent la même orientation...

Plusieurs observations sont possibles à partir de ce constat. Au cours de cette période, les licenciements

économiques supplémentaires sont venus des licenciements « par paquets de neuf » qui, avec la loi du 3 juillet 1986, étaient les seuls à être dispensés pendant six mois de l'autorisation administrative. Il semblerait que les employeurs aient progressivement ainsi cette opportunité et qu'ils en aient surtout profité à la fin du délai probatoire. Maintenant que la loi du 30 décembre 1986 accorde les mêmes facilités pour tous les licenciements économiques, quel que soit leur nombre, ne va-t-on pas assister à un défilement ? Il est trop tôt pour le dire.

Une gestion du personnel qui s'adapte au marché

Les adversaires comme les partisans de cette réforme législative vont trouver dans cette évolution inquiétante de quoi conforter leur argumentaire initial. Pour les uns, cela prouve que le déléguement aggrave le chômage. Pour les autres, cela signifie que le contrôle de l'administration produisait des surcoûts. Mais ceux-là prendront bien garde de ne pas renouveler les promesses de M. Yves Gattaz, qui, quand il était encore président du CNPF, prédisait 367 000 emplois dans les dix-huit mois.

En fait, tous pourraient avoir tort. Avec la suppression de l'autorisation administrative, c'est moins une contrainte bureaucratique qui disparaît qu'une gestion du personnel qui s'adapte aux conditions du marché du travail. Le verrou du licenciement économique supprimé, sa notion même devient caduque ou peut s'élargir. Un employeur peut choisir de se débarrasser d'une partie de ses effectifs, non parce que sa société connaît des difficultés, mais parce qu'il souhaite devenir plus performant. Au nom de la compétitivité, il peut réduire le contrat de travail de salariés sur des critères de compétence, d'adaptabilité, d'efficacité ou même de coût. Les premières indications tendraient à démontrer que c'est bien ce qui se produit : le taux des licenciements de salariés de vingt-cinq à quarante-neuf ans augmente et celui des salariés de plus de cinquante ans « explose ». Et ce d'autant que les exonérations sociales de plan d'emploi pour les jeunes facilitent le recrutement d'une main-d'œuvre bon marché.

ALAIN LEBEAUX

Les élections prud'homales

Les inscriptions sur les listes seront prorogées jusqu'au 5 mai

Les élections prud'homales auront lieu le 9 décembre prochain. En vue d'en préciser l'organisation, le *Journal officiel* du 3 mars 1987 a publié une circulaire datée du 21 février sur l'établissement des listes électorales, faisant suite à un décret du 18 février.

L'organisation des élections comporte des opérations qui peuvent être regroupées en trois phases principales. La première phase, qui se déroule pour l'essentiel dans les entreprises, s'étendra jusqu'au 5 mai. Elle « consiste en l'élaboration, par les employeurs, de déclarations sur support papier ou sup-

port magnétique, en vue de leur propre inscription sur la liste électorale et de l'inscription des salariés ». C'est à la date du 31 mars que les employeurs doivent se placer pour « savoir si une personne a la qualité de salarié, à l'âge requis, jouit des droits exigés, etc. ».

Les salariés « involontairement privés d'emploi » doivent s'inscrire eux-mêmes avant le 5 mai. Ils peuvent se procurer des formulaires d'inscription à l'agence pour l'emploi ou à la mairie (qui recueille l'ensemble des inscriptions). Les salariés involontairement privés

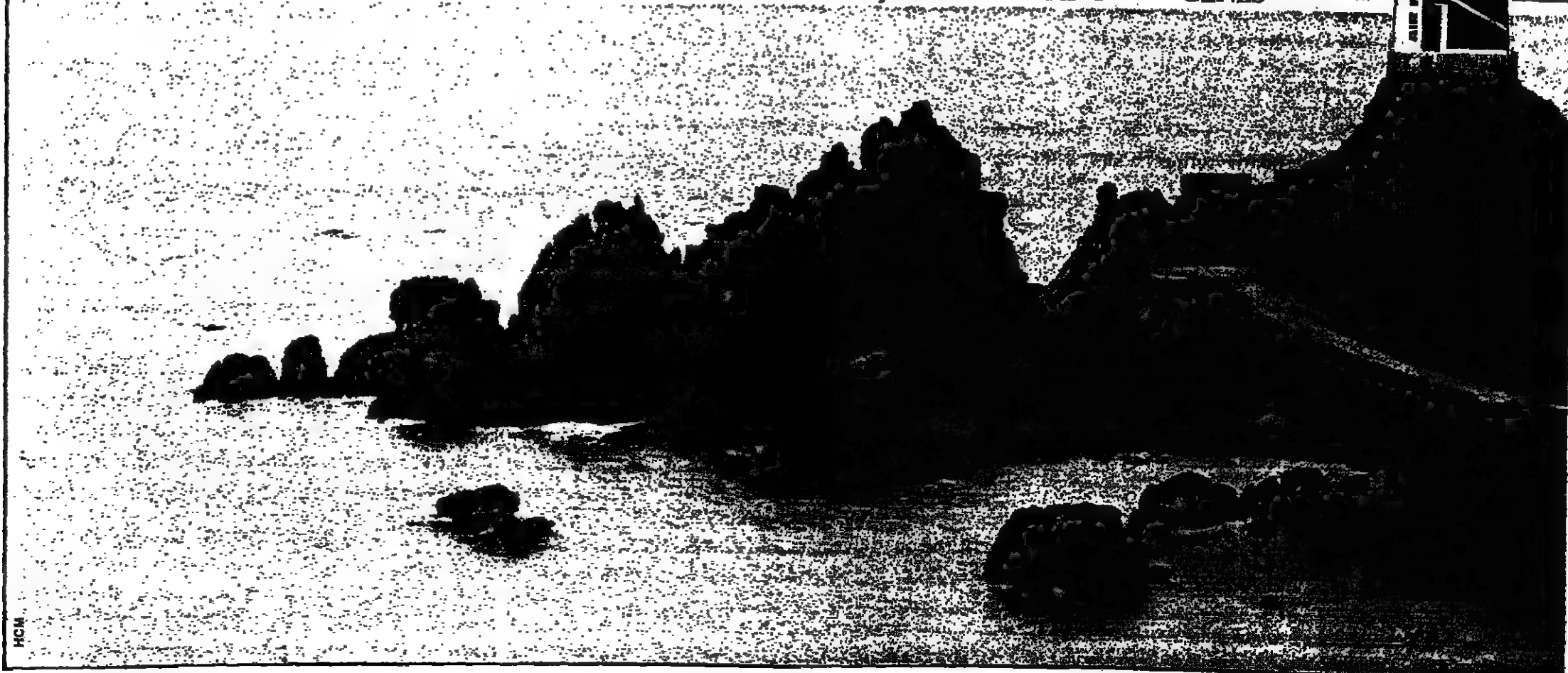
d'emploi sont ceux qui à la date du 31 mars sont à la recherche d'un emploi salarié et qui n'ont pas quitté volontairement « sans motif reconnu légitime » leur dernière activité professionnelle. Ils doivent avoir déjà eu un contrat de travail mais peuvent être rattachés à cette catégorie : les salariés ayant conclu une convention de conversion ainsi que « les personnes affectées à des tâches d'utilité collective et celles bénéficiaires de stages d'initiation à la vie professionnelle, sous réserve qu'ils ne soient pas primo demandeurs d'emploi ».

La deuxième phase s'étend jusqu'au 6 octobre : elle est consacrée à l'établissement des listes électorales prud'homales. Après vérifications, le maire arrête la liste électorale le 6 octobre, après avis de la commission administrative communale. Il affiche son avis de dépôt de la liste aux fins de consultation. Les réclamations auprès du tribunal d'instance doivent être formées dans les dix jours qui suivent l'affichage de la liste. La troisième phase concerne la préparation du scrutin pour l'objet d'une prochaine circulaire.



PARTOUT.

BERNE — BRÈME — EINDHOVEN — BRISTOL — JERSEY — LINZ — GÈNES



مكتبة
الكتاب

Etranger

Chute des actions de Volkswagen après l'annonce d'une fraude sur les changes

BONN
de notre correspondant

L'annonce par le groupe Volkswagen d'une perte de 480 millions de deutschemarks due à des opérations frauduleuses réalisées avec des fonds de la société sur le marché des changes, a provoqué, mercredi 11 mars, un reflux d'environ 5 % des actions de la firme à la Bourse de Francfort. Malgré l'assurance donnée par les dirigeants de Volkswagen que les actionnaires toucheraient les dividendes prévus, le titre a perdu en une journée de cotation 24,90 DM, s'échangeant à 323,30 DM, contre 341,50 DM lundi.

Le tribunal de Brunschweig a confirmé, mercredi, avoir commencé ses investigations à la suite du dépôt d'une plainte contre X... par la direction du groupe automobile. L'enquête devra notamment vérifier si les responsables de cette manipulation, qui avaient manifesté-

ment des antennes sur de nombreuses places financières internationales, ont bénéficié également de complicités à l'intérieur de la firme elle-même. Compte tenu de l'extrême complexité de l'affaire, celle-ci pourrait durer plusieurs mois.

L'alerte a été donnée après la découverte par les responsables de Volkswagen de manipulations sur les comptes en devises que la société détient pour couvrir ses opérations à l'exportation. Manifestement, grâce à des falsifications de documents, des écarts extrêmement bien organisés se sont servis de ces comptes, à l'insu de la société, pour spéculer l'année dernière sur le dollar. La baisse de la devise américaine explique l'ampleur des pertes enregistrées.

Les dirigeants du groupe, qui restent extrêmement discrets sur les détails de l'opération, ont affirmé qu'il ne s'agissait pas d'une perte due à une mauvaise gestion des réserves de change, comme cela s'était produit récemment pour la Lufthansa. La compagnie aérienne ouest-allemande avait enregistré elle aussi des pertes considérables sur des réserves en dollars trop importantes.

Le montant des sommes en jeu, qui représente près de 80 % du bénéfice d'exploitation de l'année 1985, en fait l'une des plus grandes affaires d'escroquerie financière de ces dernières années en RFA.

H. de B.

BANQUES

Les caisses d'épargne pourront prêter aux entreprises

Les caisses d'épargne vont pouvoir accorder des prêts aux petites et moyennes entreprises. Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, M. Edouard Balladur, a présenté, mercredi 11 mars, au conseil des ministres une « lettre rectificative au projet de loi sur l'épargne » qui prévoit l'adoption de dispositions « permettant aux caisses d'épargne d'octroyer des prêts aux personnes morales ».

Jusqu'à présent, et en vertu notamment de la loi de juillet 1983, le réseau Ecureuil n'était pas autorisé à faire des prêts aux « personnes morales exerçant une activité industrielle ou commerciale ». Les caisses peuvent en revanche prêter de l'argent aux personnes physiques, aux particuliers notamment.

La loi sur l'épargne, qui devrait être votée dès la session de printemps, selon le souhait du ministre d'Etat, ouvrira donc la possibilité pour les caisses de prêter aux entreprises, uniquement à celles qui ne font pas appel à l'épargne publique. Il s'agit là d'une étape supplémentaire dans la voie de la banalisation des activités des caisses d'épargne. Elles vont se retrouver en concurrence directe avec les banques. En contrepartie, cette plus grande liberté d'emploi sera accompagnée d'une fiscalisation progressive du réseau à compter du 1^{er} janvier 1988.

Le gouvernement belge étudie un programme de privatisations

Le gouvernement belge étudie un programme de privatisations partielles ou totales de grandes entreprises publiques susceptibles de rapporter 25 milliards de francs belges aux caisses de l'Etat en cinq ans, soit environ 4 milliards de francs (100 FF = 16 FF).

Les pouvoirs publics, qui n'ont encore pris aucune décision, envisagent de vendre, à partir de cette année, tout ou partie de la Société nationale d'investissements (SNI), de la Régie des téléphones (RTT), de la compagnie aérienne Sabena, de la société de distribution Distrigaz et du puissant réseau de collecte de la Caisse générale d'épargne et de retraite.

Le gouvernement pourrait également vendre la totalité de la Régie des transports maritimes, qui, au sein

d'une alliance avec Townsend Thoresen, assure une partie du trafic transmanche.

La Belgique suivrait ainsi le mouvement entamé en Grande-Bretagne et en France. — (AFP.)

L'Equateur suspend le remboursement de sa dette

Les conséquences du tremblement de terre qui a frappé l'Equateur dans la nuit du 5 au 6 mars s'alourdissent. On parle, désormais, à Quito, de trois cents morts et de quatre mille disparus. Ses retombées économiques sont également de taille, le principal oléoduc du pays ayant été sérieusement endommagé, provoquant un arrêt de la production et de l'exportation du pétrole qui compte pour 60 % dans les recettes en devises de l'Equateur. Aussi le ministre des finances, M. Domingo Cordovez a-t-il annoncé, le mercredi 11 mars, qu'il ne pourrait honorer ses échéances cette année sur une dette extérieure globale de 8,2 milliards de dollars.

Un responsable de Merrill Lynch accusé de délit d'initié

Les délits d'initié continuent d'aller bon train sur les places financières anglo-saxonnes. Après les affaires Levine et Bosky à New York, puis l'affaire Guinness-Morgan Greenfield à Londres (le Monde du 1^{er} et du 22 janvier et le Monde Affaires du 31 janvier) voici qu'un nouveau scandale touche cette fois-ci la grande maison de titres américaine Merrill Lynch. La SEC (Security Exchange Commission), l'organisme de contrôle des marchés américains, a découvert qu'un responsable du département fusions et acquisitions de Merrill Lynch à Londres, M. Nahum Vaskevitch, avait gagné au moins 4 millions de dollars de façon irrégulière depuis 1984.

Concrètement, ce responsable a utilisé des informations confidentielles au sujet d'une douzaine de transactions mettant en jeu des firmes clientes de Merrill Lynch. Vaskevitch transmettait ses « tuyaux » à un complice, M. David

Sofor, qui achetait et vendait des titres par le biais de deux maisons de courtage américaines. Au cours des derniers mois, la SEC avait été intriguée par l'évolution surprenante de valeurs cotées à Wall Street qui avaient fait ensuite l'objet d'OFA. Il s'agissait notamment de Herman's Sporting Goods, Pay Less Drug Stores et Saga.

A la différence de l'affaire Bosky, aucune délation ne semble avoir été à l'origine de la mise en accusation de Nahum Vaskevitch. Celui-ci a immédiatement été suspendu de ses fonctions, le 11 mars, par la direction de Merrill Lynch. La SEC estime qu'elle ne pourra pas, seule, obtenir l'extradition du fraudeur — qui vit à Londres — en raison de sa double nationalité britannique-israélienne. Les lourdes charges qui pèsent sur lui devraient cependant conduire la justice britannique à le remettre entre les mains des autorités américaines.

Pourquoi la vision est devenue dominante

LES 5 SENS

UNE NOUVELLE SÉRIE
SCIENCE
VIE



LE CENTRE DU MONDE EST AU 30, RUE LA PÉROUSE.

C'est l'adresse de l'ACIFE. C'est là que vous attendent 108 monographies, traitant chacune en détail d'un pays étranger. Du prix des loyers à Calcutta aux écoles françaises en Argentine, en passant par la protection sociale au Zaïre ou la fiscalité au Japon, vous saurez tout avant de partir.

Venez sur place, consultez les monographies de votre choix, ou commandez-les, en joignant un chèque de 60 F par monographie, établi à l'ordre du C.E.F.R.

Et pour bien commencer vos démarches, procurez-vous "le livret du Français à l'étranger", seul document officiel sur le sujet. Vous connaîtrez ainsi vos droits et les conditions dans lesquelles les faire valoir (30 F, par chèque à l'ordre du C.E.F.R.). Pour toute question relative à l'exportation, appelez l'ACIFE.



Accueil et information des Français à l'étranger
30, rue La Pérouse - 75116 Paris
Tél. (1) 45 02 14 23 - Pages 40, 70 et 49, 20
Ministère de l'Économie et des Finances

MONOGRAPHIES ACIFE. LES CLÉS DU MONDE.

ENCORE 12 NOUVELLES DESTINATIONS AIR FRANCE EN EUROPE.

CATANE — LONDRES-STANSTED — LONDRES-GATWICK — LUGANO — SHANNON

Air France vole au-devant des besoins de ses passagers. Au cours du premier semestre 1987, 12 nouvelles lignes compléteront le réseau européen qui comptera 68 destinations au départ de Paris, plus 19 villes desservies au départ de la Province.

La fréquence des vols est accrue vers Milan, Stuttgart, Oslo, Edimbourg, Porto. Londres à elle seule est desservie 86 fois par semaine.

Enfin, les hommes d'affaires voyageant en Europe avec Air France profitent de l'excellent rapport confort-service-prix de la Classe Affaires.

Air France donne ainsi à ses passagers des raisons supplémentaires de lui être fidèles.

AIR FRANCE
INNOVE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOFICOMI

Le conseil d'administration de la Société pour le financement d'immobiliers commerciaux et industriels « SOFICOMI » s'est réuni le 10 mars 1987 pour arrêter les comptes de l'exercice 1986 qui seront présentés à l'Assemblée générale ordinaire prévue pour le 20 mai prochain.

Les engagements souscrits au cours de cette période ont été augmentés de plus de 30 % par rapport à 1985 et s'élèvent à 381,6 MF. Ils concernent pour les deux tiers environ des opérations de crédit-bail et, pour le reste, des acquisitions d'immobiliers destinés à la location simple, principalement situés à Paris.

Au total, les engagements bruts de « SOFICOMI » ressortent, à fin 1986, à 1 864 MF (+ 20 %) dont 668 MF au titre des investissements en patrimoine.

Les revenus locatifs ont atteint 255,5 MF (+ 15,6 %) auxquels s'ajoutent pour un montant de 31,4 MF des produits résultant pour l'essentiel de loyers d'option d'achat encadrés dans le cadre de contrats de crédit-bail.

Après dotations aux amortissements et provisions pour un montant total de 73 MF, le bénéfice net de l'exercice s'établit à 123,9 MF contre, respectivement, 47,1 MF et 115,4 MF pour 1985.

Le conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale des actionnaires, de fixer le dividende net par action de 47 F contre 44,32 F au titre de l'exercice précédent, assorti d'un crédit d'impôt de 0,83 F contre 0,80 F portant ainsi le dividende unitaire global de 45,12 F à 47,83 F (+ 6 %).

Carnet des entreprises

AUSSEDA REY

M. Michel Bouteille a été nommé délégué général du Groupe Ausseidat Rey pour la communication et l'environnement.

M. Michel Bouteille, ingénieur civil des Mines, est entré dans le Groupe Ausseidat Rey en 1969, et il était jusqu'alors directeur général de la Société des Papeteries de Lancy, une des filiales importantes du Groupe Ausseidat Rey (621 millions de francs de chiffre d'affaires en 1986), spécialisée dans la production de papier et de carton à destination des marchés de l'édition et de la publicité.

M. Jean-Paul Vivier, trente-quatre ans, ancien élève de l'Ecole polytechnique et ingénieur civil des ponts et chaussées, précédemment à la direction de la Cellulose du Pin, où il a assumé notamment la direction de l'usine de Fecture, succède à Michel Bouteille. Il a été nommé directeur général des Papeteries de Lancy au conseil d'administration de la société qui s'est réuni le 10 mars 1987.

Le Monde
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

France-Garantie

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 29 janvier 1987 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se sera réunie sur première convocation le 1^{er} avril 1987, de fixer le dividende de l'exercice 1986 à 28,00 F, par action, assorti d'un crédit d'impôt de 2,08 F. Sous réserve du vote de l'Assemblée générale, le coupon n° 30 sera détaché le 15 avril 1987 et la mise en paiement du dividende interviendra le 17 avril 1987.

FRANCE-GARANTIE
Société d'investissement à Capital Variable
Siège Social : 5, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

Cerus : L'Assemblée Générale

Paris le 10 mars 1987.

Cerus (Compagnies Européennes Réunies), le holding français du groupe CIR a tenu son Assemblée Générale le 10 mars 1987 sous la présidence de M. Carlo De Benedetti. Cette Assemblée Générale mixte (Ordinaire et Extraordinaire) a approuvé les comptes des premiers six mois d'activité de Cerus qui se traduisent par un bénéfice net de 54,3 millions de Francs, et fixé à 10 Francs le dividende net par action. Compte tenu de l'avoir fiscal le revenu global brut par action est porté à 15 Francs.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue ensuite, a donné plusieurs autorisations, de type classique, au Conseil d'Administration en vue de renforcer dans les prochaines années les capitaux permanents de la société. Dans ce cadre, il est envisagé une émission d'actions sur le marché international dans les mois à venir.

Dans son discours aux actionnaires M. Carlo De Benedetti a déclaré en évoquant l'année en cours : « Cette Assemblée est, pour moi, très importante. Elle symbolise l'entrée en 1986 de mon groupe en France avec de grandes ambitions.

L'exercice 1986 se réduit, certes, à une demi-année d'activité. Mais nous avons, pendant cette période, marqué le cap de notre action.

Par les prises de participation, correspondant soit à une logique d'opérateur comme Valeo que nous comptons conduire en 1988 à une rentabilité élevée, soit à une logique d'accompagnement et de pérennité comme pour Yves Saint Laurent qui a pu, avec notre concours, acquiescer Charles of the Ritz et, à travers cette opération, réunir ainsi l'ensemble des activités réalisées sous la griffe Yves Saint Laurent.

Par le réseau d'alliances qui s'est noué autour de Cerus : la présence de grandes institutions françaises - Suez,

l'UAP, la BNP, Pallas - est, à mes yeux, essentielle.

Par la recherche d'une rentabilité élevée : nos résultats sociaux sur un semestre d'activité - 54 millions F. - sont, de ce point de vue, très encourageants.

Par la volonté de croissance : nous avons effectué à cette fin une augmentation de capital de 2,1 milliards de F. en janvier 1987, que les actionnaires - la CIR et ses alliés français au premier chef - ont suivie, et qui a été couronnée de succès.

Il est probable que nous réaliserons bientôt une nouvelle opération - de moindre ampleur et sur le marché international - à la fois pour offrir l'opportunité d'entrer dans Cerus aux investisseurs qui, jusqu'à présent, n'ont pu le faire, et pour élargir et dynamiser le marché du titre.

Ainsi, après neuf mois d'existence, Cerus capitalise, avant toute nouvelle opération, environ 4 milliards de F et dispose de moyens d'action importants.

Où voulons-nous aller en 1987 ? Il s'agit pour nous, en premier lieu, de mener à bien ce que nous avons entrepris chez Valeo avec Noël Goutard, et chez Yves Saint Laurent en soutien de Pierre Bergé. Pour le reste, nous saisissons de nouvelles opportunités, avec un principe, et un seul : jouer un rôle actif et positif dans les entreprises dont nous sommes actionnaires. Ce peut être un rôle de leader, un rôle d'accompagnement, un rôle financier, mais il s'agit non de « découper des coupons », mais de faire preuve de dynamisme et de créativité.

Sans doute, les temps ne seront toujours pas aussi faciles sur le plan boursier, les marchés aussi actifs, les moyens de financement aussi abondants. Il nous appartiendra de travailler plus dur dans un environnement plus difficile, sans rien céder de notre ambition. Pour ma part, industriel européen, c'est-à-dire italien en Italie et, je l'espère français en France, j'attache une importance décisive à la réussite de Cerus, et ferai tout pour qu'elle soit à la mesure des objectifs que je me suis fixés et que nos partenaires ont bien voulu faire leurs.

CERUS sur Minitel composez 36.15 Le Monde • Cerus

CERUS

Etranger

URSS : prêts à court terme, règlements par chèque...

Le système de crédit n'échappera pas au vent des réformes

Doter l'URSS d'un système de crédit à la mesure des espoirs de réforme de l'économie, ce constat de pure logique pourrait aboutir à une petite révolution si les grandes lignes des propositions de M. Alexandre Bourkov, responsable depuis décembre 1986 de l'organisme qui a en charge les caisses d'épargne, sont suivies d'effet. Les Soviétiques pourraient ainsi être appelés à se familiariser avec les règlements par chèque, les banques à octroyer des crédits aux particuliers, les caisses d'épargne à financer des créations d'entreprises individuelles.

La refonte du système de crédit, dressée à grands traits par M. Bourkov dans une interview publiée cette semaine par les *Nouvelles de Moscou*, constitue une rupture profonde avec les traditions. Actuellement, seules les quelques 78 000 caisses d'épargne existant en Union soviétique sont autorisées à recevoir des dépôts des particuliers. Les banques, dont le réseau est beaucoup plus modeste, ne sont, quant à elles, ouvertes qu'aux personnes morales, entreprises, kolkhozes ou fermes collectives.

Élargir la gamme des services des caisses d'épargne cantonnées à quelques transactions comme le paiement des loyers ou l'achat-vente d'emprunts d'Etat est une idée séduisante. Le développement de « diverses formes de crédits », comme des « prêts à court terme », afin de relancer la consommation, risque toutefois de laisser quelques peu révéler les Soviétiques. Emprunter, pourquoi pas, mais pour acheter quoi ? L'importance des dépôts dans les caisses d'épargne, 243 milliards de roubles (250 milliards de francs au cours officiel) témoigne plus d'une économie forcée que d'un tempérament prévoyant.

Les observateurs s'interrogent également sur la possibilité pour ces mêmes caisses d'épargne de financer des entreprises coopératives, prévues par la législation qui entrera en vigueur en mai prochain. Héritages et freins bureaucratiques sont tels qu'on imagine mal l'émergence de multiples entrepreneurs privés candidats à de tels crédits, à court terme tout au moins.

La mise en place d'un véritable système de règlement par chèques constituerait par contre une innovation de taille. Jusqu'à présent, les expériences tentées à Gorki, à Odessa ou à Kaunas ont été très ponctuelles, et la loi du 1^{er} juillet dernier prévoyant des versements bancaires pour toute opération de plus de 5 000 roubles entre un particulier et un organisme d'Etat, ou de plus de 10 000 roubles entre particuliers, avaient essentiellement pour but de lutter contre les revenus illicites.

Les zones d'ombre restent multiples. Ainsi, M. Bourkov se garde d'aborder le problème de la rémunération des dépôts dans les caisses d'épargne. Si l'on s'en tient à l'inflation officiellement admise depuis peu, 0,5 % en moyenne annuelle, les taux de 2 à 3 % actuels ne sont pas ridicules. Si le dérapage des prix est plus proche de l'évaluation des experts occidentaux, soit 3 % par an, cette rentabilité est beaucoup plus discutable. Mais, au moins, les propositions du responsable des caisses d'épargne confirment que, dans le domaine du crédit également, les recommandations de M. Mikhaïl Gorbatchev lors du vingt-septième congrès du parti, en février dernier, ne devraient pas être enterrées. Même si leur concrétisation s'annonce lente et laborieuse.

Marchés financiers

PARIS, 11 mars ↑

Reprise

Une fois encore la baisse n'a pas réussi à s'imposer Rue Vivienne. Après quatre vingt-quatre heures auparavant, la Bourse de Paris s'est en effet assez vivement redressée mercredi. Après une bonne séance matinale (+ 0,9 %), le marché a poursuivi sur sa lancée, et, malgré la persistance d'une vague de ventes bénéficiaires, à la clôture de la journée, l'indice instantané enregistré une avance proche de 1 %.

Les pétroles ont été de la fête ainsi qu'une poignée de belles valeurs comme CSF, Peugeot, Nord-Est, Printemps, Béghin, La Rochette, Roussel-Uclaf et Alcatel surtout, les deux vedettes du jour. Les bonnes performances effectuées par ces actions ont fait oublier les mauvaises notes de Moulinex, Compagnie bancaire, L'Oréal, Midi, Presses de la Cité.

La remontée en flèche de Wall Street (voir ci-contre) n'a expliqué pas tout. « Dès le premier signe de baisse, des marchés se produisent dans la rue pour engager la reprise de la hausse », disait sous forme de boutade un professionnel connu pour son humour. Mais, à la limite, c'est presque cela. L'argent en quête de placement est tellement abondant que la Bourse n'a plus le temps, comme par le passé, de digérer ses repas, cette fonction s'opérant maintenant à mesure de l'avancement.

D'après les dernières analyses faites par la SAFE, deux marchés au monde offrent de belles perspectives : Paris et New-York. Tout est dit.

Au premier étage, le MATIF s'est un peu raffermi. En revanche le marché obligataire s'est révélé assez indolore.

NEW-YORK, 11 mars ↓

Irregulier

Pour la seconde fois de l'histoire, l'indice Dow Jones a franchi, mercredi en séance, la barre des 2 900 points. Il n'a pas pu se maintenir au-dessus, et, à la clôture, est même revenu en-deça de son niveau quasi historique atteint la veille, pour s'établir à 2 268,98 (- 11,11 points). Cette baisse de l'indice des industriels, qui reflète l'alourdissement des « Blue Chips », n'a toutefois pas correspondu à la tendance de fond, franchement irrégulière, comme en témoigne le bilan de la journée. Sur 1 966 valeurs traitées, 780 ont reculé, 740 ont monté et 446 sont restées stables.

D'après les spécialistes, les investisseurs ont craint que la franchise de cette nouvelle barre psychologique n'entraîne une sévère correction des cours après le galop sauté par le marché ces dernières semaines. Par prudence, beaucoup se sont dégoûtés, mais sur la pointe des pieds. De fait, avec l'approche de l'échéance trimestrielle, les institutions sont soucieuses de ne pas conserver trop de liquidités pour présenter de bons bilans. Mais les sont parvenus à l'habitude à adopter avec la proximité de cette triple échéance de contrats à terme (actions, options, indices), durant laquelle la Bourse est tiraillée de tous côtés. Une forte activité a continué de régner avec 186,58 millions de titres échangés, contre 174,76 millions la veille.

VALEURS	Cours de 10 mars	Cours de 11 mars
Alcatel	23 5/8	24 1/4
A.T.T.	51 3/8	52
Béghin	51 3/8	52
Comp. bancaire	108	108
CSF	78 1/2	78 5/8
Edison	52 1/2	52 1/2
Gen. Electric	107 1/8	107
General Motors	78	78 1/4
Ind. Elec.	142 5/8	141 1/2
M.I.M.	84 5/8	84
N.T.T.	84 5/8	84
Peugeot	72 3/4	72 3/4
Polar	72 3/4	72 3/4
Schneider	38 1/4	38
Suez	34 5/8	34 1/2
U.A.L. Inc.	59 5/8	59 5/8
Union Carbide	27 1/8	27 1/4
U.S. Corp.	47 1/2	47 1/4
Windsor	86	86
World Corp.	72 1/4	72 1/4

CHANGES

Dollar : 6,20 F ↑

Le dollar a de nouveau manifesté, jeudi, des velléités de hausse pour coter 6,2025 F contre 6,1825 F et 1,8640 DM contre 1,8580 DM. Mais, soit à cause de la moindre des affaires, soit en raison de la mise en application de l'accord de Louvre, la devise américaine n'a pas réussi vraiment à décoller.

FRANCFORT 11 mars 12 mars

Dollar (en DM) .. 1,858 1,864

TOKYO 11 mars 12 mars

Dollar (en yen) .. 153,54 153,69

MARCHÉ MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (12 mars) .. 7 3/4 - 7 13/16

New-York (11 mars) .. 61 5/8

INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

10 mars 11 mars

Valeurs françaises .. 148,5 149,3

Valeurs étrangères .. 145,5 146,5

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général .. 438 440,2

NEW-YORK (indice Dow Jones)

10 mars 11 mars

Industrielles .. 2288,89 2268,98

LOUVRÉ (indice « Financial Times »)

10 mars 11 mars

Industrielles .. 1386,4 1371,4

Mines d'or .. 32,2 32,1

Fonds d'Etat .. 89,25 89,12

TOKYO 11 mars 12 mars

Nikkei .. 21 313 21 479,79

Indice général .. 129,68 130,24

MATIF

Motionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 11 mars

Nombre de contrats : 18 636

COURS

Dernier .. 107,45

Précédent .. 107,26

ECHÉANCES

Mars 87 .. 107,26

Juin 87 .. 107,26

Sept. 87 .. 107,25

Déc. 87 .. 106,95

AUTOUR DE LA CORBEILLE

EUROPÉENNE DE BANQUE : UN RÉSULTAT NET DE 13,3 MILLIONS DE FRANCS. - L'Européenne de Banque (ex-Banque Rothschild) a annoncé, en 1986, son redressement. Après avoir accumulé 750 millions de francs de pertes sur les trois exercices 1982 à 1984, la banque a dégagé, en 1985, un résultat net de 6,7 millions de francs. L'an dernier, il a été porté à 13,3 millions. Tout en augmentant fortement son produit net bancaire (+ 9,8 %), l'EB a réussi à stabiliser les frais généraux (+ 0,3 %). Grâce à

« excellentes recettes financières », selon les termes de son président, M. Roger Prain, les commissions ont représenté 40 % du produit net bancaire. Pour l'exercice en cours, le PDG de l'EB a indiqué que, compte tenu de la faiblesse de la demande de crédit et de la bonne santé de la Bourse, il n'attendait pas à faire mieux en 1987 qu'en 1986, mais qu'il espérait ne pas faire beaucoup plus mal. L'EB, en tant que filiale détenue à 51 % par le CCF devrait être privatisée cette année.

L'EUROPE DES VILLES RÊVÉES

Amsterdam
Athènes
Berlin
Budapest
Copenhague
Dublin
Edimbourg
Florence
Genève
Lisbonne
Londres
Rome
Séville
Stockholm
Venise

Vacances volées, week-ends in-time... 16 petits guides pour les villes les plus romantiques d'Europe. L'imaginaire d'un écrivain (Julien Green à Florence, Michel Del Castillo à Séville...) et la précision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F

autrement
EDITIONS



Marchés financiers

BOURSE DE PARIS

11 MARS

Cours relevé
à 17 h 33

[illegible]

Comptant

Second marché

Obligations				Etrangères													
VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
4,5 % 1973 L.V.	Chemins	540	648	Indus. Elec. ch	208	683	Aldin Minoteries	1110	1110	Orville	698	698	Wick	260	230
Emp. 7 % 1973	7885	..	Classe	1410	1970	OPF	670	683	Bousser-Aumont	580	580	Power America	584	580	Wick	698	698
Emp. 8,80 % 77	323 40	7 084	Colomb-Eyl	2240	2207	Operry	372	388	B.L.C.M.	730	720	Drass-Obi convert.	3830	3830	Orville-Louche	516	516
5,00 % 79/80	101 76	6 834	Cogef	810	810	Edif. I.C.T.C.	3160	3105	B.L.P.	1250	1280	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
6,10 % 80/81	101 76	6 834	Comptex	680	911	Orger-Demoulin	2225	2236	Robert Teledyn	1278	1278	Sec. S. 1980	1000	1000	Orville-Louche	516	516
11,25 % 80/80	100 08	10 237	Co Indefiniss	3716	3711	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
11,25 % 80/80	100 08	10 237	Comptex	1290	1295	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
13,80 % 80/87	302 14	5 589	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
13,80 % 81/81	302 14	5 589	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 81/87	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10	33	Paris Internat.	1130	1095	Alcan Alsat	230	230	Société Balfin	314	302	Orville-Louche	516	516
16,75 % 82/89	103 38	8 298	C.M.P.	30 10													

SICAV (selection)

11/3

[illegible]

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

ÉTRANGER

- 2 Le nouveau gouvernement du chancelier Kohl.
- 3 Asie du Sud-Est : irritation croissante des autorités envers la presse étrangère.
- 4 Le sommet de Madrid.
- 5 Le conflit du Sahara occidental.

POLITIQUE

- 6 Cohabitation : le jour et la nuit.
- M. Raymond Barre en Guyane.
- 7 Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

- 8 L'affaire du Carrefour du développement : les rendez-vous du juge Michou à Rio-de-Janeiro.
- 10 L'autorité parentale conjointe ne sera pas systématique.
- L'Eglise catholique et la procréation.

CULTURE

- 21 Théâtre : programme du Festival d'Avignon : Nathan le Sage, de Lessing.
- Opéra : Don Giovanni, au Châtelet.
- 22 Danse : trois créations par le ballet de l'Opéra de Lyon.
- 22 Communication.

ÉCONOMIE

- 26 La condamnation des mesures protectionnistes de la RFA sur la bière.
- 29 Les caisses d'épargne pourrout prêter aux entreprises.
- 30 URSS : le système de crédit n'échappera pas au vent des réformes.
- 30-31 Marchés financiers.

SERVICES

- Radio-télévision 24
- Amorces classées 12
- Carnet 25
- Météorologie 24
- Mots croisés 24
- Loto, Loterie 23
- Spectacles 23
- Echecs 25

MINITEL

- Autorité parentale : égalité des conjoints ?
- Pour ou contre un code de la nationalité ?
- Livres : six mois de sélection du Monde.
- Actualité. Immobilier. Météo. Bourse. Télémarketing. Loisirs.
- 38.15 Tapez LEMONDE

En 1986

Chute brutale des exportations françaises dans l'industrie aéronautique

Les commandes à l'exportation reçues en 1986 par l'industrie aéronautique française sont en très nette baisse par rapport à l'année précédente : 37 milliards de francs en 1986, au lieu de 61,6 milliards en 1985. Ces prévisions ont été données, mercredi 11 mars à Paris, par M. Jacques Bénichou, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), qui est le syndicat professionnel de ce secteur économique en France.

En 1986, le carnet de commandes (exportations et commandes nationales) s'est élevé à 110 milliards de francs, en diminution de 10 % par rapport au montant enregistré l'année précédente. Le chiffre d'affaires, qui reflète le montant des livraisons intervenues, a été de 74 milliards de francs en 1986, ce qui représente une stagnation des activités (exprimées en francs constants).

M. Bénichou a noté que la part des activités civiles avait tendance à progresser. En effet, les productions civiles ont représenté 36 % du chiffre d'affaires en 1986 et 47 % du montant, pour cette même année, des commandes reçues à l'exportation.

L'industrie aéronautique et spatiale occupe environ 127 000 personnes. Ces effectifs sont relativement stables, mais on observe que, depuis dix ans, la part des ingénieurs et cadres est passée de 13 % à 20 % et celle des ouvriers de 46 % à 26,2 %. M. Bénichou a qualifié de « contrastée, préoccupante, mais encourageante » l'année 1986, car l'industrie française, grâce à un effort de recherche-développement, a renouvelé son fonds de commerce avec les modèles d'Airbus A-330 et A-340, le Rafale, Ariane et Hermes.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 mars

Calme et irrégulier

Les affaires ont été calmes mardi matin à la Bourse de Paris. Les valeurs françaises ont évolué de façon très irrégulière. A l'effacement au début de la séance (-0,22 %), l'indice instantané était à l'équilibre en clôture (+0,04 %). Hausse de TRT (+3 %), Hachette (+2 %), Bouygues (+1,5 %), J. Lefebvre (+1 %). Repli de Synthelabo (-3 %), Ecco (-2 %), Lyonnaise des eaux (-2 %).

Valeurs françaises

	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours
Accor	548	548	549
Agencys Havas	2065	2065	2065
Air Liquide (L)	702	704	703
Banque Paribas	1078	1080	1080
Bouygues	2780	2775	2775
B.P.A.	6200	6200	6200
Carraro	3800	3800	3820
Changurs S.A.	1810	1830	1827
Club Méditerranée	883	880	882
Elf (L)	1830	1830	1830
ELF-Aquitaine	346 80	347 30	347
Endo	3546	3546	3546
Lafarge-Coppée	1608	1607	1603
Michelin	2150	2150	2150
Midi (L)	1570	1568	1570
Multi-Honey	2540	2550	2550
Navig. Méditerranée	1235	1246	1246
Orléans (L)	4105	4090	4100
Paros (L)	1085	1083	1087
Pirelli S.A.	1448	1448	1465
Saint-Gobain	463	461	465
Suez	855	860	860
Suez-Petrol	750	750	750
Télécoms	3380	3380	3380
Thomson-C.S.T.	1610	1618	1620
Toutat-P.F.	469	469	470
T.A.T.	2210	2230	2270
Vallo	534	538	538

Le numéro du « Monde »
daté 12 mars 1987
a été tiré à 487 045 exemplaires

A B C D E F G

Le Monde sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement

30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.

36.15 TAPEZ LEMONDE

CHILI : à trois semaines de la visite du pape

Le gouvernement exprime sa « stupéfaction » après les critiques de l'évêque de Linares

SANTIAGO de notre envoyé spécial

Les déclarations de Mgr Camus, évêque de Linares, qui a pratiquement justifié l'attentat de septembre 1986 contre le général Pinochet et qualifié les auteurs de cet attentat de « héros » (*le Monde* du 12 mars), ont provoqué une violente réaction du gouvernement chilien. La tension entre l'Eglise et le régime est montée d'un cran à trois semaines de la visite du pape Jean-Paul II.

Dans une longue intervention télévisée, le ministre de la justice, M. Hugo Rosende, a fait part de la « stupéfaction » du gouvernement face aux déclarations « aberrantes » de Mgr Camus. « Ne nous trompons pas, a dit le ministre, c'est le général Pinochet qui est visé parce qu'il a su s'opposer au retour des marxistes ». Le ministre des affaires étrangères, M. Jaime del Valle, a rencontré le nonce, Mgr Angelo Sodano, pour exprimer le « malaise » du gouvernement et envisager des poursuites contre l'évêque de Linares. Une démarche auprès du Vatican n'est pas exclue.

La déclaration de la conférence épiscopale de la semaine dernière avait déjà sérieusement agacé le chef de l'Etat. « En lisant le communiqué, a-t-il dit, j'ai d'abord cru qu'il s'agissait d'un nouveau parti politique. Quand j'ai compris qu'il s'agissait des évêques, j'ai pensé qu'ils devraient s'occuper davantage du spirituel et moins du matériel ». Dans son communiqué, la conférence épiscopale passait en revue les thèmes « chauds » de l'actualité : la « fuite » aux Etats-Unis d'un ancien major de l'armée, Fernandez Larios, et sa déposition devant un tribunal de Washington sur l'assassinat en 1976 d'Orlando Letelier, ancien ministre de Salvador Allende ; la mise à pied de quelque six mille professeurs chiliens ; l'enlèvement par les services secrets de deux naves de l'évêque de Linares (l'une, Claudia,

« PÉROU : le bilan des victimes des glissements de terrain s'alourdit. — Des glissements de terrain provoqués par des pluies torrentielles ont fait couler un torrent de boue jusqu'au pied du palais présidentiel, a annoncé le bureau de la défense civile péruvienne. Le bilan fait état de trente morts, mais une centaine d'autres personnes sont portées disparues, et huit cents maisons ont été recouvertes par la boue qui a déferlé en provenance des Andes. Le président Alan Garcia s'est rendu, le mercredi 11 mars, à Chosica, l'agglomération la plus atteinte.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

Qui a succédé à Yvon Gattaz à la tête du CNPF ?

Le Monde
édition actualité

a été libérée, l'autre, Paola, est toujours portée disparue) ; la privatisation des entreprises ; le calendrier électoral du gouvernement. Les évêques souhaitent que, « le moment venu, le peuple puisse se prononcer en toute liberté ».

Depuis ses déclarations au quotidien pro-gouvernemental *Mercuro*, Mgr Camus a accordé d'autres entretiens. Il pense que l'affaire Fernandez Larios a bouleversé le pays, « y compris des secteurs du gouvernement et des forces armées ». Du voyage papal, en avril, il attend « un miracle », c'est-à-dire, dit-il, « un changement social dans les plus brefs délais ». Il estime que la création d'un mouvement en faveur d'élections libres — une initiative envisagée par certains partis de l'opposition modérée jugeant que la situation chilienne n'est pas sans analogie avec celle des Philippines avant la chute de Marcos — « devrait aller de soi ». Enfin, l'évêque de Linares n'a aucune confiance dans le régime, n'accorde aucune « validité morale » à la Constitution de 1980 et réclame, sans illusion, « le départ du général ».

MARCEL NIEDERGANG.

EN BREF

● SALVADOR : la guerre civile a fait plus de 60 000 morts en sept ans. — L'évêque auxiliaire de San-Salvador, Mgr Gregorio Rosa Chavez, a indiqué, le mercredi 11 mars, à l'occasion du Conseil épiscopal latino-américain qui se tient actuellement au Paraguay, que la guerre au Salvador a fait plus de 60 000 morts en sept ans. Pour la seule année 1986, le conflit a fait 2 425 victimes et on compte déjà 200 victimes depuis le début de l'année 1987. — (AFP.)

● NÉPAL : la visite de M. Bariani. — Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères a été reçu, le mercredi 11 mars à Katmandou, par le premier ministre népalais, M. Bariani, qui s'est rendu auparavant au Bangladesh, devant regagner Paris vendredi après avoir rencontré plusieurs autres membres du gouvernement népalais. — (AFP.)

● URSS : libération du dissident Henri Altounian. — Andreï Sakharov a annoncé lundi 9 mars que M. Altounian avait été libéré le même jour et avait pu rejoindre son domicile en Ukraine. Agé de cinquante-trois ans, M. Altounian est l'un des fondateurs d'un groupe chargé de la surveillance de l'application des accords d'Helsinki. Condamné en 1969 à trois ans de camp de travail et à nouveau arrêté en 1980 et condamné à sept ans de camp puis à cinq ans d'exil intérieur, le dissident avait refusé de s'engager à renoncer à ses activités « antisoviétiques ». M. Altounian avait entamé le 2 mars dernier une grève de la faim rapidement suspendue en raison de son état de santé. — (AFP.)

Édition Mensuelle
L'année 1986
dans Le Monde
25 francs

SOUDAN

Le colonel Garang annonce la prise d'une ville par les troupes rebelles

Le chef de l'Armée de libération du peuple au Soudan (SPLA), le colonel John Garang, a annoncé, le mercredi 11 mars à Addis-Abeba, la prise, il y a une semaine, par les forces rebelles, de la ville de Pibor, dans le sud du pays, en la qualifiant de « victoire écrasante » qui avait servi à casser l'offensive de la saison sèche menée par Khartoum. Le chef rebelle n'a pas précisé l'importance des forces de SPLA engagées dans cette attaque ni le nombre des soldats gouvernementaux tués, ajoutant cependant que ses hommes avaient enterré de « nombreux » soldats gouvernementaux dans des fosses communes.

A Khartoum, le quotidien *Soudan Times* rapporte, pour sa part, que des unités libyennes avaient été aperçues récemment pendant à El-Facher, capitale de la province soudanaise du Darfour, et qu'elles ne montraient aucun signe indiquant qu'elles étaient sur le point de quitter le pays. Le premier ministre Sadek El Mahdi a annoncé, la semaine dernière, que ces unités libyennes du Darfour avaient reçu l'ordre de se retirer et qu'elles avaient commencé à rebrousser chemin et avaient atteint Wadi-Haouara, à 27 kilomètres au nord-ouest d'El-Facher. — (AFP.)

Sur le vif

Métamorphose

J'ai une nouvelle à vous annoncer. Je sais pas comment faire. C'est tellement fantastique, tellement inattendu ! J'ai peur que vous sachiez en l'air et que vous vous cogniez le derrière au plafond en apprenant ça. Bon, alors, crampez-vous à votre volant, si vous me lisez en bagnole. Ou à la barre du métro. Ou aux bras de votre fauteuil. Et respirez un bon coup. J'y vais ? OK ! Un savant américain a réussi, après des années de recherches, un truc pas croyable. Il a... Allé, je me lance : il a changé de l'or en plomb.

Ouais, ouais, vous avez bien lu. J'ai la dépêche sous les yeux. Ça s'est passé en Floride, et c'est une première mondiale. C'est d'autant plus fort que pendant des siècles des alchimistes en bonnet pointu se sont perchés sur leurs chaises, sur leurs cornues remplies de grains d'alkabore pour essayer de se fabriquer une bonne petite pierre philosophale capable de transformer du plomb en or.

C'était complètement débile, d'accord. L'or, on s'en fout, tandis que le plomb ! Ça donne la tournis, l'étendue de cette découverte. Où on va, là, c'est dingue ! On va pouvoir changer le diamant en charbon, le tuffeau

en pétrole et le pinard en flotta. Les applications pratiques, je ne vous les énumère pas. On en aurait jusqu'à demain matin. C'est sur le plan politique que ça va barder. Regardez les métamorphoses déjà subies par Cheyennem. C'était Saint-Just. Le voilà drapé de la pourpre cardinalice. Il ne lui manque que l'anneau. Et Edgar Faure ! Lui, c'est la pierre philosophale incarnée. Un caillou rond et lisse. Il le reconnaît lui-même : c'est pas lui qui change de direction, c'est le vent !

Imaginez maintenant que pour mettre toutes les chances de son côté en 1988, mon Mimi décide de se faire passer pour Barre. Question taille, ça va. Question majesté, c'est du pareil au même. Question ambassadeur, y a qu'à bouffer des pâtes. Question programme, ça peut s'arranger. Qu'est-ce qui restera ? La voix de tête, manière, flûte du gros Raymond. Là, d'accord, c'est pas évident. On n'a encore jamais réussi, demandez aux traveaux, à camoufler le grave sous l'aigu. On doit pouvoir arriver à faire le contraire. Suffit de s'exercer.

CLAUDE SARRAUTE.

sième aux Américains Tracy, Wilson et Robert McCall. Les Français Isabelle et Paul Duchesne ont terminé dixième.

● HAUTES-PYRÉNÉES : cinq personnes blessées dans un accident de téléski. — Cinq personnes

ont été légèrement blessées lors d'un accident de téléski, mercredi 11 mars, dans la station de Pleu-Engaly, au-dessus de Bagnères-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées). L'accident serait dû à une fausse manœuvre ayant entraîné le sectionnement du câble.



Célibataires changez vos rencontres

Désormais, rencontrez - grâce à une étude psychologique préalable - des personnes dont le caractère, l'affectivité et même la sexualité sont compatibles avec les vôtres. C'est la chance fantastique que vous offre ION. Le monde change, changez aussi votre façon de découvrir celle que vous cherchez pour la vie.

Ion : une écoute attentive et chaleureuse...
Venez nous voir, ou écrivez.

ION International
Institut de Psychologie fondé en 1930 - PARIS - BRUXELLES - GENÈVE

BON GRATUIT sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

M. Mère Mère...
Prénoms...
Age...

Adresse...
ION FRANCE (M 24) 84, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS - Tél. (1) 46.28.70.85-1
ION MIDI-PYRÉNÉES (M 24) 18, r. Nungesser et Coli - 31000 TOULOUSE - Tél. 01.58.48.58
ION BELGIQUE (M 24) 1, rue de la Liberté 105, BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 011.74.20
ION SUISSE (M 24) 12, rue de la Concorde CP 235-1211 GENÈVE - Tél. 022.26.91.770

Comment le cerveau construit notre monde sensible

LES 5 SENS

SCIENCE VIE

كتاب الالهة